



# UNIVERSITÉ DE TOAMASINA

FACULTÉ DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET  
DE GESTION

DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE

\*\*\*\*\*

MÉMOIRE DE MAÎTRISE ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

«ANALYSE DU SYSTÈME  
ÉDUCATIF ET PERSPECTIVES  
D'AMÉLIORATION»

(Cas de l'enseignement général dans le district d'Ambanja)

Présenté et soutenu par :

Rupaulin TONGAZARA

Promotion : 2007-2008

Sous la Direction de :

Monsieur LEMIARY  
Enseignant Chercheur à  
l'Université de Toamasina  
Encadreur Enseignant

Monsieur Eric RAVANOMANANA  
Ancien Chef CISCO d'Ambanja  
Encadreur Professionnel

Date de soutenance : 04 Septembre 2010



**UNIVERSITÉ DE TOAMASINA**

**FACULTÉ DE DROIT, DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET  
DE GESTION**

**DÉPARTEMENT D'ÉCONOMIE**

\*\*\*\*\*

**MÉMOIRE DE MAÎTRISE ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES**

**«ANALYSE DU SYSTÈME  
ÉDUCATIF ET PERSPECTIVES  
D'AMÉLIORATION»**

(Cas de l'enseignement général dans le district d'Ambanja)

**Présenté et soutenu par :**

**Rupaulin TONGAZARA**

**Promotion : 2007-2008**

**Sous la Direction de :**

**Monsieur LEMIARY  
Enseignant Chercheur à  
l'Université de Toamasina  
Encadreur Enseignant**

**Monsieur Eric RAVANOMANANA  
Ancien Chef CISCO d'Ambanja  
Encadreur Professionnel**

**Date de soutenance 04 Septembre 2010**

## SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	5
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	6
GLOSSAIRE.....	8
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE :PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DISTRICT D'AMBANJA ET SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT.....	11
CHAPITRE I : LE DISTRICT D'AMBANJA ET SES POTENTIALITES.....	13
Section I : Description et situation géographique du district.....	13
Section II : Situation démographique .....	20
Section III : Activités économiques et services sociaux .....	28
CHAPITRE II : ASPECT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT.....	38
Section I : Politique générale de l'enseignement et sa situation .....	38
Section II : Budget général alloué à l'enseignement .....	45
Section III : Les différents types de l'enseignement général .....	49
CHAPITRE III : ANALYSE DE LA SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT DANS LE DISTRICT D'AMBANJA .....	54
Section I : Infrastructures scolaires .....	54
Section II : Qualité du service éducatif .....	59
Section III : Effectif des élèves et accès au système éducatif .....	64
DEUXIÈME PARTIE :ÉDUCATION : OBSTACLES ET PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION.....	72
CHAPITRE I : L'EDUCATION FACE AU DEVELOPPEMENT COMMUNAL .....	74
Section I : Notions générales de l'éducation et développement.....	74
Section II : Les indicateurs de développement.....	77
Section III- Les impacts et rôles socio-économique de l'éducation .....	80
CHAPITRE II : LES PROBLEMES AFFECTANT L'ENSEIGNEMENT GENERAL DANS LA CISCO D'AMBANJA .....	88
Section I : Problèmes au sein des établissements.....	88
Section II- Problèmes au niveau des élèves et des parents.....	92
Section III- Problèmes économiques.....	98
CHAPITRE III : LES MESURE DE REDRESSEMENT .....	101
Section I : Renforcement de la lutte contre l'analphabétisme .....	101

Section II : L'amélioration des infrastructures scolaires et la qualité des enseignants.....	106
Section III : Stimuler la motivation des élèves, des parents et renforcer le financement de l'État.....	114
CONCLUSION .....	120
BIBLIOGRAPHIE.....	122
ANNEXES .....	124
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	132
TABLE DES MATIÈRES .....	134

## **REMERCIEMENTS**

*Le présent travail de mémoire est le fruit de quatre années de formation à la Faculté de droit, des sciences économiques et de gestion de l'université de Toamasina. Il n'aurait pu être réalisé, sans la participation et la contribution de certaines personnes, à qui nous adressons nos vifs et sincères remerciements. Nos premiers remerciements s'adressent à tous les enseignants de la faculté de droit, des sciences économiques et de gestion, ainsi qu'au personnel administratif pour tout ce qu'ils ont fait pour nous durant nos études et notre formation à l'université de Toamasina.*

*Non seulement ce mémoire a été écrit en vue de l'obtention du diplôme de maîtrise, mais aussi dans l'ambition d'apporter notre modeste contribution au processus de développement économique de notre pays.*

*Nos vifs et sincères remerciements vont à l'endroit de toutes les personnes qui nous ont aidé à la réalisation de ce mémoire, plus particulièrement à :*

- *Monsieur LEMIARY, enseignant chercheur à l'Université de Toamasina, notre encadreur enseignant qui, en dépit de ses multiples charges et obligations, nous a toujours réservé beaucoup de temps pour nous faire-part de ses conseils et nous a guidé tout au long de la rédaction et de la préparation de ce travail.*

- *Eric RAVANOMANANA, ancien chef CISCO Ambanja, notre encadreur professionnel, qui a bien voulu accepter de diriger nos travaux de recherche, avec beaucoup de compréhensions, sans parler de ses précieux conseils et remarques, malgré les multiples tâches qui devaient le retenir ailleurs.*

*Nous tenons également à adresser notre reconnaissance à toutes les personnes qui, de près ou de loin, nous ont encouragé et ont contribué à la réalisation du présent travail, notamment :*

- *A nos parents, frères, sœurs pour leurs sacrifices, leur soutien financier, matériel et moral durant nos études.*

- *Et enfin, à tous les étudiants de l'Université de Toamasina pour leurs aides et leurs soutiens durant notre cursus Universitaire.*

*Rupaulin TONGAZARA.*

## **LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES**

AFD	: Association Française pour le Développement
ANGAP	: Association National pour la Gestion des Aires Protégées
AP	: Aires Protégées
APC	: Approche Par la Compétence
CAE/EP	: Certificat d'Aptitude Elémentaire à l'Enseignement Primaire
CAP	: Certificat d'Aptitude Pédagogique
CAPEN	: Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole Normale
CE	: Cours Elémentaire
CEG	: Collège d'Enseignement Général
CFEP	: Certificat de Fin d'Etudes Pédagogiques
CFEPCS	: Certificat de Fin d'Etudes du Premier Cycle de Second degré
CISCO	: Circonscription Scolaire
CP	: Cours Préparatoire
CGP	: Coordination Général des Projets
CM	: Cours Moyen
CMCD	: Clinique Médico Chirurgical Saint Damien
DAAF	: Direction des Affaires Administratives et Financiers
DAAREN	: Direction d'Appui Aux Affaires Régionales et de l'Education Nationale
DAP	: Diplôme d'Aptitude Pédagogique
DC	: Direction du Cabinet
DEF	: Direction de l'Education Fondamentale
DGA	: Direction Général d'Appui
DGEFES	: Direction Générale de l'Education Fondamentale et de l'Enseignement Secondaire.
DGFTP	: Direction Générale de la Formation Technique et Professionnelle
DGIVR	: Direction Générale des Investigations et de Valorisation et de la Recherche
DGPSE	: Direction Générale de la Planification et du Suivi Evaluation
DIANA	: Diego Ambilobe Nosy be Ambanja
DIE	: Direction de l'Inspection et de l'Encadrement
DIRESEB	: Direction Inter-Regionale de l'Enseignement Secondaire et de l'Education de Base

DREN	: Direction Régionale de l'Education Nationale
DRH	: Direction des Ressources Humaines
DSRP	: Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
EF1	: Enseignement Fondamentale niveau 1
EF2	: Enseignement Fondamentale niveau 2
EPP	: Ecole Primaire Publique
EPT	: Education Pour Tous
ES	: Enseignement Secondaire
FAF	: Fiombonana Antoko amin'ny Fampandrosoana
FRAM	: Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra
IDH	: Indicateur du Développement Humain
INSTAT	: Institut National de la Statistique
IPH	: Indicateur de Pauvreté Humain
IRA	: Infection Respiratoire Aigué
ISDH	: Indicateur Sexospécifique de Développement Humain
MAERI	: Mandat Express du Régime International
MEN	: Ministère de l'Education National
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement
ONU	: Organisation des Nations Unis
PCIME	: Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance
PIB	: Produit Intérieur Brut
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PNB	: Produit National Brut
PNDD	: Programme National de la Déconcentration et de la Décentralisation
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PRD	: Plan Régional du Développement
RNI	: Réserve Naturelle Intégré
RS	: Réserve Spéciale
SSD	: Service de Santé de District
UNESCO	: United Nations Education, Science and Culture Organisation
ZAP	: Zone d'Animation Pédagogique

## GLOSSAIRE

**Alphabétisation** : Action d'alphabétiser c'est-à-dire d'enseigner aux individus les rudiments de la lecture, de l'écriture et de calcul. Ceux qui ne savent ni lire, écrire sont dénommés des analphabètes.

**Analphabète** : Une personne incapable de lire et d'écrire, en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne.

**Capital humain** : C'est une notion mise en œuvre par T.W.Schultz et Gary Becker désignant l'aptitude de l'individu à travailler. Les éléments composant le capital humain sont principalement : la santé et les connaissances (compétences et savoir faire).

**Ecole** : Etablissement dans le quel on enseigne de façon collective (scolaire). Il existe des différents types d'écoles qui se distinguent par leur mode d'administration (secteur public et privé) et par l'enseignement qui y est dispensé.

**Education** : est une activité sociale de transmission de connaissance structurée. Elle a pour finalité d'intégration de l'individu dans la société où il vit, facilite la prise de décision et augmente l'efficacité du travail humain.

**Enseignement** : est un mode d'éducation bien précis, celui de la transmission des connaissances à l'aide de signes, de méthodes, de systèmes, etc.

**Faune et flore** : Mot scientifique qui représente les animaux et les végétaux en gros.

**Infrastructures** : du point de vue général, c'est l'ensemble des équipements collectifs durables aménageant le territoire : routes, ports, voies ferrées, aéroports ponts. Pour le secteur éducatif, il s'agit des bâtiments scolaires et leurs dépendances

**Niveau de vie** : quantité des biens et services qu'un individu peut se procurer avec son revenu annuel. Le niveau dépend du style de vie, ce qui rend difficile les comparaisons globales.

**Programme** : ensemble des activités conçues en cohérence pour répondre aux buts et aux finalités de l'éducation.



## INTRODUCTION

L'avancée d'un pays peut être perçue à travers le niveau d'instruction des citoyens, puisque l'éducation joue un rôle clé dans le processus de croissance. Depuis quelques années, tous les pays s'accordent à dire que l'éducation est un élément indispensable pour le développement économique et humain, aussi bien sur le plan individuel que collectif. Pour former un citoyen responsable, l'éducation et le développement du secteur social joueront un rôle fondamental. D'après l'économiste Emile DURKHEIM : « l'éducation est une action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale <sup>1</sup> ». Elle offre donc à tous ceux qui en bénéficient la possibilité de participer efficacement au développement économique, social et culturel du milieu où ils vivent.

L'éducation figure ainsi parmi l'une des priorités des pays en développement pour réduire la pauvreté. Malgré cela, l'Afrique reste toujours le continent du monde le moins avancé en termes de scolarisation. Le taux brut de scolarisation moyen n'atteint que 48%<sup>2</sup> dans le premier cycle et 22% dans le second cycle, en 2003, ce qui est inférieur par rapport aux pays avancés qui est de l'ordre de 70% et 40%.

Madagascar n'est pas épargné par cette situation ; plus de 30% des enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés. De plus, le taux de redoublement reste encore très élevé ; et plus grave encore, 33% des élèves seulement arrivent à terminer leur premier cycle complet d'enseignement. Ces chiffres montrent avec précision la déficience du système éducatif malgache. Conscient de cette situation, le Ministère de l'Education Nationale a fixé comme objectif la recherche de l'efficacité interne et externe de l'éducation et les moyens pour donner à tous les malgaches sans exception, la même chance de recevoir un enseignement de base qui leur permet de s'intégrer à la vie sociale et au développement de leur milieu. Le gouvernement malgache ne cesse d'apporter des réformes au niveau de la politique éducative du pays. Ainsi, sous la deuxième république, la loi N°78-040 du 17 juillet 1978 stipule la création d'écoles primaires publiques ou EPP dans chaque fokontany, de CEG dans chaque firaisana<sup>3</sup> et Lycée dans chaque

---

<sup>1</sup> Emile DURKHEIME « Education et Socialisme » Paris 1922, p 180

<sup>2</sup> Education-weikipedia.htm

fivondronana<sup>2</sup> a été adoptée. Selon cette loi, la démocratisation vise à donner à tous la même chance, c'est-à-dire tous les Malgaches sans exception, la possibilité de recevoir un enseignement de base leur permettant de s'intégrer à la vie sociale ; c'est d'ailleurs le slogan lancé un peu partout, actuellement, dans les pays en développement, « l'éducation pour tous » en 2015, selon les objectifs du nouveau millénaire. L'objectif d'une éducation pour tous et d'une éducation de qualité constituent une priorité pour toutes les CISCO des 22 régions de Madagascar, y compris celle d'Ambanja. Malgré les diverses stratégies mises en œuvre dans la réalisation de ces objectifs, le district d'Ambanja n'a pas encore réussi à assurer une éducation de qualité et universelle à tous les enfants ; cette situation nous amène à faire le choix du thème suivant :

**« ANALYSE DU SYSTÈME ÉDUCATIF ET PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION  
(cas de l'enseignement général dans le district d'Ambanja) ».**

Le présent mémoire se propose de déterminer et d'analyser les différents obstacles affectant l'enseignement général dans le district d'Ambanja. Il essaie, de ce fait, de connaître dans les détails la situation socio-économique du district d'Ambanja et de détecter les problèmes rencontrés par l'enseignement général dans la CISCO d'Ambanja. Par ailleurs, ce travail tente de définir quelques propositions d'amélioration pour solutionner les problèmes.

Pour ce faire, notre étude comprend deux grandes parties :

❖ La première partie intitulée : « Présentation général du district d'Ambanja et situation globale de l'enseignement » nous donne un aperçu général sur la ville d'Ambanja et ses potentialités, suivi de celui de l'enseignement malgache ; elle se termine enfin par une analyse de la situation globale de l'enseignement général dans la CISCO d'Ambanja.

❖ La deuxième partie intitulée « Education : obstacles et perspectives d'amélioration » met en exerce l'importance de l'éducation dans le développement économique, humain, social et essaye de discerner les différents problèmes touchant l'enseignement général, afin de dégager des solutions à titre de perspectives d'amélioration du système éducatif dans la CISCO d'Ambanja.

**PREMIÈRE PARTIE :**  
**PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DISTRICT D'AMBANJA**  
**ET SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT**

Dans cette partie, nous consacrerons le premier chapitre à la présentation générale du district d'Ambanja en tant que zone d'étude. Dans le deuxième chapitre, nous allons évoquer l'aspect général de l'enseignement, et enfin ; nous allons procéder à l'analyse de la situation globale de l'enseignement général dans le district d'Ambanja.

## **CHAPITRE I : LE DISTRICT D'AMBANJA ET SES POTENTIALITES**

Dans ce chapitre, nous allons voir successivement la description et la situation géographique du district, sa situation démographique et enfin les activités économiques et services sociaux.

### **Section I : Description et situation géographique du district**

#### **I-1 : Localisation**

Le district d'Ambanja se trouve dans la partie Nord-Ouest de Madagascar, située en bordure de la route nationale numéro 6 (RN6), à 237 km par route goudronnée au sud de la ville de Diégo Suarez qui est la dernière centrée du nord de Madagascar avant la mer, et à environ 1200 km au nord d'Antananarivo. Il est dans la région DIANA (Diégo, Ambilobe, Nosy-Be, Ambanja). Il est situé à 48°27' de longitude Est et 13°40' de latitude Sud.

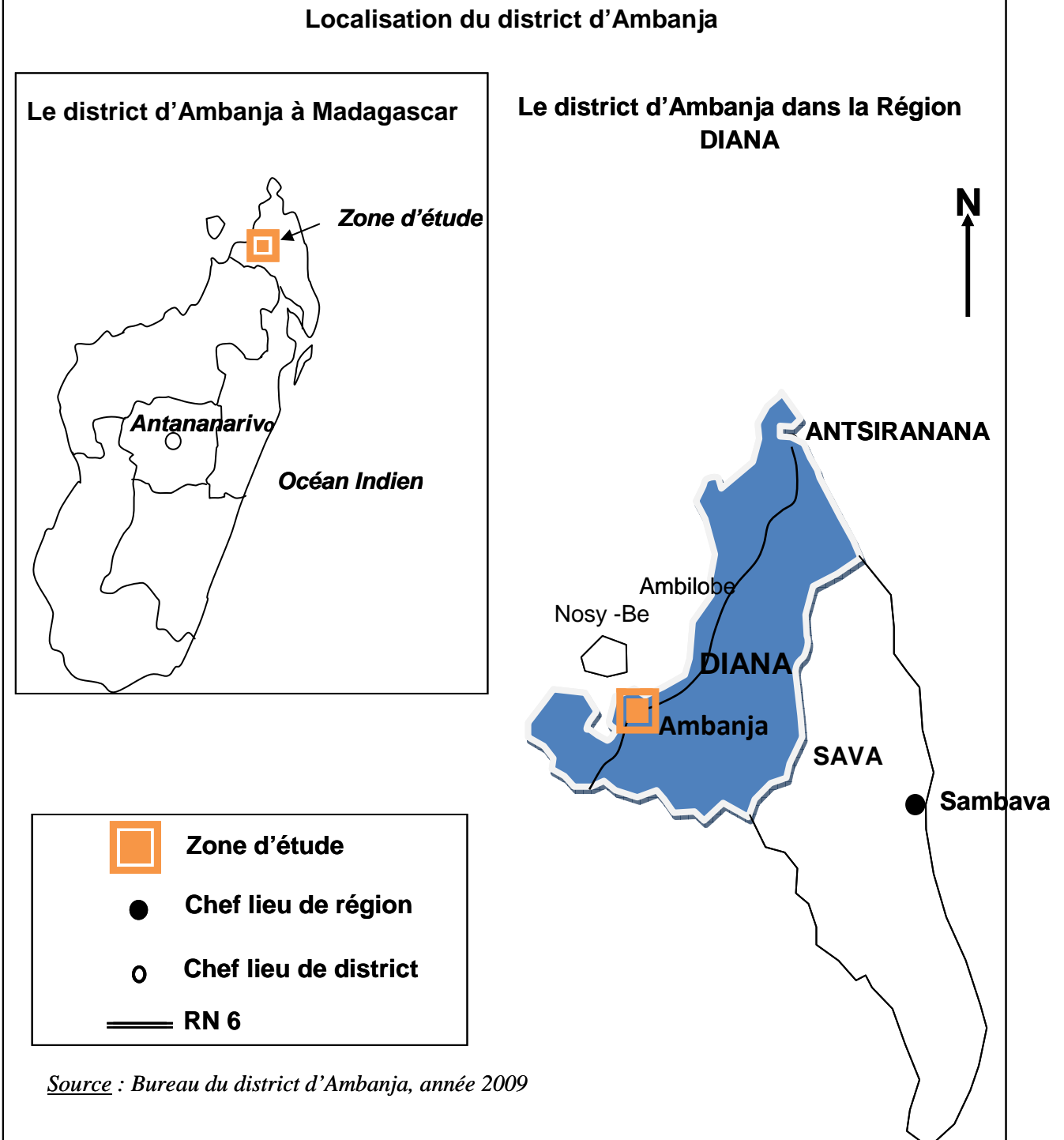
Géographiquement, sa superficie couvre environ : 8306km<sup>2</sup>. Il est délimité à l'Ouest par le canal de Mozambique, baignant Nosy-be, au Nord et à l'Est par le district d'Ambilobe, et au Sud par ceux d'Ananalava et de Béalanana.

Administrativement, il est divisé en vingt trois (23) communes. Seule la ville d'Ambanja représente la commune Urbaine et les vingt deux (22) autres sont des communes rurales.

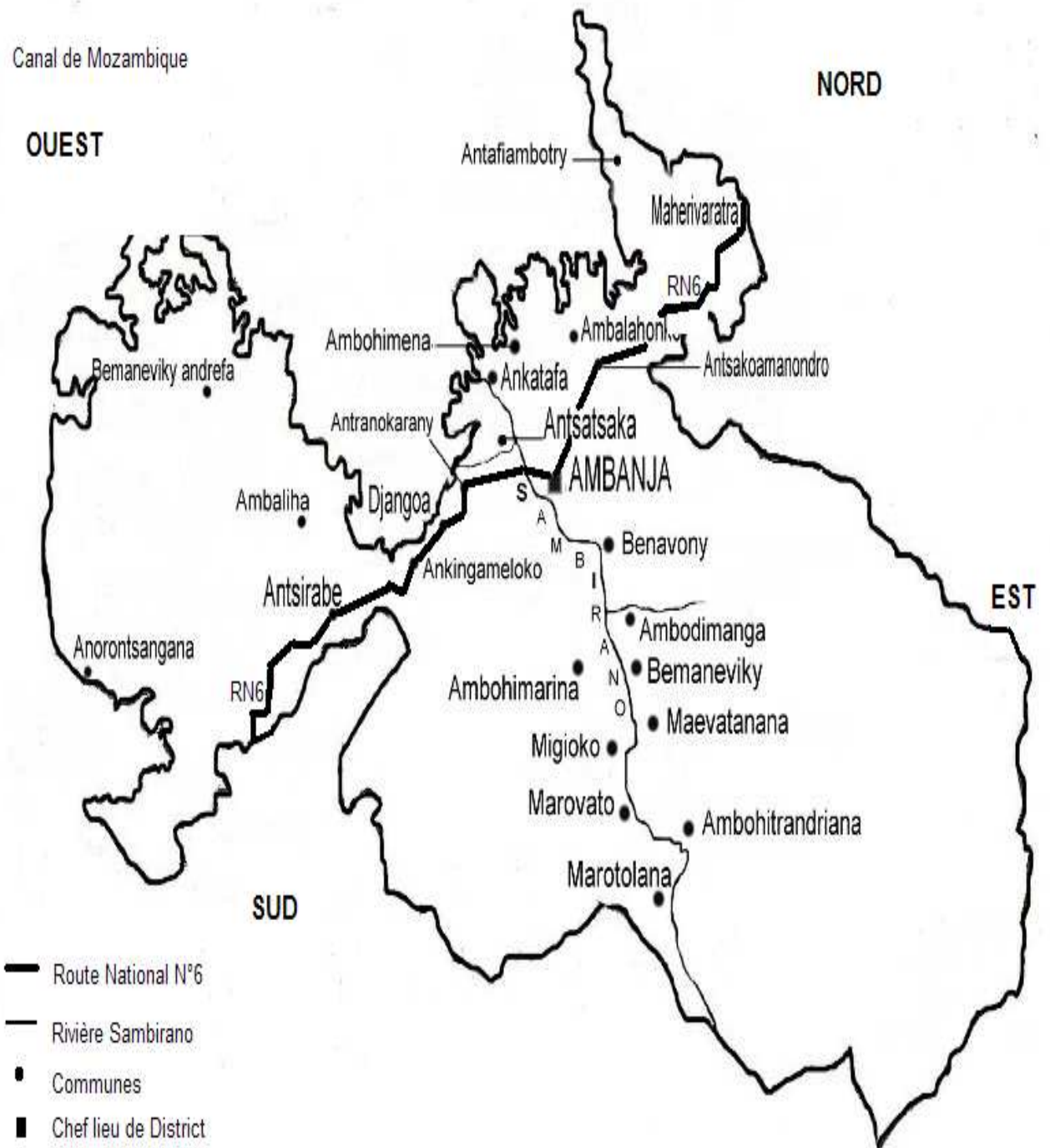
## I-2 : Cartographie

La première carte localise le district d'Ambanja dans la région DIANA et la deuxième nous donne une vue d'ensemble des différents communes dans le district.

Figure n°1 : Localisation du district d'Ambanja



**Figure n°2 : Carte du district d'Ambanja**



Source : Bureau du district d'Ambanja, année 2009

## **I-2-Histoire de la ville d'Ambanja**

Avant l'arrivée des colons, Ambanja portait la dénomination «ANTANATSIMANAJA» à cause des manguiers aux pieds desquels les bouviers s'assoupièrent sous les ombrages, quant il faisait chaud. Quand les français arrivèrent, ils ont découvert l'existence de la poudre et l'exploitèrent comme ont fait les Arabes autrefois. Et jusqu'à nos jours, la poudre se trouve encore entre la résidence du district d'Ambanja et le bureau de la subdivision des travaux publics Ambanja.

Au début de la colonisation, le chef lieu de district c'est-à-dire le centre d'organisation administrative, sociale et économique était à AMBATO (Nosy Faly). Lors d'une visite du chef lieu de district, dans le but d'évaluer les possibilités d'exploitation de la poudre, l'administrateur LAMAINDOR a réalisé le bon emplacement du site. Il décida d'y transférer le centre administratif. Les travaux commençaient dès 1896. Et le chef du district LAMAINDOR a baptisé le site : AMBANJA, là où on trouve la poudre (VANJA)

## **I-3-Géographie de la zone**

### **I-3-1-Relief**

Le relief est caractérisé par un ensemble de plaines et de montagnes, et particulièrement par la présence des massifs de Tsaratanana et de Manongarivo. Mais en majorité, la zone est constituée par des plaines qui favorisent tous types de culture, et sa fertilité est considérable. D'où son appellation plaine du Sambirano.

#### **I-3-1-1-Massif de Tsaratanana**

Dès le début du XX<sup>ème</sup> siècle, il fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'administration coloniale. Tsaratanana, grâce ses richesses exceptionnelles en matière de biodiversité, est devenu une Réserve Naturelle Intégrale (RNI) à part entière le 31 Décembre 1927. L'administration malagasy a parachevé la protection totale de ses richesses en complétant le statut par le décret n°66-242 du 1er juin 1996. Le massif de Tsara tanana fait donc partie des aires protégées. Le 1er Octobre 1998, elle fait partie des unités de gestion en régie directe de la Direction interrégionale de l'ANGAP (Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées) d'Antsiranana. Comprise entre les fleuves de



Mahavavy à l'Est, Ramena à l'OUEST et Sambirano au SUD, la RNI s'étend sur une superficie de 48,662 ha, soit 6,85% de la superficie totale du district d'Ambanja. Tsaratanana s'élève à 200m, pour culminer jusqu'à 2876m d'altitude à Maromokotra.

### **I-3-1-2 : Massif de Manongarivo**

Les premiers occidentaux à s'être intéressés au massif de Manongarivo vers la fin de XIX<sup>me</sup> siècle furent le missionnaire R.BARON et la géographe J.T.LAST. Ils procédèrent, lors de leurs fréquentes visites, à la collecte d'échantillons botaniques dont les résultats avaient permis de déceler l'immensité de la richesse. Celle-ci a suscité l'intérêt particulier de l'administration coloniale, qui a fini par le décréter Réserve Spéciale (RS) en 1956, suivant le numéro 56-208.

### **I-3-2 : Climat**

Le district d'Ambanja est soumis à un climat de type chaud et humide. Les précipitations atteignent 4654,1 mm de pluies par an, avec un maximum de 6148,2 mm au mois de janvier, et un minimum de 5,6 mm au mois d'août. La saison de pluie s'étale sept mois sur douze entre octobre et avril. Le climat est caractérisé par une température élevée variant entre 24°C et 27°C.

## **I- 4 : Ressources naturelles**

### **I-4-1 : Biodiversité**

En général, les ressources naturelles en matière de biodiversité sont représentées par la richesse des deux aires protégées (A P), gérées par l'ANGAP agence d'Ambanja, à savoir la R S de Manongarivo et la R N I de tsaratanana.

#### **I-4-1-1 : La faune**

Ambanja constitue une des zones ayant une biodiversité exceptionnelle et des espèces endémiques.

Le tableau ci-dessous permet de déterminer la richesse faunistique de la zone du Sambirano. Il est à signaler que de nouvelles espèces sont identifiées au fil des jours, puisqu'elles sont difficiles à répertorier, surtout les oiseaux et les espèces nocturnes.

**Tableau I: Les richesses faunistiques de la zone du Sambirano**

Espèces animales	RNI de Tsaratanana	RS de Manongarivo
Espèces caractéristiques (ce sont des mammifères)	Phaner, furcifer parienti (volovy)	Microcebus Sambiranesis et l'Eulemur macaco
Oiseaux	94 espèces	103 espèces
Hypertofaune	50 espèces dont 4 espèces endémiques	31 espèces d'amphibiens et 39 espèces de reptiles
Mammifères	12 espèces	18è espèces

Source : ANGAP Ambanja année 2009

#### **I-4-1-2-La flore**

Malgré les effets des diverses pressions comme le défrichage, la coupe et les feux de brousse, la zone du Sambirano constitue une espace riche en matière d'espèces végétales. A partir de ces plantes, les habitants exploitent les plantes médicinales et procèdent à l'extraction des huiles essentielles.

Dans le cas de la RNI de Tsaratanana, on constate une présence de peuplement monoscénique dense de bambous, tandis que dans le RS de Manongarivo, on à recensé 74 genres et 167 espèces pour les 30 familles de plantes ; les 11 espèce parmi ces 167 sont reconnues seulement à Manongarivo et l'Etaphogossun avaratraense Rakotonor y est actuellement endémique.

#### **I-4-2 Hydrologie**

Dans la plaine désertique d'Ambanja, existe deux (2) grandes cours d'eau du réseau hydraulique : le Sambirano et son affluent la Ramena qui se jette dans le Sambirano en avant du Bemaneviky à Ambodimanga Ramena et qui prend sa source au pied de Maromokotra.

**Figure n°3 : Vue du Sambirano**



Source : Notre propre photo, année 2009

Le Sambirano est un fleuve important de la côte ouest. Il se jette dans le canal de Mozambique au niveau de la baie d'Ampasindava, à l'ouest d'Ambanja. Il a été jaugé à Ambanja ; pour le plus faible débit, la hauteur mesurée a été de 1m 92 ; la cote maximale observée a été de 6m 12. Pour le cas de Ramena, le plus faible débit mesuré a été de 10,2m<sup>3</sup> par seconde, le plus fort de 75,9m<sup>3</sup> par seconde qui correspond à une cote de 1,44m, et la plus haute cote observée était de 8m10. Ces renseignements montrent le caractère très grave des rues susceptibles de ravager les cultures, et l'importance que joue ces deux cours d'eau. En plus de ces deux grandes cours d'eau, il y a d'autres qui prennent leur source à l'intérieur des deux réserves. Le tableau suivant nous montre les fleuves qui traversent le district d'Ambanja.

**Tableau II : Les fleuves qui traversent le district d'Ambanja**

<b>SOURCE</b>	<b>Nom ou appellation</b>
RNI de Tsaratanana	Ramena, Sambirano, Mahavavy, Ifasy, Mahevarano, Bemarivo
RS de Manongarivo	Andranomalaza, Manongarivo, Djangoa, Ambahatra, Antsahakoàtana.

Source : ANGAP Ambanja, année2009

## **Section II : Situation démographique**

Pour une étude de développement socio-économique d'un milieu bien déterminé, la connaissance de l'évolution et de l'effectif de la population est très importante. Elle nous permet de situer et de relever les problèmes de cette localité, tant au niveau économique que social.

### **II-1 : Evolution de la population**

Le tableau suivant nous permet de voir l'évolution de la population Sambiranaise durant plusieurs années, en l'occurrence 2005-2006-2007-2008. Le recensement ne couvre que la période allant jusqu'en avril 2008.

**Tableau III: Evolution de l'effectif de la population Sambiranaise.**

Année	2005	2006	2007	Décembre 2008
Effectif	141378	152997	155666	172776
Indice d'évolution (base 100 2005)	100	108,22	110,11	122,21

Source : Bureau de la population d'Ambanja, année 2009.

Selon le dernier recensement du mois de décembre 2008, le district d'Ambanja compte 172 776 habitants, avec une taille moyenne de 21 habitants par km<sup>2</sup>. D'après ce tableau, la population ne cesse d'augmenter d'une année à l'autre.

### **II-2 : Répartition spatiale de la population**

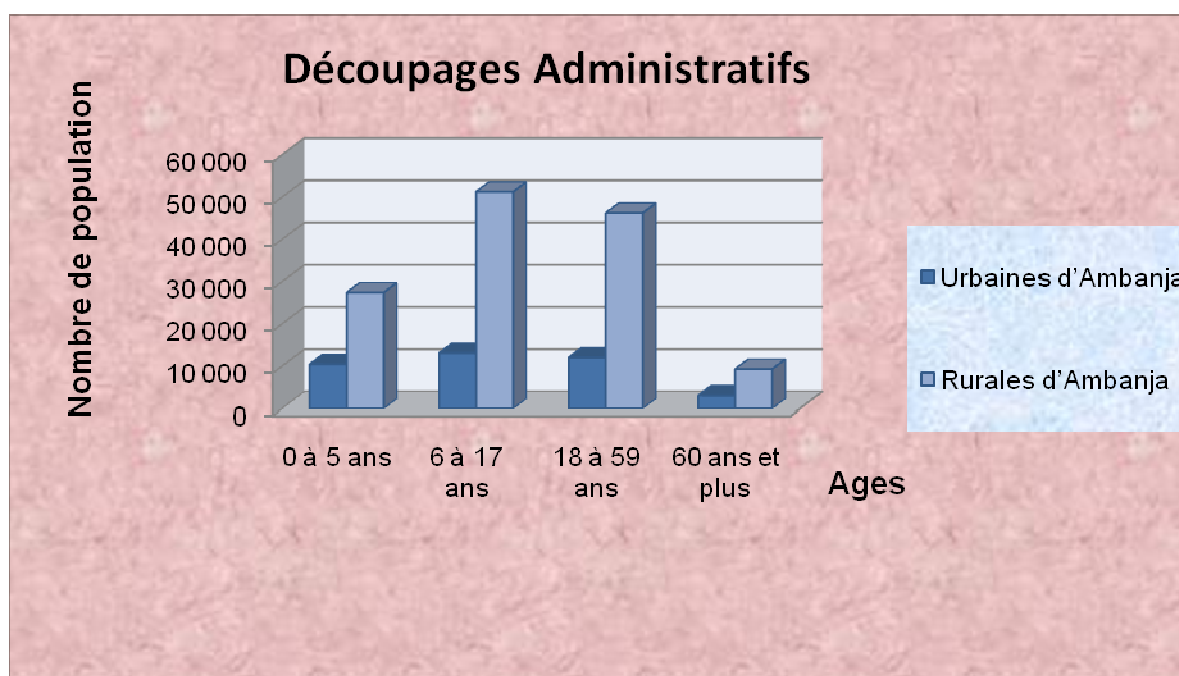
La population Sambiranaise est bien répartie par âge et par sexe. Les deux tableaux ci-après nous illustrent cette répartition pour l'année 2008.

**Tableau IV: Découpage administratif du district d'Ambanja**

COMMUNES	TRANCHES D'AGES				Totaux
	0 à 5 ans	6 à 17 ans	18 à 59 ans	60 ans et plus	
Urbaines d'Ambanja	10 435	13 095	12 038	3 026	38 594
Rurales d'Ambanja	27 410	51255	46 230	9 287	134 182
Total	37 845	64350	58268	12 313	172776

Source : Bureau de la population d'Ambanja, Avril 2009.

**Graphique n°1 : Histogramme du découpage administratif par tranche d'âge**



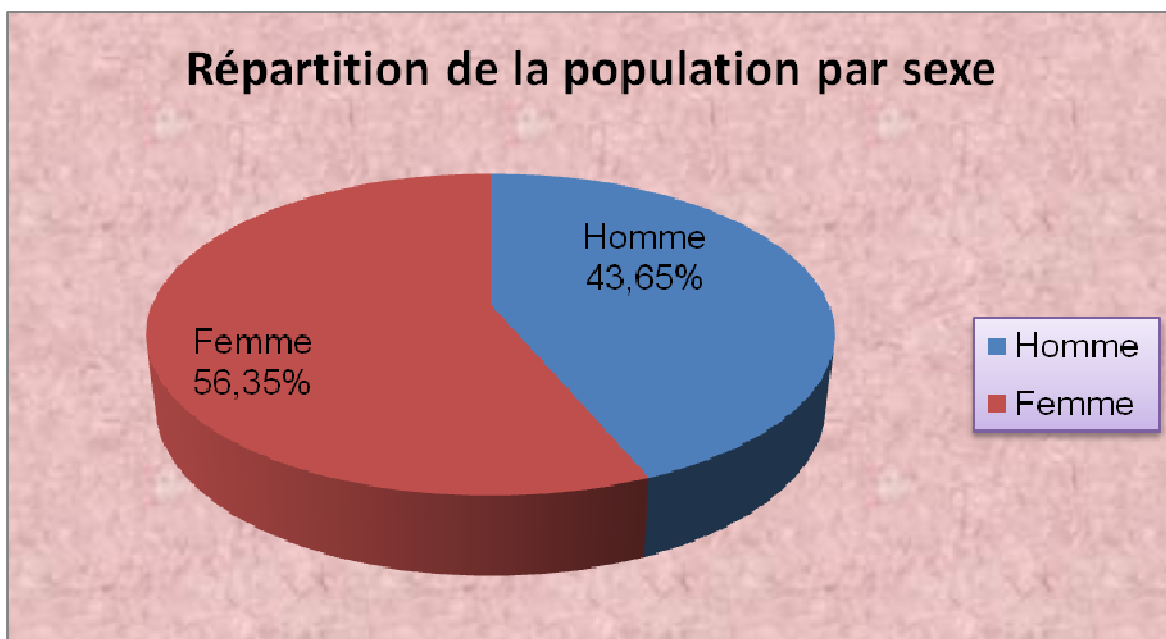
Source : Bureau du district d'Ambanja, année 2009

**Tableau V: Répartition totale de la population par sexe dans le district d'Ambanja.**

Sexe	Homme	Femme	Totaux
Total	75424	97352	172776
Pourcentage (%)	43,65 %	56,35 %	100 %

Source : Bureau de la population d'Ambanja, 2009

**Graphique n°2 : Diagramme en secteur de la répartition de la population par sexe**



Source : Responsable de la population Ambanja, année 2009

Les chiffres dans ces tableaux montrent que la population est très inégale, puisque 77,66% de cette population est rurale. De plus, elle est majoritairement jeune et à dominance féminine. L'effectif varie en fonction inverse de l'âge, car on constate ici que plus l'âge augmente, plus l'effectif de la population diminue. Cette population présente les caractéristiques des populations des pays pauvres. La structure par sexe nous permet de constater que 56,35 % de la population sont de sexe féminin, contre 43,65 % pour le sexe masculin. L'effectif élevé de la population âgé de 6 à 17 ans est un signe non négligeable du nombre des enfants non scolarisés et celle de 18 à 59 ans qui constitue la population potentiellement active, donc très importante pour l'exploitation des activités économiques.

### **III-3-Différentes ethnies**

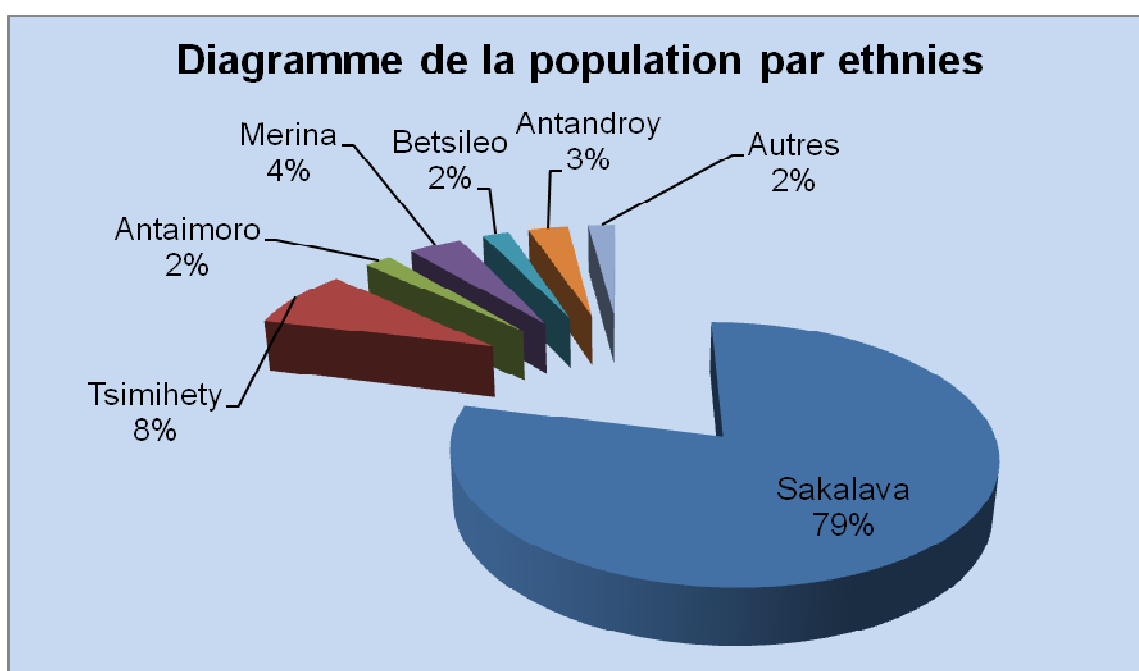
Nous constatons que la répartition ethnique des habitants est hétérogène, cela pose un problème majeur pour la conduite d'un changement. D'où la nécessité de préciser leur provenance.

**Tableau VI: Répartition de la population par ethnies**

Ethnies	Sakalava	Tsimihety	Antaimoro	Merina	Betsileo	Antandroy	Autres
Pourcentage	79%	8%	2%	4%	2%	3%	2%

Source : Délégué de la population d'Ambanja, Décembre 2008

**Graphique n°3 : Diagramme en secteur la répartition par ethnies**



Source : Délégué de la population d'Ambanja, Décembre 2008

A part les étrangers, la majorité de la population Sambiranaise sont des Sakalava. Ces derniers représentent 79% de la population résidente. On y trouve également toutes les autres ethnies de Madagascar comme les Tsimihety qui sont estimés à 8% ; les Mérina à 4% ; les Antandroy à 3% ; les Betsileo à 2% ; les Antemoro à 2% et les autres ethnies à 2% sont constituées par les étrangers qui exercent des activités économiques dans la zone.

## **II-4- Activités culturelles**

### **II-4-1- La religion**

La religion est marquée surtout par l'attachement aux cultes traditionnels. Les «ZANAHARY» les «TSIGNY» et les «RAZANA» constituent un pôle de convergence de tous les habitants.

Les cérémonies du «TROMBA», les traditions et interdits ne sont que l'extériorisation communautaire des croyances. Tous les individus, dans le cadre de leur vie sociale et économique se préoccupent constamment des puissances de l'au-delà et s'y réfèrent régulièrement pour s'attirer leur bienveillance ou, au contraire, conjurer leurs malédictions.

Les adeptes de l'Islam sont présents depuis le XXème siècle, mais n'influence pas de façon fondamentale la culture des ancêtres. Toutefois, la religion musulmane semble être plus compatible avec la tradition. La diversité des pratiques culturelles a pour conséquence la multiplication des « jours interdits » ou « andro fady<sup>1</sup> » pour le travail. Ainsi, le dimanche jour interdit par la religion chrétienne, s'ajoute au mardi et jeudi, pour la religion traditionnelle.

On constate que la répartition des croyants diffère d'une commune à l'autre, et surtout dans la commune urbaine et les autres communes rurales.

**Tableau VII: Répartition des croyants**

Religion Commune	Musulmane	Chrétienne	Cultes des ancêtres
Urbaine	30%	60%	10%
Rurale	18%	20%	62%

Source : notre enquête, Décembre 2008

La pratique du culte des ancêtres est dominante dans les communes rurales. La religion musulmane garde à peu près la même importance, tant dans la Commune Urbaine que dans les communes rurales. Les chrétiens sont presque groupés en milieu urbain.

#### **II-4-2- Les us et les coutumes**

L'organisation sociale est bipolaire, et caractérisée par la structure sociale de type féodale Sakalava, et par celle dénaturée des migrants.

La structure sociale sakalava est caractérisée par une hiérarchie coutumière à la tête de laquelle se trouve l' « Ampanjaka » ; sa résidence se situe dans la commune urbaine d'Ambanja, au centre de la ville. Au niveau local, les «Ampanjaka » sont à la fois chefs spirituels et temporels. Chaque Ampanjaka ou

<sup>1</sup> Andro fady = Jour interdit



Prince est secondé par un Manatany qui est issu du peuple. Il assure le trait d'union entre le peuple et les souverains pour discuter des décisions, de leur réalisation et de la participation du peuple à la collecte des fonds, à la prière et aux travaux communautaires. Ils sont nombreux. Les Fahatelo, quand à eux, sont proches de l'Ampanjakabe, ils sont également issus du peuple. Ils assurent la gestion des biens et des intérêts du prince. Cette structure persiste jusqu'à nos jours. Elle influence l'activité économique. Par exemple, le mardi et le jeudi sont consacrés au respect du prince. On ne doit pas travailler la terre pendant ces deux jours.

La religion joue un grand rôle dans l'éducation des enfants, dans ce district. On y trouve plusieurs établissements scolaires confessionnels, offrant des services à des prix plus ou moins acceptables.

### **II-5- Le ménage**

« Un ménage, selon ALFRED SAUVY, est un ensemble de personnes, unies généralement par des liens familiaux et qui reconnaissent l'autorité d'un même chef et partagent habituellement les repas principaux ». En général, le ménage Sambiranaise est composé de famille nucléaire (mari et femme – enfants). Pour les malgaches, aux trois personnes fondamentales de la famille citées ci-dessus, s'ajoutent les grands parents. Il s'agit donc d'une famille élargie.

### **II-6- Croissance démographique**

La croissance démographique se mesure à travers la natalité, la fécondité et la mortalité.

#### **II-6-1-La natalité :**

La natalité dépend du comportement des femmes en âge de procréer. Elle est attachée à un phénomène naturel qui est la fécondité, et celle-ci dépend, en général de la situation socio-économique de la population. Elle est plus contrôlée dans les pays développés. Par contre, on assiste à une fécondité naturelle sans restriction dans la majorité des pays pauvres. En 2008, le dynamisme des naissances est fort au vu d'une population de moins de cinq ans (37845 enfants) qui représente presque un quart (21,9%) de la population totale.

Le tableau suivant étudie la fécondité féminine entre 15 et 49 ans, âge de procréation ou fertilité chez les femmes, il tient compte de la naissance durant une année, en 2004.

**Tableau VIII: La natalité**

Communes	Population totale	Femmes de 15 à 45 ans	Naissances durant une année, en 2004	Taux de fécondité	Taux de natalité
Urbaines	38 594	19 698	1826	51,04	4,73
Rurales	134 182	26246	1245	19,56	0,93
Total	172 776	45944	3071	26,59	1,78

Source : Op.cit

La natalité représente le rapport du nombre de naissance et celui du nombre des habitants dans la région, tandis que la fécondité est le rapport entre le nombre de naissances et les femmes en âge de procréer.

En général, la fécondité dans le district d'Ambanja est élevée, entre (19,56 à 51,04) dont celle de la commune urbaine est la plus remarquable.

### **II-6-2- la mortalité**

Contrairement à la natalité, la mortalité réduit les effectifs de la population. Elle peut survenir chez tous les individus, quel que soit l'âge et le sexe, mais elle est généralement plus marquée dans les pays en développement pour les enfants de moins de cinq ans et pour les personnes âgées. La mortalité est le nombre de décès survenus au cours d'une période donnée ; elle est classée parmi la liste des phénomènes renouvelables.

- La mortinatalité ; c'est la disparition à la naissance
- La mortalité néo-natale qui survient durant les 28 premiers jours de la naissance
  - La mortalité post néo-natale est une mortalité qui est comprise à partir des 28<sup>ème</sup> jours de la naissance jusqu'à la première année.
  - La mortalité infantile ; c'est la mortalité qui survient pour les enfants de moins d'un an.

Cette mortalité infantile frappe surtout les pays pauvres, en raison de la malnutrition, des différentes épidémies et des maladies infectieuses.

- La mortalité infanto-juvénile, c'est le décès des enfants de moins de cinq ans ;
- La mortalité aux grands âges, c'est la mortalité qui frappe les personnes âgées, les vieillards à partir de 60 ans et plus.

Le taux de mortalité est le rapport entre le nombre de décès et le nombre de la population entière. La mortalité dans le district d'Ambanja est présentée par le tableau suivant, pour les 12 derniers mois de l'année 2008 (enquête en février 2009).

**Tableau IX: La mortalité**

Communes	Population	Décès des 12 derniers mois	Taux de mortalité
Urbaine	38 594	480	1,24
Rurales	134 182	496	0,37
Total	172 776	976	0,56

Source : Op.cit

La fécondité fait l'objet de la politique nationale de la population, il existe un rapport entre la natalité et la mortalité.

On enregistre une faible mortalité, 0,56%, alors que la natalité est assez forte, 1,78%. Le district d'Ambanja, plus précisément dans la commune urbaine, est le plus remarquable, avec un taux de natalité de 4,72, et un taux de mortalité de 1,24.

Essayons de dresser un tableau de synthèse des données sur la population

**Tableau X: Tableau de synthèse**

District	Population	Homme	Femme	Fécondité	Natalité	Mortalité
Ambanja	172776	43,65 %	56,35 %	26,59 %	1,78 %	0,56 %

Source : Tirées du PCD d'Ambanja ci-dessus, année 2009.

Ce tableau de synthèse nous permet de conclure que pour les 172 776 habitants, 43,65% sont des hommes et 56,35% sont des femmes. Le taux de fécondité des femmes d'âges fertiles est de 26,59, avec un taux de natalité du douzième dernier mois de 1,78%, le taux de mortalité est faible 0,56%.

Le taux d'accroissement naturel est de 1,22 %. (TA= TN – TM)

## Section III : Activités économiques et services sociaux

### III-1- Activités économiques

En général, le développement d'une localité bien déterminée dépend des activités économiques de la population. Nous développons notre analyse en examinant successivement les trois secteurs, selon la distinction de COLIN Clark à savoir : le secteur primaire, le secteur secondaire, le secteur tertiaire.

#### III-1-1 : Le secteur primaire

##### III-1-1-1 : L'agriculture

Dans la zone du Sambirano, on assiste à divers types de cultures suivant la qualité du sol, des conditions climatiques et pluviométriques, ainsi de la dominance des plaines. La section précédente a prouvé que la population Sambiranaise est majoritairement jeune, cela constitue un atout considérable dans le dynamisme de l'activité économique du milieu. Le tableau nous montre les principales productions du district d'Ambanja.

**Tableau XI: Principales productions du district d'Ambanja**

Spéculation	Superficies cultivées (ha)	Production (T)	Rendement (T/ha)
Agrumes	600	1800	3
Anacarde	2 500	1000	0,4
Banane verte	200	1200	6
Cacao marchand	24 500	3000	0,12
Café marchand	11 200	780	0,07
Graine de maïs	8 000	300	0,4
Haricot sec	500	470	0,9
Manioc frais	1000	3000	3
Noix de coco	450	900000 noix	200 noix/ha
Patate douce	200	1200	6
Poivre noir	50	10	0,2
Riz paddy	15 000	9000	0,6
Vanille verte	450	100	0,2
Total	64 650		

Source : Bureau du district d'Ambanja, année 2009.

La superficie cultivée de la région, tout potentiel agricole confondu est de 64 650 ha seulement. 37,90% de cette superficie sont surtout destinées aux cultures de rente (cacao), 23,20% destinées au riz, 17,32% au café, et les autres

destinées aux quelques cultures de rentes et les fruits du Sambirano. On remarque que la population cultive de plus en plus, mais le manque de structure d'encadrement et la pratique des cultures traditionnelles ont tendance à faire baisser le rendement agricole. De plus, les conditions de travail sont encore pré-malthusiennes, car les matériaux utilisés sont les charrues, les « gory<sup>1</sup> » et les « angady<sup>2</sup> ».

### III-1-1-2 :L'élevage

Ambanja, en tant que zone à vocation agricole, est occupé en majorité par différentes cultures. Le type d'élevage le plus fréquent c'est l'élevage bovin, puisque la possession de zébus confère une place importante dans la structure sociale SAKALAVA. En outre, les zébus servent de bétail de trait au service de l'agriculture. Le tableau ci-dessous nous montre les différents types d'élevages dans le district d'Ambanja.

**Tableau XII: Les différents types d'élevages dans le district d'Ambanja**

Types (espèces)	Bovin	Porcin	Ovin	Caprin	Volailles
Effectifs	68400	3845	2017	3921	35654

Source : Bureau du district d'Ambanja, année 2009.

Ces différentes espèces animales sont recensées principalement dans les communes rurales. En 2004, l'ensemble du cheptel a subi d'énormes dégâts à causes du cyclone GAFILO qui a fait disparaître quelques milliers d'individus.

### III.1.1.3 : La pêche

Ambanja, en tant que zone côtière, présente une grande potentialité en matière de ressources halieutiques. Cette activité intéresse 7% de la population. Même si l'exploitation se fait toujours selon le mode traditionnel, elle constitue une source de revenu appréciable pour la population, surtout dans les zones littorales. Ces derniers sont les communes qui sont en contact avec le canal de Mozambique. On y trouve 15 communes sur 23. Plusieurs ménages en tirent leurs sources de revenu. La production annuelle se situe entre 127,5 à 230,9 tonnes en moyenne.

<sup>1</sup> Gory : type de machette à longue manche

<sup>2</sup> Angady : bêche

Pour cette raison, la zone du Sambirano constitue un grand fournisseur pour les zones périphériques, en matière de produits halieutiques comme les poissons, les crabes, les crevettes, la holothurie et autres. Elle assure aussi la consommation locale, notamment de la zone du Sambirano, mais elle est aussi acheminée vers la capitale

### **III.1.2 : Secteur secondaire**

Ce secteur regroupe l'ensemble des activités de transformation plus ou moins élaborée des matières premières.

#### **III.1.2.1 : L'artisanat**

L'artisanat joue un rôle important dans la vie socio-économique des habitants dans la zone du Sambirano, puisqu'il constitue une source de revenu non négligeable, en appui aux activités agricoles. La commune rurale d'Antsifitry et d'Antsakoamanondro pratiquent de la forge qui fournit les divers matériels d'exploitation comme le « gory », la hache, la gaffe, la charrue et autres.

En général, les artisans sont rarement formels. Pour certains individus, elle est une activité sous forme de passe temps, donc une activité secondaire dont le revenu servira pour couvrir les dépenses mensuelles. Seules quelques filières comme la menuiserie, la bijouterie, l'aménagement de l'habitat deviennent des Petites et Moyennes Entreprises (PME), et sont classées dans les secteurs formels, dans la mesure où elles sont patentées.

On peut souhaiter le développement de l'artisanat, compte tenu de la richesse de la zone en matière première, mais jusqu'à maintenant, ce secteur n'occupe que 2% seulement de la population, alors que la demande en meubles et en tables bancs augmentent géométriquement.

#### **III-1-2-2 : L'industrie**

Ambanja présente toutes les caractéristiques d'un pôle de développement de l'industrie. Ses ressources en matières premières sont énormes et diversifiées, telles que : les produits de la pêche, les produits agricoles, les produits de l'élevage. Le problème majeur se situe au niveau de l'énergie. La solution réside dans la construction d'une centrale hydroélectrique dans le site de la haute Ramena. Si elle était réalisée, elle provoquerait sans doute une ruée des étrangers et locaux vers la zone du Sambirano. Jusqu'à maintenant, ce sont les

anciennes compagnies des colons, dans l'extraction des huiles essentielles qui occupent ce secteur.

**Tableau XIII: Les unités industrielles**

Dénomination	Lieu d'implantation	Matières premières utilisées
MILLOT SA	Anjavibe	Ylang Ylang - Cacao
Société Agricole et Industrielle (SAGI)	Ankazokony	Basalic - Combava
Biolande Madagascar	Ankazokony	Vanille- girofle Vétiver- Fleur du Café

Source : Bureau du District d'Ambanja, année 2009

### **III-1-3 : Le secteur tertiaire**

#### **III-1-3-1 : Le commerce**

Dans la zone du Sambirano, les activités commerciales sont surtout le fait des étrangers, puisqu'elles exigent des fonds importants. C'est la raison pour laquelle on assiste à une concentration des commerçants grossistes et même ambulants dans la commune urbaine et la commune rurale de Bémaneviky Haut Sambirano. Le commerce n'occupe que 4% de la population du district.

Malgré l'évolution du commerce ambulants, ce secteur est la principale source de l'inflation, après l'activité du secteur informel.

#### **III-1-3-2 : Le transport**

Ambanja, à la fois un carrefour et un centre commercial des produits agricoles, possède, à l'exception du transport ferroviaire, tous les autres types de transports :

- Un quai à Antsahampano et un autre à Ankify ;
- Une piste aérodrome en terre battue pouvant recevoir des petits aéronefs type twin-otter à Antsahampano, commune rurale Maherivaratra ;
- Des infrastructures routières reliant les différentes communes, les autres districts, et surtout la présence de la route nationale numéro 6 (RN6).

### **III-1-3-3 : Le tourisme**

Selon le dictionnaire HACHETTE, le tourisme est une activité de loisir qui consiste à voyager pour son agrément.

Selon l'ANGAP (Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées), le tourisme écologique ou l'écotourisme est un voyage dans les régions naturelles, avec des objectifs multiples, une compréhension accrue de l'histoire naturelle et culturelle de l'environnement, en ayant soin de ne pas altérer ce dernier, tout en apportant des avantages économiques au profit de la population locale.

Selon le programme des Nations Unies pour l'environnement, l'écotourisme est une forme de tourisme axé sur l'observation de la nature et de ses éléments, de la culture traditionnelle, en adoptant une approche sociale de l'observation de la communauté locale, pour la protection de l'environnement et l'amélioration du bien-être de la population.

Le tourisme, est un secteur qui est en train de s'épanouir dans la zone du Sambirano, étant donné que Nosy-Be, une ville touristique de renommée internationale, est un district mitoyen. L'objectif est de faire en sorte que Ambanja ne soit pas seulement un lieu d'escale, mais vraiment une des destinations privilégiées des touristes. Malgré l'existence de sites intéressants, les infrastructures touristiques sont loin d'être à la hauteur de l'objectif. Pour y parvenir, des efforts sont donc indispensables pour améliorer les infrastructures d'accueil de 163 touristes. Le nombre de chambres disponibles dans chaque hôtel existant dans le district d'Ambanja est détaillé dans le tableau suivant :



**Tableau XIV: Capacité d'accueil des hôtels**

<b>Appellation</b>	<b>Nombre de chambres</b>
Belle rose	12
Bougainvillier	34
Cocotier	18
Etoile de mer	08
Kofmad	16
Latimonière	10
Lawin	06
Palma nova	18
Palmier d'or	06
Patricia	20
Roxi	16
Salama rose	42
Ylang-ylang	13
Diamant 10	18
Méridien	13
Bougoun	8
Hibiscus	12
<b>Total</b>	<b>270</b>

Source : Bureau du district d'Ambanja, année 2009.

On peut affirmer qu'Ambanja est capable de satisfaire les besoins des touristes, car elle peut offrir divers sites attrayants :

- Ile Ambariotelo
- Nosy Faly
- Antsahampano
- Ankify
- Ampasindava

### **III-2: Les services sociaux**

Ils englobent l'ensemble des éléments nécessaires à la vie quotidienne et sociale de la population. Ce sont la santé, l'éducation ainsi que les autres infrastructures culturelles, sportives, électricité, infrastructures de communication.

### **III-2-1: Les services sanitaires**

La santé est un élément essentiel, aussi bien pour le bien être de l'individu et la communauté que pour le développement des sociétés. Elle conditionne la durée de vie des individus, augmente la productivité des travailleurs, la capacité intellectuelle et la productivité future des jeunes enfants.

Depuis 1995 jusqu'à nos jours, des efforts ont été déployés, afin d'améliorer l'efficacité des services de santé. Ces efforts sont basés sur les différentes réformes telles que la Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfance (PCIME), la lutte contre l'épidémie du cholera en 2001-2002, la lutte contre la conjonctivite en 2003, la vaccination en 2004 (HIAKA), etc.

Parallèlement, le secteur privé à but lucratif et non lucratif occupe une place importante dans l'offre de soins. Ce fut le cas des centres suivants:

- CHSF
- SSD
- CHC
- CMCD
- SMIA

En tant que commune urbaine, Ambanja abrite de nombreux établissements sanitaires publics et privés dont:

Par rapport aux autres communes aux alentours, elle bénéficie de plus d'infrastructures sanitaires qui contribuent à l'amélioration de la santé de la population, mais faute de matériel, l'offre de soin n'arrive pas toujours à satisfaire la demande. De plus, le coût constitue aussi une entrave à l'accès dans ces services, pour la grande majorité de la population.

#### **III-2-1-1 : Les pathologies dominantes**

Les pathologies dominantes dans cette région sont la fièvre, les infections respiratoires aiguës, la diarrhée. L'un des facteurs qui favorise le développement et la propagation de la fièvre, c'est la condition climatique de la zone qui est de type chaud et humide avec une forte pluie. La région souffre également d'une insuffisance en eau potable, de la déficience alimentaire.

L'état de santé de la population a une influence sur l'efficacité du système éducatif, et vice versa.

Le tableau suivant montre les maladies les plus fréquentes dans ce district, ainsi que le taux de mortalité.

**Tableau XV: Les pathologies dominantes**

<b>Maladie</b>	<b>Pourcentage des cas</b>
Accident et traumatismes	3,6 %
Affection bucco-dentaire	1,9 %
Diarrhée	22,1 %
Fièvre	9,8 %
Hypertension artérielle	31,8 %
Infection cutanées	0,9 %
Infection de l'œil et ses annexes	6,00 %
Infection Respiratoire Aiguë (IRA)	2,8 %
Infections Sexuellement Transmissibles (IST)	15,4 %
Rougeole	5,8 %
Autres	0,4 %
Total	100 %

Source : Service de Santé du District d'Ambanja, Février 2009.

Jusqu'à maintenant, la fièvre constitue la principale pathogène dominante, soit 31,8% des cas ; cette maladie est liée aux conditions climatiques, aux moustiques et conditions d'hygiène, et à l'assainissement ou traitement des déchets et des eaux usées. Les IRA (Infection Respiratoire Aiguë) font partie des préoccupations majeures des responsables sanitaires. Elles occupent, en effet, la deuxième place derrière la fièvre, avec 15,4% des cas. Les IRA sont les conséquences de la pollution due aux gaz rejetés par les industries de transformation, les automobiles, etc.

La maladie diarrhéique est aussi préoccupante, avec 9,8% des cas ; elle occupe la troisième place des principales pathogènes dans le district d'Ambanja. Elle est relative à la consommation des aliments, et surtout l'eau, qui ne correspond pas aux conditions d'hygiène. L'usage très fréquent de la pompe aspirante et de puits dans le district d'Ambanja favorise cette maladie.

Les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) occupent la cinquième place et représente 5,8% des cas. Elles résultent essentiellement des rapports sexuels non protégés. La plupart de ces jeunes filles ne connaissent pas forcément ces moyens de protection nécessaire ; des fois, par négligence, elles courent le risque de rapport non protégé, et elle attrape ainsi les IST.

### **III-2-2 Les services de sécurité**

Les services de sécurité sont nécessaires dans la ville, afin d'assurer un minimum de paix et protéger la population face aux différents actes de banditismes et d'insécurité. La forte augmentation de chômage, l'abandon de classe chez les jeunes et le phénomène de la pauvreté qui s'accroissent de plus en plus sont les causes de différents actes de vol, de banditisme et de crime. Actuellement, Ambanja bénéficie d'un service de commissariat de police, la police nationale, les services de la gendarmerie et les quartiers mobiles qui assurent la sécurité dans l'ensemble de la commune.

### **III-2-3 : Jeunesse et sport et les infrastructures de communication**

En ce qui concerne les activités sportives, Ambanja possède une section de football, toutes les communes rurales possèdent une sous section. Ce sport est aussi connu sous le terme de « sport roi » ; tous les villages, même les plus reculés ont un terrain de foot. D'autre part, ils pratiquent aussi le « morengy<sup>1</sup> », un sport traditionnel qui se déroule dans le quartier de Begavo I en centre ville. Ces sports permettent à tous les jeunes de la ville de se divertir.

Quant à l'éducation, le district d'Ambanja possède quatre(4) bibliothèques, dont la plus connue est la bibliothèque de l'alliance française. Elle dispose d'une salle de lecture, de différents livres pour les enfants, les jeunes, les adultes, et d'une salle pour les différentes activités socioculturelles. Par contre, la BLP (Bibliothèque de Lecture Publique), au CISCO, au Lycée sont des salles de

---

<sup>1</sup> Morengu : genre de combat

lecture ou on peut trouver des documents touchant la littérature, des ouvrages récents concernant l'histoire de Madagascar et d'Ambanja. Quant aux infrastructures de communication, plusieurs chaînes de radiodiffusion couvrent la ville, dont 5 stations FM diffusant chacune divers programmes et informations, et une chaîne de télévision, celle de la TVM. Le tableau ci-après nous montre ces stations de radiodiffusion:

**Tableau XVI: Station de radiodiffusion**

Appellations	Fréquence
Radio Ankoay	105 Mhz
Radio Hafaliana	88.4 Mhz
Radio Rural	96.6 Mhz
Radio Feon'i Sambirano	102 Mhz
Radio DON BOSCO	104.6 Mhz

Source : Bureau du district d'Ambanja mars 2009.

Concernant la communication, Ambanja est pourvue d'une agence postale assurant divers services tels que:

- Les mandats et lettres recommandées ;
- La caisse d'épargne ;
- Le compte « tsinjo lavitra » ;
- Le mandat fax postal ;
- La gestion de boîte postale ;
- Le mandat express du régime international (MAERI).

De plus, un réseau de téléphone fixe a été déjà mis en place par Telecom Malagasy (TELMA) ; on constate que le nombre d'abonnées ne cesse d'augmenter, malgré la faiblesse et le retard des services fournis par la Télécom. Ambanja est aussi desservi par le réseau Celtel (ZAIN<sup>1</sup>), depuis l'année 2004. Le réseau Orange, quant à lui ; a été installé le 24 février 2005.

<sup>1</sup> L'appellation du réseau Celtel depuis, Aout 2008

## **CHAPITRE II : ASPECT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT**

Depuis plusieurs années, le gouvernement malgache n'a cessé de fixer des objectifs spécifiques, de divers programmes dans le but d'améliorer le système éducatif malgache. Le gouvernement considère que l'éducation en tant que facteur de développement économique et humain, un secteur clef dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. Ce présent chapitre nous permet de voir la politique générale de l'enseignement malgache ainsi que de budget alloué par le gouvernement malgache dans la réalisation des programmes au niveau de l'enseignement primaire et secondaire.

### **Section I : Politique générale de l'enseignement et sa situation**

#### **I-1- Politique générale de l'enseignement**

##### **I-1-1- Objectif général de l'enseignement**

Depuis la première République jusqu'à nos jours, différents politiques ont été adoptées par les différents gouvernements dans le domaine de l'éducation. En 1975, au temps du Président DIDIER Ratsiraka (deuxième République), le gouvernement a imposé la malgachisation du système éducatif. Les objectifs ont été fixés pour la généralisation dans les écoles publiques ; la formation des enseignants véhicule en malgache, la langue d'enseignement étant en malgache. C'est l'époque de mise en place d'un service national pour le recrutement rapide des enseignants.

Vers 1985, le rapprochement du gouvernement de RATSIRAKA avec la France réoriente de nouveau le système éducatif vers la langue française en tenant toujours compte des objectifs d'amélioration de la qualité d'enseignement.

Au cours de la troisième république, le gouvernement a orienté ces objectifs vers :

- ➡ la transparence du système éducatif,
- ➡ l'amélioration de l'enseignement à travers la bonne gestion des ressources affectées dans ce domaine,
- ➡ la recherche de l'efficacité de l'enseignement.

A partir de 1995, à Madagascar, le système de l'éducation est régi par la loi N° 94 - 033 du 13 Mars 1995<sup>1</sup> portant orientation général du système de

---

<sup>1</sup> DIRESEB, Antsiranana, année 2006

l'éducation et de formation. Depuis 2004, il est régi par la loi N°2004-004 du 26 juillet 2004<sup>1</sup> portant orientation général du système d'éducation, d'enseignement et de formation dans laquelle l'actuel gouvernement dirigé par le Président RAVALOMANANA prône une réforme de l'éducation ayant comme priorité « l'éducation pour tous » et comme objectif universaliser et d'amélioration de la qualité de l'éducation fondamentale du premier cycle et selon les prescriptions des objectifs d millénaire pour le développement.

Ainsi le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) a donc une mission sacrée d'après ce que stipule l'article premier du décret n° 2005-840 portant modification du décret n° 2004-028 du 13 janvier 2004 : « le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique met en œuvre et exécute la politique générale de l'Etat en matière d'éducation et de recherche. Il est notamment chargé :

- ➡ d'assurer une éducation de base pour tous les malgaches « éducatifs pour tous », de satisfaire les besoins en main-d'œuvre qualifiée des secteurs de production à court, à moyen et à long terme.

- ➡ d'anticiper et d'accompagner le développement économique, social et culturel de la nation malgache dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ;

- ➡ de produire les savoirs fondamentaux et le savoir faire, indispensable pour le développement économique, social et culturel de Madagascar ;

- ➡ de diffuser les savoirs pour tous les moyens vers les différentes couches de la population malgache en vue de résoudre leurs problèmes pratiques dans le sens du progrès ;

- ➡ d'assurer une meilleure condition pour la recherche et la formation ;

- ➡ d'assurer un meilleur environnement pour les études ;

A ce titre, il exerce la lutte directe des établissements publics et privés composant et on faisant partie des structures éducatives relevant de son domaine de compétence, ainsi que d'organisation sous tutelles ou rattachés dont l'objectif est lié à l'éducation et à la recherche ».

Toutes ces réformes entreprises par le gouvernement visent à atteindre des objectifs bien déterminés tels que :

---

<sup>1</sup> Idem

- ➡ la mise en place de façon progressive une éducation fondamentale de qualité de 9 ans ;
- ➡ la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires ;
- ➡ d'assurer l'équité et l'égalité d'accès à l'éducation fondamentale pour tous les enfants en envisageant un enseignement fondamental gratuit.
- ➡ La réduction du taux de redoublement et d'abandon à un taux d'achèvement de 100% au premier cycle de l'enseignement primaire ;
- ➡ Améliorer la qualité de l'enseignement et assurer la formation technique et professionnelle des enseignants ;
- ➡ dispenser des formations pour les jeunes, des formations adaptées aux besoins de développement économique, social et culturel du pays ;
- ➡ équiper chaque école des moyens humains et matériels adéquats pour assurer un enseignement de qualité.

Une fois ces objectifs sont atteints, la grande majorité des malgaches pourront et devrons achever leur premier cycle fondamental en 5 ans et recevoir leur diplôme à l'âge de 11 ans à 12ans

### **I-1-2- Programme et développement de l'éducation et moyens de réalisation**

A travers tous les objectifs cités précédemment, chaque région doit tenir compte de leurs tâches spécifiques au niveau de l'éducation. Ces objectifs seront alors définis sous forme de différents programmes à réaliser dans le but d'améliorer l'enseignement général dans chaque région.

Selon le décret 2005-840 du 06 décembre 2006<sup>1</sup>, le MEN a crée la Direction Régional de l'Education Nationale (DREN) relative aux 22 régions. Le DREN met en œuvre les politiques du gouvernement en matière de l'éducation à travers les différents objectifs et les programmes pédagogiques déterminés par le MEN mais en tenant bien compte des spécificités de chaque région. Les 11 Cisco dans les 22 régions de l'île appliquent également les mêmes politiques ; elles exécutent les directives et réalisent les activités émanant du ministère et de direction pour atteindre les objectifs fixés.

---

<sup>1</sup> DIRESEB Antsiranana, année 2008



Au niveau de la CISCO d'Ambanja, les programmes de développement au niveau du système éducatif sont orientés vers un objectif bien déterminé. Des programmes de formation encadrement pour chaque chef ZAP, des directeurs d'écoles, de formation contenues des enseignants, l'organisation des conférences, la diversification d dispositif de formation, la distribution des matériels pédagogiques sont mis en œuvres pour améliorer l'efficacité interne et externe de l'éducation. Quant aux objectifs visant à améliorer l'accès à l'enseignement primaire, la distribution des kits scolaires pour les élèves et la gratuité de l'enseignement sont des programmes et des actions mis en œuvre pour atteindre cet objectif.

Tous ces programmes ne sont pas réalisés sans l'appui du gouvernement en matière de fonctionnement. De ce fait des programmes d'élaboration de plan d'action accompagnés du budget ont été faits pour améliorer la gestion et rationaliser les ressources humaines du Ministère de l'éducation et améliorer la capacité de gestion financière du budget ainsi que le contrôle externe.

Au niveau de la mis en œuvre de ce programme de développement du système éducatif, le gouvernement à réaliser ses objectifs à travers la dotation des motos pour les chefs ZAP et pour la CISCO, la dotation des machines à écrire et des KITS administratifs pour les Chefs ZAP, la distribution des guides pédagogiques, la dotation des micro-ordinateurs, des matériels informatiques, des moyens de communication pour la DREN et la CISCO.

### **I-1-2-1 : La gouvernance, la Transparence, et l'imputabilité**

Pour mettre en œuvre le plan d'action, le Gouvernement concrétise le partenariat avec les organismes du secteur privé et de la société civile, et promeut les communautés locales en véritables acteurs du développement de l'école.

Le Ministère de l'Education National (MEN) ainsi que les structures déconcentrées et les institutions sous tutelles sont réorganisées pour mettre en place une administration responsable, efficace, performante au service de population, et soucieuse des intérêts des familles et des communautés locales.

Les circonscriptions scolaires (CISCO) et les zones Administratives et Pédagogiques (ZAP) sont renforcées pour assurer la réussite des écoles. Au niveau de MINESEB, la Direction Général de l'Education Fondamentale et de l'Enseignement Secondaire (DGEFES) est responsable de pilotage de la mise en

œuvre de la réforme dans le domaine pédagogique. La Direction Général de la Planification et du Suivi Evaluation (DGPSE) est responsable du pilotage de l'expansion du système, la Direction Général de la Formation Technique et de la Formation Professionnelle (DGFTP) est responsable du pilotage de la réforme de la formation professionnelle.

La réorganisation des différentes structures est pilotée par Secrétaire Générale (SG) du Ministère. Au niveau du MESRES, la Coordination Générale des Projets (CGP) est la structure qui coordonne les différentes composantes du plan, et assure le suivi de mise en œuvre de la réforme sur le plan pédagogique et scientifique.

La réorganisation des différentes structures pour une meilleure adaptation du système de formation et de recherche à la demande est sous la responsabilité de la Direction du Cabinet (DC) et de la Direction Général des Investigations et de la Valorisation de la Recherche (DGIVR). La Direction Générale d'Appui (DGA) assure la collecte, le traitement, l'analyse, et la dissémination des diverses informations.

#### **I-1-2-2 : Les vues du Gouvernement malgache pour le développement du système d'Education et de Formation à Madagascar**

Le plan d'action traduit en termes opérationnels, les objectifs du Gouvernement dans le secteur éducatif, objectif qui est présentés dans le document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). En soutien à la volonté présidentielle et conformément à l'engagement pour l'Education Pour Tous (EPT), l'objectif principal du gouvernement malgache est un enseignement fondamental du premier cycle gratuit et de qualité, de la classe de 11ème à la classe 7ème.

Ainsi les enfants malgaches pourront achever leur premier cycle fondamental en 7ans, et recevoir leur diplôme à l'âge de onze ans. Cela implique moins de redoublement, un meilleur taux de réussite dans toutes les classes du premier cycle fondamental, et des moyens adéquates pour les élèves et les enseignants.

Le Gouvernement malgache entend réduire de manière drastique les taux de redoublement. Il est aussi admis que le redoublement résulte davantage des faiblesses et de l'inhérents à l'enfant malgache.

Le cadre scolaire sera amélioré avec une taille de classe d'un maximum de cinquante élèves, et un nombre de cinquante élèves par enseignant. Pour atténuer les charges des ménages, les frais d'inscription dans les écoles primaires publiques ont été supprimés.

Tous les enfants du public et du privé du premier cycle de l'enseignement fondamental seront dotés d'un sac à dos contenant une trousse, un stylo bleu, un crayon à papier, une gomme, une boîte de six crayons de couleur, un compas métallique chromé, et une équerre.

Le gouvernement contribuera au paiement des salaires des enseignants qui étaient à la charge de FRAM (Fikambanan'ny Ray Amandrenin'ny Mpianatra) et dotera annuellement les écoles primaires publiques et certaines écoles privées accessibles aux enfants issus de famille pauvre, d'une caisse scolaire qui sera gérée par les FAF (Fiombonana Antoko Amin'ny Fampanandrosoana).

### **I-1-2-3 : Programme scolaire**

En général, les programmes scolaires de l'école primaire sont presque semblables dans le monde entier. Pays développées ou sous-développés, ils enseignent presque les mêmes matières mais quelques différences peuvent être constatées au niveau du contenu réel de l'enseignement.

A Madagascar, le programme et le calendrier scolaire sont fixés par le MEN avant la rentrée scolaire. Ce calendrier marque la date de la rentrée et la date de fin d'année scolaire. Dans ce calendrier, sont énumérées les différentes dates d'activités pédagogiques pour les vacances durant toutes l'année scolaire, que pour les occupations administratives strictement au niveau du personnel. Cette année scolaire est divisée en bimestre et suivi des temps de pauses à chaque bimestre

## **I-2 : Situation de l'enseignement**

### **I-2-1 : Le niveau d'instruction**

Le niveau d'instruction est un des déterminants de la pauvreté. On peut classer la population âgée de quatre ans ou plus en quatre catégories selon le niveau scolaire atteint :

Sans instruction : ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école ou qui ont atteint au maximum la troisième année du primaire ;

- ➡ Niveau primaire : ceux qui ont achevé au moins la troisième année du primaire (CM1) et mais n'ont pas dépassé la classe de 4ème des collèges ;
- ➡ Niveau secondaire : ceux qui ont achevé au moins la classe de 3ème des collèges et au plus la classe terminale ;
- ➡ Niveau supérieur : ceux qui ont obtenu le baccalauréat ou ont déjà fréquenté un enseignement supérieur d'enseignement supérieur.

**Tableau XVII: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre à Madagascar. (Unité en %)**

Population total	Urbain	Rural	Hommes	Femmes	Ensemble
	38 594	134 182	75 424	97 352	172 776
Sans instruction	23,8	36,6	32,0	35,7	33,8
EFI	47,4	54,1	53,6	51,5	52,5
EFII	21,6	8,3	11,4	11,1	11,2
ES	7,2	1,0	3,0	1,7	2,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT/DSM/EPM2007

Le tableau qui donne la répartition selon l'âge, le sexe et le niveau d'instruction de la population rurale est de 36,6 % et des centres urbains est de 23,8 % dans l'ensemble 33,8% sont placés sans instruction, à l'opposé, moins de 14% ont dépassé le niveau « primaire ». Selon le milieu de résidence, presque 29% ont dépassé le niveau primaire en milieu urbain ; c'est-à-dire les proportions des hommes sont inférieures à celle de la femme donc 32% contre 35,7 % des femmes n'ont jamais été à l'école. Ces proportions varient cependant de façon croissante avec l'âge.

La grande majorité de la population, 53,6 % chez les hommes et 51,5 % chez les femmes a reçu une instruction du niveau primaire en milieu rural et dans les centres urbains. 11,2% de la population ont effectué une étude secondaire première cycle

Enfin, Sur le point secondaires second cycle 7,2 % de la population urbaine arrive jusqu'au lycée mais 1% pour la population rurale ; dans l'ensemble, 2,3% de la population arrive jusqu'au lycée

Par contre, plus de 90% de la population rurale n'ont pas dépassé le niveau primaire. Le taux ne diffère pas sensiblement selon le genre. Cependant,

mentionnons la différence de 1,2 point pour le niveau « supérieur », au dépend des femmes.

### **I-2-2 : L'alphabétisation**

Un individu est classé analphabète s'il ne sait ni écrire, ni lire, ni faire un petit calcul, ou s'il n'atteint pas au moins la troisième année du primaire. Le taux d'alphabétisation des adultes (individu âgé de 15 ans et plus) est passé de 59,2% en 2004 à 62% en 2005(enquête INSTAT), dont 75,9% (78% en 2004) en milieu urbain, et 58,9% (53,2% en 2004) en milieu rural. Plus le ménage a un revenu faible, plus la probabilité d'être analphabète est élevée.

Le programme d'alphabétisation est mis en place pour donner à la population rurale des connaissances sur les dernières innovations. Ces programmes s'occupent à la fois d'enseigner la lecture et les méthodes d'agriculture. Quant un paysan est capable de lire, il peut s'informer sur les méthodes et techniques agricoles, et par la suite, il peut les appliquer directement dans son travail.

### **Section II : Budget général alloué à l'enseignement**

Les finances jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité de l'éducation. L'analyse du financement public de l'éducation porte sur deux éléments :

- L'analyse de l'évolution et de la répartition du crédit alloué aux CISCO ;
- Du budget secteur de l'éducation.

Dans un pays comme le notre, le financement de l'éducation est assuré par l'Etat, ajouté des différentes aides extérieures. Ces différents budgets seront distribués dans chaque région et district de notre île.

#### **II-1- Evolution du budget pour L'enseignement général à Ambanja**

Par définition, le budget de l'enseignement fondamental et secondaire est la somme destinée aux CISCO, aux EPP, aux CEG et aux lycées.

Durant les trois années successives 2005,2006 et 2007, (2002, 2003, et 2004)

Les évolutions du budget général destiné à l'enseignement fondamental et secondaire dans la circonscription scolaire d'Ambanja sont représentées par le tableau suivant.

**Tableau XVIII: Evolution du budget destiné à l'enseignement général dans le district d'Ambanja (Années 2002, 2003, 2004)**

Budget général	Année 2005	Année 2006	Année 2007
Montant en Fmg	2643 77 000	197 334 000	2 39288 000
Montant en Ariary	52875400	39466800	47857600

Source : CISCO, Ambanja, année 2009

Du point de vue général, le budget tend à diminuer en l'année 2005. De 2005 à 2006, on assiste à une diminution de 25,35%. Cette situation peut être le résultat d'une forte crise qui a frappé notre district au cours de l'année 2002, et qui a eu des conséquences néfastes sur le secteur économique et social du pays.

Il en est de même pour 2007, le crédit n'arrivait pas à atteindre le montant de 2005, malgré une évolution de 21,26%, par rapport à 2006.

## II.2- Evolution et répartition du budget général

Toujours pour ces trois années, le budget général est distribué dans différents domaines : pour la CISCO proprement dite, pour les EPP, les CEG et les lycées.

**Tableau XIX: Evolution du budget alloué à la CISCO, EPP, CEG et Lycée (de 2005 à 2007).**

Budget	2005		2006		2007	
	Montant en Fmg	Montant en Ariary	Montant en Fmg	Montant en Ariary	Montant en Fmg	Montant en Ariary
CISCO	80 306 000	16 061 200	63 200 000	12 640 000	98 335 000	19 667 000
EPP	121 651 000	24 330 200	81 950 000	16 390 000	42 031 000	8 406 200
CEG	30 670 000	6 134 000	22 870 000	4 574 000	23 318 000	4 663 600
Lycée	31 750 000	6 350 000	29 314 000	5 862 000	75 604 000	15 120 800

Source : CISCO Ambanja, année 2009.

A partir de ce tableau, on remarque que la part de crédit alloué à l'EPP et au Lycée est très élevée. Elle représente une grande part du budget, d'après le tableau suivant.

**Tableau XX: Part de crédit alloué à l'EPP et au Lycée (année 2005-2006)**

Budget	2005	2006	2007
EPP	46,01 %	41,52%	17,56 %
CEG	11,60 %	11,58 %	9,74 %
Lycée	12 %	14,85 %	31,60 %

Source : d'après nos propres calculs, tirés par le tableau XIX, décembre 2008.

La part du budget alloué au Lycée n'a cessé de croître durant ces trois années, soit une évolution de l'ordre de 138,12% pour l'année 2007, si on se réfère à l'année 2005. Une diminution est à souligner au niveau des EPP au cours des années 2006 et 2007. En 2007, le crédit alloué à l'EPP a diminué de 65,53% par rapport à 2005, et 48,71% par rapport à 2006. La CISCO d'Ambanja en bénéficie beaucoup plus par rapport à ces établissements scolaires, car son crédit a atteint un montant de Ar 19 667 000 en 2007.

### **II-3- Fonctionnement et utilisation du crédit**

En général, le budget accordé par le MEN est distribué à chaque Direction Régionale de l'Education Nationale. Le DREN, à son tour, répartit ce budget dans chaque CISCO. Cette dernière contrôle les activités pédagogiques et distribue les crédits dans chaque établissement (EPP, CEG, Lycée). A partir de l'année 2004, le crédit alloué au Lycée n'est plus géré par la CISCO. Il est donc pris par le gestionnaire du Lycée mixte d'Ambanja.

Une fois distribué, le budget sera ensuite utilisé dans les divers achats ou entretiens, selon les besoins du CISCO et des établissements scolaires. En prenant les années 2003 et 2004, l'utilisation du crédit est répartie comme suit :

**Tableau XXI: Répartition de l'utilisation du crédit (année 2006 et 2007)**

Désignation	Dépenses effectuées	2006	2007
		Montant en Ariary	Montant en Ariary
CISCO	Immobilisation corporelle	508 800	4 064 600
	Charges des personnels	4 052 000	6 104 000
	Achats des biens	304 000	2 690 000
	Achats des services	3 322 000	4 695 6000
	Charges permanentes	1 717 000	2 112 000
<b>Total</b>		<b>12 640 000</b>	<b>19 667 000</b>
EPP	Immobilisation corporelle	2 000 000	
	Achats des biens	6 800 000	5 000 000
	Achats des services	6 000 000	1 685 000
	Charges permanentes	1 590 000	1 712 200
<b>Total</b>		<b>16 390 000</b>	<b>8 406 200</b>
CEG	Immobilisation corporelle	297 200	
	Achats des biens	1 140 600	3 263 600
	Achats des services	2 000 000	1 104 800
	Charges permanentes	1 136 000	295 200
<b>Total</b>		<b>4 574 000</b>	<b>4 663 600</b>
Lycée	Immobilisation corporelle	424 000	548 862
	Charges des personnels (non permanent)	664 000	661 507
	Achats des biens	2 199 600	6 564 518
	Achats des services	1 600 000	6 335 913
	Charges permanentes	975 200	1 010 000
<b>Total</b>		<b>5 862 800</b>	<b>15 120 800</b>

Source : CISCO Ambanja et service de la comptabilité du Lycée Mixte d'Ambanja, décembre 2008.

Nous remarquons ici que l'utilisation des crédits est beaucoup plus affectée à l'achat des biens, qui sont généralement les matériels pédagogiques, les fournitures, articles de bureau, les imprimés et les fournitures administratives, viennent ensuite l'achat des services, les divers entretiens des bâtiments et équipements. Cette situation est constatée dans presque tous les établissements (EPP, CEG, Lycée), ainsi que dans la CISCO d'Ambanja.

Les charges de personnel ; les salaires des enseignants non permanents sont inclus dans le budget alloué au lycée. De plus, ces enseignants sont payés en partie par le Fikambanan'ny Ray Amandrenin'ny Mpiatra (FRAM).



### **Section III : Les différents types de l'enseignement général**

Comme dans les autres pays du monde, l'enseignement général est divisé en deux :

- L'enseignement fondamental,
- L'enseignement secondaire.

Ces deux types d'enseignements sont offerts par les établissements publics et privés dans chaque région.

#### **III-1- L'enseignement ou l'éducation fondamentale**

L'éducation fondamentale est dispensée pour une durée de 9 ans. Elle a pour mission d'instruire les enfants, de leur donner le savoir utile à leur intégration dans la vie active, et les préparer à bien s'intégrer dans l'enseignement secondaire. L'éducation fondamentale est divisée en deux cycles :

- L'éducation fondamentale du premier cycle (EFI) ;
- L'éducation fondamentale du second cycle (EFII).

##### **III-1-1- Education fondamentale du premier cycle (EFI)**

Dénommée enseignement primaire niveau I, ou éducation de base. L'éducation fondamentale du premier cycle concerne l'éducation dispensée dans les écoles primaires, donc à partir de la classe CP1 jusqu'à la classe de CM2 (11ème à 7ème) ; l'âge officiel d'admission à l'enseignement primaire est de 6 ans ; l'élève pourra donc terminer ses études de premier cycle à l'âge de 10 ans, si aucun redoublement n'est constaté.

A Madagascar, beaucoup d'enfants n'arrivent pas à franchir ce premier cycle d'éducation à l'âge de 6 ans ; cette entrée tardive influe sur le taux d'admission des élèves et le taux d'achèvement.

Les programmes et matières enseignés dans ce cycle émanent du MEN ; ils sont respectivement :

**Tableau XXII: Liste des matières par volume horaire en EF I**

Classes Matières	Volume horaire par semaine(h)			
	CP1	CP2	CE	CM1 et CM2
Français	6	6	6	6
Malgache	8	7	6	6
Fanabeazana sy fampivelarana ny maha olona mendrika	1,30	1,30	1,30	1,30
Géographie	-	-	1	1,30
Tantara	-	-	1	1
Connaissance usuelle	-		1,30	1,30
Sahan'asa manodidina ny sekoly	1	2	1	1
Récitation et le chant	2,20	2,20	1,10	1
Dessin	1	1	0,20	0,20
Opération et problèmes	5	5	5	5
Ecriture	-	-	0,20	-
EPS	1	1	1	1
Fakan-drivotra	1,40	1,40	1,40	1,40
Total	27,30	27,30	27,30	27,30

Source : Adjoint de Programmation du CISCO Ambanja, année 2009.

La durée hebdomadaire de la scolarité des élèves à l'enseignement primaire est fixée à 27heures 30 par semaine désigné par le MEN ; tandis que « fakan-drivotra » y compris.

### III-1-2- L'éducation fondamentale du second cycle (EFII)

L'éducation fondamentale du second cycle ou enseignement niveau II ou encore enseignement dans les collèges de niveau II, concerne l'enseignement

dispensé aux élèves des années d'études de 6<sup>ème</sup> à 3<sup>ème</sup>, d'une durée d'études de 4 ans, si aucun redoublement n'a perturbé la scolarité des élèves.

L'âge officiel d'admission est de 11 ans. A la fin du cycle, les élèves doivent passer un examen officiel, en vue d'obtenir le Brevet d'Etudes du Premier Cycle(BEPC) ou Certificat de Fin d'Etudes du Premier Cycle du Second degré(CFEPCS), mais on rencontre souvent des admissions tardives pour cause de transfert ou de retard, depuis l'admission de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire proprement dit ;. Les savoirs offerts aux élèves durant ce second cycle sont respectivement :

**Tableau XXIII: Liste des matières par volume horaire en EF II**

Matières	classes	Volume horaire par semaine
		6 <sup>ème</sup> , 5 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> et 3 <sup>ème</sup>
Le français		6
Le malgache		4
L'anglais		3
La géographie		2
L'histoire		2
Les sciences de la vie et de la terre		3
L'éducation civique		2
Les mathématiques		5
Les sciences physiques		3
L'éducation physique et sportive.		2
<b>Total d'heure par semaine</b>		<b>32</b>

Source : Adjoint de Programmation du CISCO Ambanja, année 2009.

La durée hebdomadaire de la scolarité des élèves à l'EFII est fixée à 32 heures par semaine. Toutes matières ont le même volume horaire dans le guide pédagogique du 6<sup>ème</sup> à 3<sup>ème</sup> mais les programmes sont différents.

Cette éducation permet à l'élève de renforcer la compétence utile dans la vie quotidienne et de le préparer à entrer à l'enseignement secondaire.

### III-2- L'enseignement secondaire (ES)

L'enseignement secondaire est ouvert aux élèves ayant terminé les cycles fondamentaux (EFI et EFII). Il est d'une durée de 3 ans, composé de la classe de seconde (2<sup>nde</sup>), première (1<sup>ère</sup>) et terminale(T<sup>le</sup>). Les matières enseignées sont des contenus de programmes plus approfondis :

**Tableau XXIV: Liste des matières par volume horaire en ES**

classes Matières	Volume horaire par semaine						
	2 <sup>nde</sup>	1 <sup>ère</sup> A	1 <sup>ère</sup> C	1 <sup>ère</sup> D	T <sup>le</sup> A	T <sup>le</sup> C	T <sup>le</sup> D
Le français	4	4	3	3	3	3	3
Le malgache	4	4	4	4	4	4	4
L'anglais	3	4	2	2	4	2	2
La géographie	2	2	2	2	2	2	2
L'histoire	2	2	2	2	2	2	2
SVT	4	2	4	5	2	3	5
La philosophie	-	-	-	-	6	4	4
Langues vivantes	4	-	-	-	4	-	-
MTH	5	2	6	5	2	8	6
PC	5	2	4	4	2	5	5
EPS	2	2	2	2	2	2	2
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>33</b>	<b>35</b>	<b>35</b>

Source : Adjoint de Programmation du CISCO Ambanja, année 2009.

Le volume horaire de la scolarité des élèves en ES sont classés selon leur série. Toutes les matières enseignées à l'élève lui permettront d'acquérir des connaissances utiles à la poursuite de ses études, dans le cursus suivant, où il va s'intégrer dans des filières ou des formations spécifiques. Dès la classe de

première, les élèves sont orientés vers des séries bien déterminées, selon la moyenne obtenue à chaque matière : série A (série littéraire), série D et C (séries scientifiques).

L'examen de fin d'étude secondaire est sanctionné par le diplôme de Baccalauréat (BACC) qui lui permet de suivre ses études dans l'enseignement supérieur.

Les généralités de l'enseignement à Madagascar, avec les politiques et les objectifs à atteindre, ainsi que l'allocation budgétaire destinée à l'enseignement, dans la circonscription scolaire (CISCO) d'Ambanja, on été évoqués dans ce chapitre. L'analyse de la situation générale de l'enseignement dans cette CISCO sera étudiée dans le chapitre suivant, afin de dégager l'efficacité du système éducatif.

## CHAPITRE III : ANALYSE DE LA SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT DANS LE DISTRICT D'AMBANJA

L'enseignement est la base de l'éducation de tout individu. Un enseignement efficace est un élément primordial pour orienter la mentalité de la population vers les axes stratégiques de développement qui dépend, d'une part, de la qualité des infrastructures et des équipements scolaires, et d'autre part, de la contribution des enseignants au niveau de l'éducation.

### Section I : Infrastructures scolaires

L'enseignement est indispensable pour le développement d'un pays. De plus, les infrastructures et les équipements s'avèrent nécessaires pour l'analyse de l'efficacité de l'enseignement.

La disponibilité en infrastructure scolaire est un facteur de développement du système éducatif. Nous allons voir le nombre d'établissements existants à Ambanja, analyser le nombre de salles de classe dans le secteur public, et les autres infrastructures.

#### I-1: Nombre d'établissements existants à Ambanja

Dans la CISCO d'Ambanja, le nombre des établissements fonctionnels publics et privés et leur répartition par ZAP sont représentés dans les deux tableaux suivants.

**Tableau XXV: Nombre d'établissements existants selon leur niveau de 2005/2006 à 2007/2008 :**

Etablissement Année	Niveau I		Niveau II		Niveau III	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2005-2006	212	42	23	8	1	4
2006-2007	212	56	23	12	1	5
2007-2008	212	62	23	27	1	8
2008 - 2009	212	68	23	30	1	10

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, année 2009.

**Tableau XXVI: Répartition des établissements dans le district d'Ambanja**

Année	Communes	EFI		EFII		ES	
		Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2005-2006	Urbaine	31	26	1	8	1	4
	rurales	181	16	22	0	0	0
2006-2007	Urbaine	31	33	1	10	1	4
	rurales	181	23	22	02	0	1
2007-2008	Urbaine	31	37	1	21	1	7
	rurales	181	25	22	06	0	1
2008-2009	Urbaine	31	42	1	23	1	8
	rurales	181	26	22	07	0	2

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, année 2009.

D'après ces deux tableaux, on constate que le nombre des établissements publics reste constant d'année en année pour chaque niveau. Par contre, ceux du privé ne cessent d'augmenter et représentent plus de la moitié des établissements dans la CISCO d'Ambanja. Dans l'ensemble, les établissements primaires représentent 81 à 87 % des établissements existants, et on peut noter ici que les écoles privées sont loin d'être négligeables, car elles accueillent la majorité des enfants scolarisés. Chaque commune est dotée d'établissements publics et privés, cela rend facile l'accès à l'éducation.

## **I-2 : Analyse du nombre de salles de classe dans le secteur public**

La disponibilité en salle de classe est primordiale pour le bon fonctionnement de l'enseignement. Cette sous section analyse l'évolution du nombre de salles de classe, et leur état.

### **I-2-1 : Evolution du nombre des salles de classe dans le secteur public**

L'étude de l'évolution du nombre des salles de classe est nécessaire pour connaître la disponibilité en salle. Le tableau suivant montre l'évolution du nombre des salles de classe dans le secteur public de 2002 – 2003 à 2008 – 2009.

**Tableau XXVII: Evolution du nombre des salles de classe dans le secteur public**

année	communes	EFI		EFII		ES	
		Salles	Indice	Salles	Indice	Salles	Indice
2002-2003	Urbaine	86	100	12	100	11	100
	Rurales	434	100	82	100	-	
2003-2004	Urbaine	80	93,02	12	100	11	100
	Rurales	427	98,39	80	97,6	-	
2004-2005	Urbaine	73	84,9	12	100	11	100
	Rurales	409	94,24	66	80,49	-	
2005-2006	Urbaine	90	104,7	18	150	11	100
	Rurales	480	110,6	80	97,6	-	
2006-2007	Urbaine	92	106,98	18	150	11	100
	Rurales	487	112,21	88	107,32	-	
2007-2008	Urbaine	96	111,63	18	150	11	100
	Rurales	495	114,1	88	107,32	-	

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, année 2009

Pour les EPP, dans l'ensemble, le nombre de salle de classe fluctue. Cela a été remarquable de 2002-2003 à 2004-2005 ; le nombre de salle ne cesse de diminuer, en passant de 86 à 73 salles, pour la commune urbaine, et 434 à 409 salles, pour les communes rurales. A partir des années 2005-2006, jusqu'en 2008-2009, le nombre des salles ne cesse d'augmenter. Cela est dû à la nouvelle construction menée par différentes ONG comme le FID et AFD. La diminution des salles est due au passage fréquent des cyclones dans le Sambirano, causant la destruction des salles et des bâtiments scolaires.

Pour les CEG, le nombre des salles de classe fluctue aussi. On constate cela dans les CEG des communes rurales, causé par les passages fréquents des cyclones, ayant entraîné la destruction des salles. Les salles de classe du CEG



dans la commune urbaine restent toujours en bon état. On constate une nouvelle construction en l'an 2005-2006 à 2008-2009, au niveau du CEG, dans le district d'Ambanja.

En ce qui concerne le lycée, seule la commune urbaine possède un lycée public, dès 2002-2003, on compte 11 salles et elles sont toujours actuellement en bon état.

### **I-2-2 : Etat des salles de classe dans le secteur public en 2008-2009**

Les conditions d'apprentissage dépendent en grande partie de l'état et de la disponibilité des salles de classe. Actuellement, il est encourageant de préciser que tous les établissements existant à Ambanja sont fonctionnels. Toutes les salles de classe sont aussi fonctionnelles, malgré leurs insuffisances dans certaines EPP, tel que la présente le tableau suivant:

**Tableau XXVIII: Etat des salles de classe dans le secteur public en 2007-2008**

Niveau	Communes	Salles de classe				
		utilisées	non utilisées	dont mauvaises	total	provisoire
EFI	Urbaine	81	5	13	86	4
	Rurales	411	94	143	505	23
	Ensemble	492	99	156	591	27
EFII	Urbaine	15	3	-	18	-
	Rurales	73	18	24	91	9
	Ensemble	98	11	24	109	-
ES	Urbaine	11	-	-	11	-

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, année 2009.

Il ressort de ce tableau que pour les EFI, 83,36 % des salles existantes sont utilisées, dont 85,54 % utilisées dans la zone urbaine, contre 82,96 % dans la zone rurale. Parmi les salles existantes, 29,15 % sont en mauvais état et qui nécessitent des réparations, et vingt sept (27) salles de classe provisoires à l'EFI. Ensuite, pour les EFII, 89,91 % des salles sont utilisées, dont 83,33 % utilisées dans la zone urbaine, contre 80,22 % dans la zone rurale ; de ces salles qui existent, 16,66 % sont non utilisées mais aucune n'est en mauvais état, ni provisoire dans la commune urbaine d'Ambanja, contre 26,37 % sont en mauvais état 19,78 % non utilisées et neuf (9) provisoires dans la zone rurale d'Ambanja.

Enfin, pour les ES toutes les salles sont utilisées et sont en bon état. Il faut remarquer ici l'insuffisance de salles de classe dans certains EPP et CEG. Chaque établissement primaire doit au moins être composé de 7 salles de classe, et pour les CEG au moins 4 salles de classe. Au niveau de la disponibilité des places assises, le nombre d'élèves par table banc est en moyenne égale à 3, sauf dans les établissements où le nombre de salles de classe est très insuffisant. Actuellement, certaines EPP et CEG ont bénéficié de réhabilitation financière de la part de l'Association Française pour le Développement (AFD).

### **I-3 : Autres infrastructures**

La qualité de l'environnement scolaire peut aussi influencer sur l'efficacité de l'école. Les infrastructures annexes à l'établissement sont nombreuses, surtout pour les écoles publiques, y compris les logements pour les enseignants dans le milieu rural, bien qu'ils ne soient pas en bon état.

#### **I-3-1 : Les salles pour les enseignants**

Les salles pour les enseignants sont très utiles pour diverses réunions, afin de favoriser la communication et la relation entre les enseignants. Malgré leur importance, les réunions entre les enseignants sont presque faites dans les salles de classe, en dehors des heures de cours.

#### **I-3-2 : Les bibliothèques**

Tout établissement doit avoir une bibliothèque possédant des ouvrages utiles aux élèves, aussi bien qu'aux enseignants. Ces ouvrages servent de documentation pour approfondir les connaissances et constituent des sources d'informations pour améliorer la capacité intellectuelle des élèves. Sur les 212 EPP dans la CISCO d'Ambanja, aucun établissement ne possède de bibliothèque. Malgré son importance, seuls les deux établissements publics de niveau III disposent de bibliothèques, il en est de même pour les établissements privés, dont un seulement en possède. Seule la bibliothèque communale d'Ambanja assure l'éducation de masse dans ladite commune urbaine.

### **I-3-3- : Les salles de laboratoire**

Dans tous les établissements existants à Ambanja, que ce soit public ou privé, seule l'école privée SEVEMA (Sekoly Venance Manifatra) possède une salle de laboratoire, mais le problème se pose en ce qui concerne l'insuffisance des matériels nécessaires à certaines expériences qui doivent y être effectuées pendant les cours de physique et chimie, et sciences de la vie et de la terre.

### **I-3-4 : Les toilettes et les points d'eau**

Grace à toutes les réhabilitations faites au niveau des EPP et du CEG, un certain nombre d'établissements publics possèdent des toilettes fonctionnelles, pour le bien-être des élèves et des enseignants. En 2007, 68 écoles possèdent des puits et 62 écoles disposent de toilettes. Les établissements privés, quant à eux, sont tous dotés de points d'eau, de robinets et de toilettes, en vue d'assurer, également, l'hygiène au sein de leur établissement.

## **Section II : Qualité du service éducatif**

Le personnel enseignant joue un rôle important dans le fonctionnement des établissements scolaires. Il est constitué par des enseignants cadres contractuels et ceux qui sont payés par les parents d'élèves. La qualité de l'enseignement dépend de la disponibilité des enseignants, mais aussi de leur qualification. Seront analysés dans cette section, l'évolution de l'effectif des enseignants, leur qualification et l'encadrement pédagogique.

### **II-1- Evolution de l'effectif des enseignants dans le CISCO**

La disponibilité en enseignants permet d'évaluer la qualité de l'enseignement et les besoins des instituteurs dans une CISCO donnée. Le tableau suivant nous indique l'évolution du nombre des enseignants dans la CISCO d'Ambanja :

**Tableau XXIX: Evolution du nombre des enseignants dans la CISCO d'Ambanja (année 2006/2007 à 2008/2009)**

Etablissement Année	NIVEAU I		NIVEAU II		NIVEAU III	
	Public dont FRAM	Privé	Public dont FRAM	Privé	Public dont FRAM	Privé
2006-2007	215 dont 168	180	168 dont 69	87	28 dont 10	55
2007-2008	220 dont 280	188	173 dont 72	105	30 dont 7	66
2008-2009	245 dont 291	207	195 dont 72	134	30 dont 5	81

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, Année 2009

D'après ce tableau, le nombre des enseignants a tantôt une tendance baissière ou une tendance haussière, selon la volonté du gouvernement à revitaliser le système éducatif. Les enseignants titulaires des secteurs publics sont payés par l'Etat, mais par contre, sont classés comme contractuels, ceux qui sont payés par le FRAM. On peut donc dire que les parents sont impliqués dans le recrutement de certains enseignants, dans le secteur public. La diminution constatée au niveau de l'effectif des enseignants est due, soit au départ à la retraite, soit à l'affectation des enseignants hors du CISCO, et dans la plupart des cas, ces enseignants n'ont pas été remplacés. Pour le cas du Lycée Mixte, on remarque une diminution des enseignants à titre vacataires, durant les deux dernières années. Cela peut être expliqué, soit par l'abandon de postes pour certains vacataires, ou encore des titulaires. En regroupant le nombre des enseignants des deux secteurs (publics et privés) on obtient le tableau suivant.

**Tableau XXX: Evolution des enseignants pour chaque niveau (de 2006/2007 à 2008/2009)**

Niveau	2006-2007		2007-2008		2008-2009	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Niveau I	563	57,45	688	60,30	743	58,97
Niveau II	324	33,06	350	30,67	401	31,83
Niveau III	93	9,49	103	9,03	116	9,02
Total	980	100	1141	100	1260	100

Source : Tiré du tableau XXIX

Le nombre d'enseignants est ici très élevé pour le niveau I. On peut expliquer cela par la multiplication des écoles privées niveau I, et par l'existence de nombreuses EPP dans le district d'Ambanja. Par contre, le niveau II est très faible, car on n'y trouve qu'un seul Lycée public et quelques Lycées privés. Il existe donc un déséquilibre entre ces trois niveaux, bien que l'effectif des enseignants du primaire soit très élevé. Cette évolution semble encore insuffisante par rapport à l'effectif des élèves et au nombre d'écoles dans la ville d'Ambanja.

## II-2- Qualification des enseignants

La qualification des enseignants est considérée comme la clé de la réussite pour l'apprentissage des élèves. La performance et la compétence des enseignants influents sur les résultats scolaires, elles augmentent le taux de réussite. On a pu observer dans les détails la répartition des enseignants selon leurs diplômes uniquement pour le secteur public.

**Tableau XXXI: Répartition des enseignants du secteur public, selon leur diplôme (année scolaire 2008/2009)**

Diplôme	Académiques			Pédagogiques				
	BEPC/ CFEPCS	BACC	Maitrise	CAE	CFEP/ CFEN	DUES DUEL	DAP CEG	CAPEN
Niveau I	106	42	4	0	68	0	0	0
Niveau II	0	85	12	0	0	4	17	2
Niveau III	0	0	17	10	0	0	0	8

Source : Bureau du CISCO d'Ambanja, année 2009

Ce tableau nous montre qu'au niveau des EPP, la majorité des enseignants qui sont de 48,18% est titulaire du BEPC. En général, que ce soit dans le public ou le privé, presque tous les enseignants du niveau I possèdent au minimum un diplôme académique : le BEPC, et au maximum le baccalauréat, et pour les enseignants du CEG et Lycée, ils devraient au moins être titulaire d'un diplôme de baccalauréat.

Au niveau des diplômes pédagogiques ou professionnels, ceux titulaires du certificat d'Aptitude Élémentaire à l'enseignement primaire (CAE/EP), du Certificat de Fin d'Etudes Pédagogiques (CFEP), du Certificat de Fin d'Etudes de l'Ecole Normale (CAFEEN) et du Certificat d'Aptitude Pédagogique de l'Ecole

Normale (CAPEN) sont très nombreux au Lycée. Une minorité seulement possède le CAP/CEG : Certificat d'Aptitude Pédagogique d'Education de Base.

Dans la plupart des cas, les enseignants titulaires de diplôme professionnel sont surtout les enseignants des établissements publics. Les autres ne sont pas trop motivés pour préparer ce genre de diplôme pédagogique et se contentent de leur qualification au niveau académique.

**Tableau XXXII: Répartition des enseignants par tranche d'âge en 2008-2009**

Tranche d'âge	EPP		CEG		Lycée	
	Effectif	%	effectif	%	Effectif	%
[20-30[	32	14,54	7	7,5	2	5,71
[30-40[	79	39,91	41	34,17	24	68,57
[40-50[	91	41,36	63	52,5	9	25,72
50 et plus	18	4,19	9	5,83	0	0
Total	220	100	120	100	35	100

Source : Bureau du CISCO d'Ambanja, année 2009

L'étude de la répartition des enseignants par tranche d'âge met en évidence l'âge moyen des instituteurs.

Dans la CISCO d'Ambanja, l'âge moyen des Enseignants est de 41 ans. La majorité des enseignants se trouve dans la catégorie d'âge de 40 à 50 ans pour l'EPP et CEG, et 30 à 40 ans pour le Lycée. Parmi les enseignants, 18 de l'EPP et 9 du CEG seraient admis à la retraite, à court terme, dans la CISCO d'Ambanja c'est-à-dire environ après deux ou trois ans.

### **II-3- Niveau d'encadrement des élèves**

Deux indicateurs permettent d'étudier le niveau d'encadrement des élèves : le ratio élèves par maitre et le ratio élèves par salle. Le ratio élèves par maitre est le rapport entre l'effectif total des élèves sur le nombre d'enseignants. Il exprime donc le nombre d'élèves encadrés par un enseignant dans la CISCO d'Ambanja. En connaissant l'effectif des élèves dans les secteurs publics et privés pour chaque niveau, ainsi que l'effectif des enseignants, nous pourrions illustrer dans le tableau ci-après, la ratio élèves par maitre, à tous les niveaux, pour les établissements publics et privés.

**Tableau XXXIII: Evolution du ratio élèves par maitre durant les trois années scolaires (2006/2007 à 2008/2009)**

Etablissement Année	Ratio élèves par maitre					
	Niveau I		Niveau II		Niveau III	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2006-2007	38	36	26	44	15	31
2007-2008	43	38	27	39	18	32
2008-2009	43	37	28	34	20	30

Source : Bureau de CISCO d'Ambanja, Division de la Programmation, Année 2009.

Ce tableau fait ressortir que dans l'ensemble, le ratio élèves par maitre dans les établissements publics niveau I est peut au dessus de la norme interne de la CISCO d'Ambanja mais inférieur à la moyenne nationale qui est de 50 élèves par maitre.

Cette situation est bien respectée dans les établissements privés car l'augmentation de l'effectif des élèves durant les trois dernières années a été toujours accompagnée par une augmentation de l'effectif des enseignants.

On remarque aussi que le ratio élèves par maitre dans le secteur public niveau III a toujours augmenté en raison de l'accroissement rapide de l'effectif des élèves avec un même effectif des enseignants.

Quant au ratio élèves par salle, il exprime le nombre d'élèves que contient une salle. Les données disponibles auprès de la CISCO d'Ambanja nous ont permis de relever ce ratio au cours de l'année 2008/2009.

**Tableau XXXIV: Ratio élèves par salle, année scolaire 2008-2009**

Etablissement	EF I	EF II	ES
Ratio élèves par salle	49	52	45

Source : Bureau de CISCO d'Ambanja, Division de la Programmation, Année 2009.

En général, d'après ce tableau, le ratio élèves par salle dans la CISCO d'Ambanja n'est pas trop élevé par rapport à la norme ; de l'ordre de 52 au maximum. De plus, l'existence des classes divisées en plusieurs sections permet d'échapper au sureffectif des élèves. Mais on peut toujours constater que certaines EPP souffrent de l'insuffisance de salles de classe et les enseignants sont obligés de travailler à mi-temps.

### Section III : Effectif des élèves et accès au système éducatif

#### III-1- Effectif des élèves

L'analyse de l'effectif des élèves permet d'évaluer le nombre d'élèves fréquentant l'école dans une période donnée.

##### III-1-1 : Evolution du nombre des élèves dans les établissements publics et privés

L'étude de l'évolution du nombre des élèves permet d'apprécier le niveau du développement du système éducatif dans la CISCO. Le tableau ci-après montre l'évolution du nombre des élèves dans les établissements publics et privés des trois niveaux confondus, pour les cinq dernières années scolaires.

**Tableau XXXV: Effectifs total des élèves du secteur public et privé (de 2003/2004 à 2007/2008)**

Année scolaire	EF1		EF2		ES	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2003 - 2004	6326	5341	3607	2334	215	1029
2004 - 2005	7743	5993	3875	2791	326	1396
2005 – 2006	8098	6537	4358	3825	432	1705
2006 – 2007	9407	7198	4726	4107	528	2107
2007 - 2008	10422	7727	5341	4596	607	2438

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, décembre 2008.

**Tableau XXXVI: L'évolution de l'effectif total des élèves**

Année scolaire	EF I		EF II		EF III	
	Effectifs	Indice d'évolution	Effectifs	Indice d'évolution	Effectifs	Indice d'évolution
2003-2004	11667	100	5941	100	1244	100
2004-2005	13736	117,73	6666	112,20	1722	138,42
2005-2006	14635	125,44	8183	137,74	2137	171,78
2006-2007	16605	142,33	8833	148,68	2635	211,82
2007-2008	18149	155,56	9937	167,26	3045	244,77

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, décembre 2008.

A partir de ces deux tableaux, on peut dire que dans l'ensemble, le nombre des élèves a toujours augmenté, particulièrement en 2003/2004 à 2007/2008. Cette augmentation s'explique principalement par la forte croissance



démographique de la population du district d'Ambanja. L'indice d'évolution dépasse toujours 100 points pour tous les niveaux.

### III-1-2 : Répartition des élèves par ZAP

L'étude de la répartition des élèves permet d'avoir, à première vue, l'efficacité du système éducatif. La répartition des élèves par ZAP retracée dans le tableau suivant, nous permet de voir l'effectif des élèves dans les différentes zones du district d'Ambanja.

**Tableau XXXVII: Répartition géographique de l'effectif des élèves par ZAP (année scolaire 2008-2009)**

ZAP	EFI			EFII			ES		
	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total
Ambalahonko	178	195	373	112	138	250			
Ambaliha	58	84	142	59	76	135			
Ambanja	5161	5298	10459	1820	2186	4006	1357	1580	2937
Ambadimanga ramena	108	143	251	143	167	310			
Ambohimarina	106	116	222	134	159	293			
Ambohimene	209	227	436	236	238	474			
Ambohitrandriana	59	67	126	71	78	149			
Ankatafa	135	150	285	111	124	235			
Ankingameloka	69	81	150	108	129	237			
Anorontsangana	115	128	243	85	95	180			
Antafiambotry	105	131	236	38	68	106			
Antranokarany	327	365	692	178	204	382			
Antsakoamanondro	303	324	627	276	312	588			
Antsatsaka	144	152	296	78	123	201			
Antsirabe	122	129	251	45	51	96			
Bemaneviky H/S	384	436	820	193	226	419	45	63	108
Bemaneviky ouest	239	261	500	118	166	284			
Benavony	165	218	383	47	78	125			
Djangoa	252	272	524	123	136	259			
Maevatanana	71	86	157	86	118	204			
Maherivaratra	148	213	361	144	171	315			
Marotolana	119	180	299	132	167	299			
Marovato	147	161	316	159	181	340			
<b>Ensemble</b>	<b>8732</b>	<b>9417</b>	<b>18149</b>	<b>4546</b>	<b>5391</b>	<b>9937</b>	<b>1402</b>	<b>1643</b>	<b>3045</b>

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, Division de la Programmation, Année 2009.

**Tableau XXXVIII: Effectif total des élèves par sexe dans la CISCO d'Ambanja (année 2008-2009)**

Etablissement	EFI		EFII		ES	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
Garçon	4624	2890	2536	2010	253	975
Fille	5798	4837	2805	2586	354	1463
Ensemble	10422	7729	5341	4596	607	2438

Source tirée des tableaux ci-dessus (tableau XXXIV).

Ces chiffres nous montrent que l'effectif des filles dépasse toujours celui des garçons, à tous les niveaux. Cette situation reflète la tendance à la féminité de la population, cela a été prouvé dans l'analyse démographique de la population du chapitre I. L'effectif des filles était toujours supérieur à celui des garçons durant ces dernières années, et surtout pour l'intervalle d'âge des enfants scolarisables.

Il est à noter, d'après ce tableau, que sur les 31131 élèves tous niveaux confondus, 49,63% de cet effectif est groupé dans le centre ville d'Ambanja c'est-à-dire dans le ZAP Ambanja. Toutes les ZAP hors du ZAP d'Ambanja se trouvent dans la commune rurale d'Ambanja. On constate que l'effectif du cycle primaire est très élevé dans le niveau I. Ces deux situations s'expliquent par le fait que la majorité de la population résidente est groupée dans la commune rurale.

La répartition géographique des élèves fait apparaître l'inégalité de l'effectif des élèves par zone.

### **III-2 - Accès au système éducatif**

Pour évaluer l'efficacité du système éducatif, il serait indispensable d'étudier les indicateurs de scolarisation, à travers le rendement interne de la CISCO d'Ambanja. L'analyse de ces indicateurs va être ainsi axée sur le taux de scolarisation, le taux de réussite et enfin le taux de flux.

#### **III-2-1 : Le taux de scolarisation**

Par définition, le taux brut de scolarisation (TBS) exprime le rapport entre l'effectif total des élèves scolarisés et l'effectif de la population scolarisable, soit la tranche d'âge concernée. Cet indicateur permet aussi de mesurer le dynamisme de la population scolarisable et des responsables éducatifs dans la scolarisation des enfants.

$$\text{TBS (primaire)} = \frac{\text{nombre d'élèves inscrits dans le primaire}}{\text{effectif de la population de 6 à 10ans}} \times 100$$

Le Taux Net de scolarisation pour le niveau I est le rapport de l'effectif du primaire entre 11 à 14 ans et le nombre de la population de 11 à 14 ans.

$$\text{TNS (primaire)} = \frac{\text{nombre du primaire entre 6 à 10 ans}}{\text{effectif de la population de 6 à 10ans}} \times 100$$

Le tableau suivant montre l'évolution du TBS de la CISCO d'Ambanja depuis l'année scolaire 2006/2007 à 2008/2009 :

**Tableau XXXIX : Taux brut de scolarisation**

Tranche d'âge	Niveau	Effectif des élèves inscrits	Effectif de la population	TBS
6 à 10 ans	Niveau I	18149	21195	86
11 à 14 ans	Niveau II	9937	22495	44
15 à 17 ans	Niveau III	3045	20660	15

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, Division de la Programmation, Année 2009.

**Tableau XL : Taux net de scolarisation**

Tranche d'âge	Niveau	Effectif des élèves	Effectif de la population	TNS
6 à 10 ans	Niveau I	10809	21195	51
11 à 14 ans	Niveau II	7199	22495	32
15 à 17 ans	Niveau III	1033	20660	5

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, Division de la Programmation, Année 2009.

**Tableau XLI: Tableau de synthèse du taux de scolarisation en 2008 / 2009**

Taux	Niveau I	Niveau II	Niveau III
TBS (%)	86	44	15
TNS (%)	51	32	5
Ecart entre TBS et TNS	35	12	10

Source : Tirée par tableau XXXIX et tableau XL ci-dessus

Malgré le pourcentage du TBS, suffisamment élevé, de l'ordre de 86 % dans le primaire, l'écart entre le TBS et le TNS, qui est de 35 %, montre que beaucoup d'enfants scolarisés dans les établissements primaires ont une tranche d'âge en dehors de 6 à 10 ans, tranche d'âge normale des enfants qui devraient fréquenter l'école primaire. Il est à noter que le taux brut de scolarisation ne nous donne aucun renseignement sur la qualité de l'éducation.

Pareillement pour les niveaux II et III, ces écarts signifient aussi qu'un bon nombre d'élèves ont une tranche d'âge en dehors de 11 à 14 ans pour le niveau II et 15 à 17 ans pour le niveau III. Le faible pourcentage du TNS peut aussi s'expliquer par le retard d'admission en première année du primaire, ou la non fréquentation des écoles, ce qui veut dire qu'un certain nombre d'enfants en âge scolaire restent encore avec leurs parents.

### III-2-2 : Taux de réussite aux examens

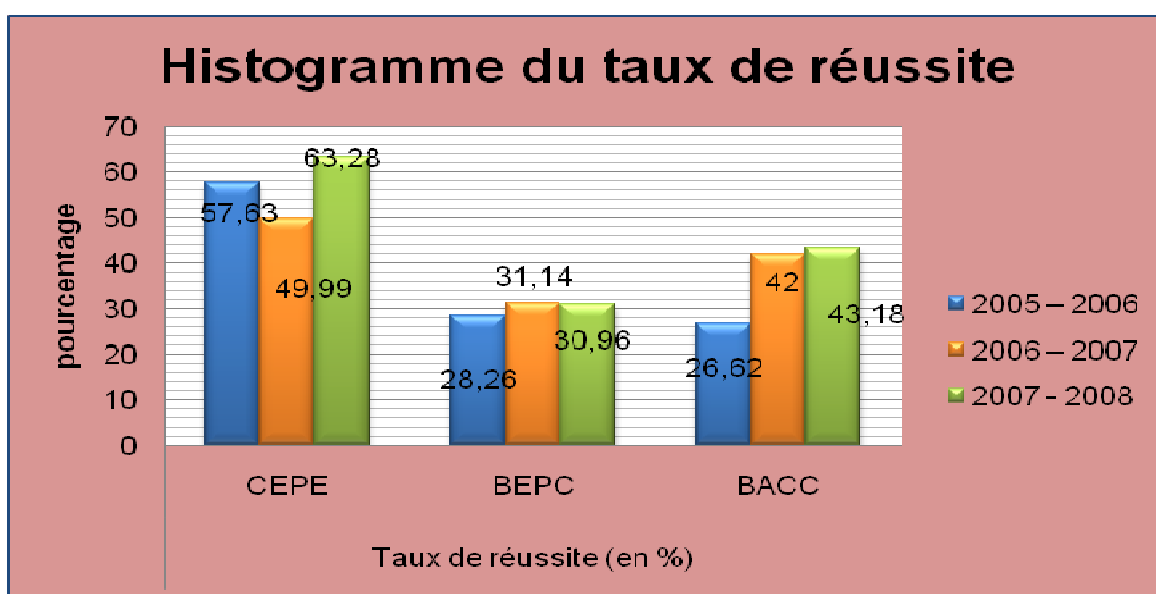
Le résultat scolaire est l'un des indicateurs de l'efficacité interne de l'enseignement. La fin du cycle niveau I est consacrée par le diplôme CEPE, celle au niveau II par le BEPC, enfin le niveau III par le Baccalauréat. Sera analysée dans cette sous section, l'évolution des résultats aux examens dans la CISCO d'Ambanja durant les trois dernières années scolaires (2005/2006 à 2007/2008).

**Tableau XLII: Taux de réussite aux examens de 2005/2006 à 2007/2008**

Année scolaire	Taux de réussite (en %)		
	CEPE	BEPC	BACC
2005 – 2006	57,63	28,26	26,62
2006 – 2007	49,99	31,14	42
2007 - 2008	63,28	30,96	43,18

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja : division de programmation, année 2009.

**Graphique n°4 : Histogramme du taux de réussite au x examens**



Source : Adjoint de Programmation du CISCO Ambanja, année 2009

Dans l'ensemble, les résultats aux examens fluctuent, soit à la baisse, soit à la hausse. Un taux de réussite de l'ordre de 70 et 80% est assez élevé, mais on constate ici, en 2006/2007, un mauvais résultat du CEPE, par rapport à 2005/2006. En 2007/2008 les résultats du CEPE fluctuent à la hausse car le gouvernement a fait des efforts dans le domaine de l'amélioration de l'enseignement primaire à Madagascar.

Pour le BEPC (Brevet d'Etude du Premier Cycle), le résultat passe à 28,26% en 2005/2006, on constate donc une légère hausse, mais une baisse est ensuite remarquée au cours de 2007/2008. La faiblesse et la diminution des résultats aux examens remettent en cause le niveau des enseignants et la qualité d'enseignement offert. L'insuffisance de contrôle et de suivi, de la part des enseignants, ainsi que le milieu socio-économique de l'enfant sont aussi des facteurs non négligeables de la chute des résultats, pour ces trois examens (CEPE, BEPC, BACC). Quant au baccalauréat, bien que le taux soit toujours faible, inférieur à 50%, on constate en 2007/2008, une augmentation de 16,56% par rapport à l'année scolaire 2005/2006 et 1,18% en 2006/2007.

### III-2-3 : Taux de flux

L'analyse du taux de flux est nécessaire pour mieux étudier l'efficacité du système éducatif c'est-à-dire elle fait partie d'un des indicateurs utiles pour mesurer le rendement interne. Le taux de flux comprend la promotion, le redoublement et l'abandon. Il donc permet d'étudier le comportement des élèves durant leurs parcours, à chaque niveau. Le tableau suivant montre les taux de flux dans la CISCO d'Ambanja en 2007/2008 pour le niveau primaire public.

**Tableau XLIII: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja en 2007-2008 (en %)**

Comportement	Année scolaire				
	CP1	CP2	CE	CM1	CM2
Promotion	46,47	39,62	38,48	41,21	60,50
Redoublement	52,92	55,87	54,31	42,02	34,92
Abandon	0,61	4,51	7,21	16,77	4,58
Ensemble	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja : division de la programmation, année 2009.

Dans l'ensemble, le taux de promotion le plus élevé se trouve dans la classe de CM2, soit 60,50%, et le plus faible, 38,48%, en classe de CE. Pour le

redoublement, le taux le plus élevé est dans la classe de CP2, CE et CP1 ; le minimum se situe en CP2, soit 34,92%. En général, le taux de redoublement est supérieur à 50 % pour les trois premières années d'étude, tandis que l'abandon est assez élevé pour la classe de CP1, soit 16,77 %.

En moyenne, pour toutes les classes, 45,26 % des élèves passent en classe supérieure, 47,95 % redoublent la classe et 6,74 % des élèves abandonnent. Ces taux élevés de redoublement et l'abandon montrent l'inefficacité de l'enseignement dans la CISCO. Cela est dûe à l'insuffisance du nombre des enseignants, l'insuffisance des ressources financières des parents, l'insuffisance de suivi, de contrôle et d'encadrement pédagogique, et l'insuffisance des documents et matériels didactiques, ainsi que de l'inexistence de bibliothèques. La proportion élevée des abandons en CP1 est due au fait que les élèves quittent l'école pour devenir des malfaiteurs ou des voleur – drogués

Après avoir vu le taux de flux dans le niveau primaire, nous allons effectuer la même analyse au niveau secondaire c'est-à-dire aux CEG et du LYCEE.

Le tableau suivant montre le taux de flux dans la CISCO d'Ambanja au niveau CEG en 2007/2008.

**Tableau XLIV: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja du CEG en 2007/2008 en %**

Comportement	Année d'étude			
	6 <sup>ème</sup>	5 <sup>ème</sup>	4 <sup>ème</sup>	3 <sup>ème</sup>
Promotion	52,20	76,12	66,37	29,87
Redoublement	28,91	6,55	23,00	42,69
Abandon	18,59	17,23	10,63	27,44
Ensemble	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja division de la programmation, année 2009.

Le taux de promotion dépasse 50 % pour les quatre années d'étude, et le plus élevé se trouve en classe de 5<sup>ème</sup>, soit 76,12 %. Pour le redoublement, le taux le plus élevé se trouve en classe de 3<sup>ème</sup>. Et le taux d'abandon le plus élevé se trouve en classe de 3<sup>ème</sup>, puis en classe de 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>. En général, le taux d'abandon dépasse 10 %. En moyenne, pour toutes les classes, 56,14 % des élèves passent en classe supérieure, 25,29 % redoublent la classe et 18,56 % des élèves abandonnent. Ces taux élevés de redoublement et d'abandon montrent

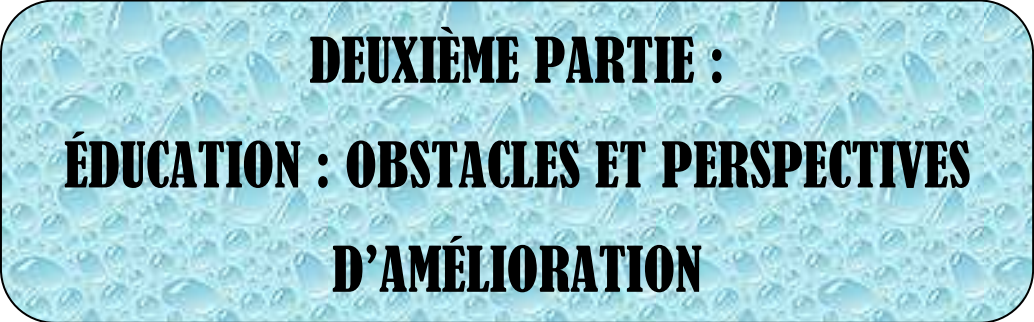
l'inefficacité de l'enseignement dans la CISCO d'Ambanja. Ces causes sont les mêmes que celles du niveau primaire.

**Tableau XLV: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja du LYCEE en 2007/2008**

Comportement	Année d'étude		
	2 <sup>nde</sup>	1 <sup>ère</sup>	T <sup>le</sup>
Promotion	62,50	38,09	43,97
Redoublement	25,00	23,80	56,66
Abandon	12,50	38,11	- 0,37
Ensemble	100,00	100,00	100,00

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja : division de la programmation, année 2009.

Le taux de promotion le plus élevé se trouve en classe de 2<sup>nde</sup>, soit 62,50 %, et le plus faible en classe de 1<sup>ère</sup>, soit 38,09 %. Pour le redoublement, le plus élevé se trouve en classe de T<sup>le</sup>, soit 56,66 %, et le taux d'abandon le plus élevé se trouve en classe de 1<sup>ère</sup>. Le taux de redoublement en terminale montre l'inefficacité de l'enseignement dans ce secteur. La situation est toujours la même que ce soit au niveau primaire et secondaire. Le taux d'abandon négatif en terminale peut s'expliquer par le fort pourcentage du taux de redoublement et de promotion.



**DEUXIÈME PARTIE :**  
**ÉDUCATION : OBSTACLES ET PERSPECTIVES**  
**D'AMÉLIORATION**



La deuxième partie est la partie principale de notre ouvrage. Dans le premier chapitre, nous évoquerons l'éducation face au développement communal. Et dans le deuxième chapitre, nous aborderons les problèmes affectant l'enseignement général dans la CISCO d'Ambanja. Enfin, dans le troisième chapitre, nous aborderons les mesures de redressement.

# CHAPITRE I : L'ÉDUCATION FACE AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAL

L'éducation joue un rôle clé dans le processus de croissance et de développement économique d'un pays. L'inégalité du système éducatif reflète le niveau d'avancement d'un pays, ou d'un milieu bien déterminé. Pour dégager les différents problèmes touchant ce secteur, dans la CISCO d'Ambanja, nous allons aborder, dans ce présent chapitre, la définition et l'importance de l'éducation dans le développement économique d'une région.

## Section I : Notions générales de l'éducation et développement

### I-1- Définition de l'éducation

L'éducation peut être définie comme un ensemble de connaissances, d'aptitude et d'attitude qui permet de reconnaître les valeurs requises pour la vie commune. En d'autres termes, elle consiste à acquérir des connaissances, des compétences, des qualifications, et ce processus se déroule dans le temps.

Plusieurs définitions portent encore sur ce terme :

« L'éducation correspond à l'ensemble des moyens permettant le développement des facultés physiques, psychiques et intellectuelles d'un être ».

« L'éducation est l'ensemble des moyens permettant le développement des facultés physiques, morales et intellectuelles d'un être humain. Par extension, l'éducation désigne également le moyen mis en place pour permettre ces apprentissages »<sup>1</sup>.

« L'éducation consiste à développer les capacités morales, intellectuelles et physiques d'un enfant. L'instruction tend plus spécialement à la transmission des connaissances techniques qui permettront à un enfant d'entrer dans la vie professionnelle et sociale »<sup>2</sup>.

« L'éducation est l'ensemble des savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires à l'intégration d'un être au sein d'une société »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Education-wikipedia.htm

<sup>2</sup> w.w.w.polville13.net/thèmes/contrat/glossaire.htm

<sup>3</sup> Wikipedia.org/wiki/éducation

« L'éducation est indissociable à la vie de l'homme. Elle développe ses facultés physiques, intellectuelles et morales de l'homme et constitue l'élément principal du capital humain »<sup>1</sup>.

Le savoir désigne l'ensemble des connaissances intellectuelles acquises grâce à l'éducation.

Dans un sens plus large, l'éducation permet d'acquérir, au mieux, des compétences pratiques, utiles à l'exercice d'une activité, et de maîtriser les actions et réactions adaptées à l'environnement humain ; on parle alors d'un savoir-faire et d'un savoir-être.

GARY Becker économiste de l'éducation assimilait l'éducation en termes de « capital humain ». Le capital humain désigne les « capacités intellectuelles et professionnelles d'un individu, capacités propres qui lui permettent d'assurer des revenus monétaires futurs »<sup>2</sup>

En d'autres termes, le « capital humain est l'ensemble des capacités productrices d'un individu, que ce soit ses savoirs (exemple : connaissance technique), ses savoir-faire (capacité à utiliser ses connaissances dans le cadre d'une activité professionnelle), ou ses savoir-être (acceptation d'une discipline de travail, capacité à travailler en équipe, etc....)<sup>3</sup>.

L'éducation est ici considérée comme un investissement, et cet investissement permet d'assurer un revenu plus élevé dans le futur. Elle vise donc à former les hommes à assumer sa responsabilité, le préparer à la coopération et à la résolution constructive des conflits, et à être capable de résoudre des problèmes environnementaux.

## **I-2- Education, clé du développement**

L'aggravation de l'insécurité sociale et économique et l'inquiétude que suscite l'épuisement des ressources non renouvelables, ont entraîné une remise en cause radicale de la notion de croissance, envisagée désormais dans une perspective plus large, à visage humain. On voit apparaître le rôle attribué à l'éducation dans le développement, pour l'amélioration du niveau de vie, car le véritable développement se fait avec des citoyens instruits, et non des ignorants

---

<sup>1</sup> Luc Hermann RATSEFENARISON, Mémoire de maîtrise en Economie, en 2004, p 66

<sup>2</sup> Jean Yves CAPUL ; Olivier GARNIER, Dictionnaire d'économie et de science sociale. Hatier, 1996, p45

<sup>3</sup> Philippe DEUBEL, Marc MONTOUSSE, et al, Dictionnaire des sciences économiques et sociales, Rosny 2002.p336.

se traduisant en terme de « croissance initiative ». Il ne faut pas confondre croissance et développement, même si ces deux notions sont liées. La croissance est un phénomène économique quantitatif, donc mesurable, caractérisant l'augmentation des richesses produites par un pays, sur une période donnée. La croissance est une condition nécessaire pour le bon déroulement du processus de développement, mais celui-ci est aussi indispensable à la poursuite de la croissance.

Le développement et la croissance sont des notions très liées, mais ils se différencient par leur caractéristique.

« Le développement est une évolution des mentalités et des institutions qui permet l'apparition de la croissance et sa prolongation sur une longue période »<sup>1</sup>. En d'autres termes, il désigne « un processus qualificatif de transformation des structures économiques, sociales et mentales qui accompagne et favorise la croissance économique d'un pays, le développement s'inscrit dans la longue durée »<sup>2</sup>.

Il correspond à « l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique »<sup>3</sup>.

La croissance, quant à elle, se définit comme « un certain mode de comportement, de certaines grandeurs économiques (PIB ou PNB par tête) en fonction du temps »<sup>4</sup>.

En d'autres termes, la croissance économique se définit comme : « un processus quantitatif se traduisant par l'augmentation, au cour d'une longue période, d'un indicateur représentatif de la production de richesse d'un pays »<sup>5</sup>.

Elle signifie aussi « élévation du revenu par tête et du PIB (Revenu par tête = produit national brut - valeur de tous les produits et services générés par l'économie d'un pays en un an, divisé par la population totale »<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Ahmed SILEM, Jean Marie ALBERTINI; Lexique Economique 5è Edition. DALLOZ Paris 1995, p198

<sup>2</sup> Philippe DEUBEL, Marc MONTOUSSE, et al, Dictionnaire des sciences économiques et sociales, Rosny 2002.p 127

<sup>3</sup> Jean Yves CAPUL ; Olivier GARNIER, Dictionnaire d'économie et de science sociale Hatier, 1996, p 136.

<sup>4</sup> Gatien HORACE ? Cours de croissance et fluctuation, Université de Toamasina 2006

<sup>5</sup> Philippe DEUBEL, Marc MONTOUSSE, et al, Dictionnaire des sciences économiques et sociales, Rosny 2002.p 118

<sup>6</sup> Roland MODONGY, Cours d'économie de développement, année 2007.

A partir de ces différentes définitions, on peut conclure que le développement est une cause et en même temps une conséquence de la croissance. On ne peut donc pas passer au développement sans une croissance économique, mais au contraire, un pays peut être en phase de croissance, sans développement. Comme la croissance favorise l'augmentation du revenu par tête, elle engendrera ainsi une amélioration du niveau de vie de la population, à travers la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation, chômage et réduction des inégalités).

Néanmoins, pour obtenir cette croissance, il y a des mentalités prêtes à accepter un changement bien orienté vers le processus de développement. Cette mentalité est le reflet d'une meilleure éducation de la population.

Désormais, l'éducation de type scolaire est indispensable pour modifier les attitudes, de façon à ce que la population ait la capacité d'évaluer les problèmes de développement et de s'y attaquer, car le droit au développement est universel et inaliénable.

## **Section II : Les indicateurs de développement**

Les indicateurs de développement sont utilisés pour comparer et mesurer le niveau de développement d'un pays à un autre. Ils désignent ainsi la réussite économique ou l'échec d'un pays, sur la base d'un ensemble de variables.

### **II-1 : Les indicateurs de niveau de vie**

Les indicateurs de niveau de vie reposent sur trois principaux éléments :

- le niveau de revenu par tête,
- le niveau de consommation alimentaire,
- la situation sanitaire.

Le niveau de revenu par tête ou le produit intérieur brut par tête est l'indicateur le plus utilisé, car c'est à partir de la structure du PIB qu'on peut évaluer la croissance économique d'un pays. Le faible niveau de cet indicateur implique donc le sous-développement.

Une alimentation insuffisante tant en quantité qu'en qualité est aussi une expression du sous-développement, la norme en la matière c'est une ration

alimentaire de 2133 calories par jour. Elle est nécessaire pour assurer une vie normale.

La situation sanitaire, au niveau des pays développés est marquée par l'absence de maladies endémiques et de la malnutrition, qui est mesurée à partir du taux brut de mortalité, de la mortalité infantile et du nombre d'habitants par médecin. Le facteur hygiène, l'accès à l'eau potable, l'existence d'un équipement sanitaire et d'un centre sanitaire bien développé et accessible pour la majorité de la population constitue un signe de développement économique.

Au-delà de ces trois indicateurs, on peut relever ceux qui ont été pris en compte par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

## **II-2 : Les indicateurs proposés par le PNUD**

A partir de 1990, le PNUD a introduit quelques indicateurs utiles, permettant de mesurer et de classer les pays, et même les régions, selon leur niveau de développement.

Cette mesure du développement est basée sur le calcul de quelques indicateurs :

♥ L'indicateur du développement humain (IDH) qui privilégie la longévité à partir de l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'instruction à partir de l'alphabétisme des adultes, et le taux brut de scolarisation, enfin le niveau de vie qui sera apprécié à partir du PIB par habitant.

L'IDH, considéré comme « indicateur synthétique compris entre 0 et 1 mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné, selon trois critères essentiels de développement humain : « la possibilité de vivre longtemps et en bonne santé, la possibilité de s'instruire et la possibilité de bénéficier de condition de vie décente ». Chaque élément de cet indicateur a respectivement une valeur minimale :

- de 25 à 85 ans pour l'espérance de vie ;
  - de 0% à 100% pour l'alphabétisme des adultes et le taux brut combiné de scolarisation ;
  - de 100 US\$ à 40000 US\$ pour le PIB par tête en parité de pouvoir d'achat.
- Cet indice est inférieur à 0,600 pour les pays à faible revenu, entre 0,6000 à 0,9000 pour les pays à revenu moyen, et enfin supérieur à 0,9000 pour les pays développés.

♥ A côté de ce premier indicateur, s'ajoute un autre qui est l'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH), corrigeant l'IDH en fonction des inégalités entre hommes et femmes. Il est composé des mêmes variables que l'IDH, mais il reflète les disparités sociologiques entre les sexes, en utilisant l'indicateur de la participation des femmes.

L'IPF tient compte de la participation des femmes à la vie économique, sa place au niveau politique et professionnel, ainsi que leur niveau de revenu. Cet indicateur a une valeur comprise entre 0 et 1 et elle est proche de 1, lorsque la participation de la femme est plus grande.

♥ Enfin, l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH) permet de mesurer l'ampleur de la pauvreté. Il est toujours composé des trois variables de l'IDH, mais analysées sous l'angle des manques : probabilité de décéder avant l'âge de 40 ans, l'exclusion du monde de la lecture et de la communication, exprimée par le taux d'alphabétisme des adultes et le non accès à un niveau de vie décent. Les résultats des analyses faites au cours de l'année 2007 à 2009 nous montrent les différentes valeurs de chaque indicateur de développement du district d'Ambanja.

**Tableau XLVI: Indicateurs de développement humain pour le district d'Ambanja (année 2007-2009)**

Indicateurs	2007	2008	2009
IDH	0,420	0,429	0,457
ISDH	0,416	0,425	0,455
IPF	0,382	0,404	0,408
IPH	0,475	0,445	0,439

Source : INSTAT Antsiranana, année 2009.

Ce tableau fait apparaître des indicateurs tournant autour de 0,380 à 0,460 ; cela prouve que notre pays est classé parmi ceux qui sont à faible développement humain. Par contre, on constate que ces chiffres ont tendance à évoluer durant les trois années successives 2007, 2008 et 2009, et cette évolution classe le district d'Ambanja parmi les districts ayant une évolution progressive en ce qui concerne la valeur de l'IDH. Ces différents indicateurs tiennent compte du niveau d'éducation de la population. Les résultats obtenus au cours de l'année

2007 à 2009 pour le district d'Ambanja, nous donne les valeurs respectives de chaque indicateur<sup>1</sup>.

Ces chiffres reflètent un faible niveau de développement du district, et bien évidemment un faible niveau d'éducation, car tout développement économique devrait passer par l'amélioration du bien être de la population. L'accès aux services sociaux de base (services sanitaires et éducatif) et une population bien instruit, plus compétente et plus habile dans ses activités constituent un moteur essentiel de relance de l'économie nationale et régionale.

### **Section III- Les impacts et rôles socio-économique de l'éducation**

L'éducation exerce des effets sur plusieurs générations, en ce qui concerne la santé, la nutrition et favorise le développement. Dans quel sens, une bonne éducation serait alors source de développement ?

#### **III-1- Effets et rôles de l'éducation sur le développement d'une région**

Il a été toujours dit que l'éducation est l'un des principaux moyens pour améliorer le bien être des individus. Cette éducation est, d'une part, acquise dans les établissements scolaires publics et privés (éducation fondamentale, l'enseignement secondaire, et l'enseignement supérieur), on parle alors d'une éducation formelle. D'autre part, on parle d'une éducation non formelle, lorsqu'elle est constituée de toutes les activités éducatives et de formation assurée en dehors du système éducatif formel (dans la famille, dans les communautés de base, dans les collectivités territoriales).

L'éducation, que se soit formel ou non, offre des possibilités d'apprentissage et de formation, et permet d'acquérir des connaissances, des compétences utiles, des compétences professionnelles.

En termes de développement économique et de pauvreté, l'éducation contribue à réduire la pauvreté, en augmentant la valeur de l'efficacité de la main d'œuvre fournie par les pauvres. Le DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté), version 2000, affirme que l'achèvement du niveau primaire réduit la chance d'être pauvre à 5%, et le niveau secondaire et universitaire à 17%. L'éducation influe donc sur la croissance économique. Les

---

<sup>1</sup> INSTAT Antsiranana année 2007



enseignements, les expériences acquises déterminent le développement futur dans tous les domaines de la vie humaine et des activités professionnelles. Savoir écrire et compter est la base qui ouvre la porte vers le développement. Toutefois, les connaissances acquises, une fois utilisées dans la réalisation des activités, accroissent la productivité du facteur travail et ouvrent l'accès à un niveau de revenu plus élevé. La capacité physique et intellectuelle de l'individu conditionne alors le niveau de revenu qu'il pourrait recevoir dans ces activités. Les revenus reçus par chaque individu diffèrent l'une de l'autre par leur niveau d'instruction ; s'il est élevé, la rémunération devient plus importante. Ce niveau d'éducation permet d'acquérir plus de compétences et de qualifications qui augmenteront la productivité. Cet accroissement fait croître la production et le PIB qui influe sur la croissance et favorise à son tour le développement économique.

L'éducation et la formation produisent donc des citoyens aptes à assurer l'exploitation rationnelle des richesses naturelles, et à être en mesure de s'adapter au changement afin de contribuer positivement au développement économique d'un pays.

En tenant compte du progrès technique, on peut dire que les différentes technologies sont les fruits d'une meilleure qualification et d'un esprit de créativité acquis grâce à l'éducation. Par ailleurs, ces nouvelles méthodes de production exigent une population active bien formée et intellectuellement adaptée. Si la majorité de la population d'un milieu bien déterminé est bien instruite et reçoit un minimum d'éducation, elle sera donc capable de trouver du travail, selon sa qualification, ce qui procurera des revenus plus élevés dans chaque foyer. A cet effet, les problèmes d'accès au service de base et de bien être seront réduits. Chacun pourra donc bénéficier du fruit de l'éducation, en matière d'amélioration de la condition de vie.

L'éducation réduit l'inégalité scolaire et économique. Elle place tous les individus sur le même pied d'égalité. Bourguignon Morrison affirme qu' « on ne peut réduire l'inégalité que par le biais du système éducatif ». Elle offre à tous la possibilité d'acquérir des connaissances, et la chance de préparer une vie active intégrée dans le développement économique, social et culturel, afin de lutter contre les inégalités. Là où les enfants deviennent des marchandises, l'éducation est un droit pour chacun et permet de lutter contre le travail des enfants qui est un signe de la pauvreté.

L'éducation au développement vise donc à changer la mentalité et les comportements de chacun, afin de construire collectivement un monde juste, solidaire et durable. Elle informe non seulement sur les causes de la pauvreté et du mal développement, mais elle éveille également l'esprit critique des citoyens et présente des alternatives et des propositions d'engagement accessibles à chacun<sup>1</sup>.

Le développement est ainsi obtenu par les effets de l'éducation, mais on peut aussi dire que le développement entraîne un meilleur accès à l'éducation.

### **III-2- Effets et rôles de l'éducation dans le domaine socioculturel**

Dans le domaine socioculturel, l'éducation joue un rôle clé dans le processus de transformation des individus. Elle est alors un moyen d'émancipation et de développement des individus.

L'éducation acquise, que ce soit formelle ou non formelle, vise à former des hommes capables d'assumer, chacun sa responsabilité, à les préparer à la coopération et à la résolution constructive des conflits, et à être capable de résoudre des problèmes environnementaux.

Les établissements d'enseignement, que ce soit primaire ou secondaire enseignent aux enfants, aux adolescents et aux jeunes le sens de la responsabilité et de l'initiative, ainsi que le respect des bonnes mœurs et des règles de bonne conduite. Ils développent donc la personnalité de l'individu. L'éducation civique fait partie intégrante des matières à enseigner dans les enseignements de base. Elle apprend aux élèves la base du respect envers les autres, afin de mieux s'insérer dans la société où ils vivent, et leur donne les instruments socioculturels nécessaires pour permettre de se développer et vivre sans complexe, dans toute autre société humaine.

L'éducation ne se limite donc pas au savoir et au savoir-faire, mais elle assure également la bonne insertion sociale du citoyen et se concentre sur les aspects culturels qui relèvent de la croyance. Le respect des pratiques culturelles, le respect d'autrui, le respect des mœurs et des coutumes, le respect de l'environnement, sont tous des signes et des effets d'une bonne éducation. Savoir

---

<sup>1</sup> <http://w.w.w.educasol.org>

bien organiser les activités, savoir gérer les conflits et savoir bien maîtriser ses responsabilités reflètent le niveau d'éducation d'un individu.

Un homme instruit ayant reçu un minimum d'éducation s'intègre facilement, aussi bien dans la société, que dans toutes les activités socioculturelles. La sensibilisation dans tous les secteurs ne sera plus difficile à faire, car plus les gens sont éduqués, plus ils comprennent mieux les messages et informations diffusées à travers cette sensibilisation. Avoir des parents bien instruits constitue aussi un avantage pour les enfants, car ils auront plus de chance de fréquenter l'école et de suivre des études plus longues, qui les préparent à être plus conscients que ceux d'aujourd'hui.

L'éducation offre donc un dispositif d'ensemble pour mieux vivre ensemble.

### **III-3- Effets de l'éducation dans le domaine sanitaire**

L'éducation a des effets sur plusieurs générations, en ce qui concerne la santé. L'éducation informe les individus, les collectivités sur les risques qui menacent leur santé. Elle rend la personne apte à comprendre la nécessité et le respect des règles d'hygiène. L'éducation ne reste pas seulement sur son rôle d'information et de compréhension, mais elle change l'aptitude et le comportement de l'individu, de façon à agir vers une amélioration du style de vie, afin de supprimer toutes les habitudes qui pourraient nuire à sa santé. Elle atténue donc les conséquences sanitaires dues à la pauvreté.

Grace à l'éducation, les parents arrivent beaucoup plus à assumer pleinement leur responsabilité, à travers l'hygiène de leurs enfants, et assurer les contrôles sanitaires réguliers. L'accessibilité au service sanitaire serait indispensable pour assurer ces contrôles, mais il faut également que la population soit motivée à utiliser les services de la santé mis à leur disposition. Dans plusieurs communes de Madagascar, et surtout dans les communes rurales, la population s'intéresse beaucoup à la médecine traditionnelle, et ne voit pas trop la nécessité des services sanitaires que leur offrent les hôpitaux. Cette mentalité justifie le faible niveau d'éducation de la population, car pour eux, les hôpitaux sont les derniers recours, dans la mesure où la maladie n'a pas été guérie par les traitements traditionnels. Face à cette situation, l'éducation permet de fuir cette mentalité et permet de comprendre l'importance des services offerts par les hôpitaux. La sensibilisation serait d'autant plus plus facile à faire pour un homme

instruit, car il comprendra plus vite l'objectif à atteindre, à travers cette communication, quels que soient les moyens utilisés pour le transmettre (affichage, conférence,...). Prenons par exemple la sensibilisation pour la lutte contre les IST (Infection Sexuellement Transmissible). L'éducation facilite la sensibilisation entre les agents responsables et la population cible. Une population bien instruite pourrait mieux comprendre l'importance de l'utilisation des préservatifs pour se protéger de l'IST.

L'éducation joue un rôle très important dans la réduction du taux de mortalité. Elle prévient d'abord, l'individu des dangers qui menacent sa vie. Ensuite, elle l'aide à prendre des décisions, et l'oriente vers le diagnostic de traitement précoce, avant l'arrivée de la maladie. Prenons à titre d'exemple la vaccination. Par le biais de l'éducation, les parents arrivent à comprendre la nécessité de la vaccination, afin d'éviter et de prévenir certaines maladies qui pourront attaquer leurs enfants.

Le niveau d'éducation a une forte relation avec la fécondité. L'hypothèse de COCHRANE affirme que l'éducation a un effet indirect sur la fécondité, car elle influe sur les facteurs qui déterminent la demande et l'offre d'enfants, et le facteur régulant la fécondité. Le comportement de la fécondité d'une population est un facteur clé qui détermine la croissance. Cette fécondité est beaucoup plus contrôlée dans les pays développés, où le niveau d'éducation est plus élevé. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus on assiste à une diminution significative de la fécondité. Par ailleurs, lorsque leur revenu augmente, la demande de qualité augmente donc plus rapidement que la demande de la quantité, car il se soucie beaucoup plus de l'amélioration de la santé, de l'amélioration de l'éducation de leurs enfants. La valeur du temps consacré aux enfants est donc plus importante, dans le cas où les parents ont suivi des études supérieures. Cependant, l'éducation peut influencer la demande d'enfant, à travers une modification des préférences. Toutefois, la hausse du niveau d'éducation retarde l'âge de mariage, l'âge auquel les couples reçoivent leur premier enfant. Elle agit également sur la participation des femmes au travail, car l'activité professionnelle d'une femme provoque un effet sur la taille désirée dans la famille. Il existe donc un phénomène de feed-back entre l'éducation et la participation de la femme à la force de travail, car l'éducation permet aux femmes d'accéder au marché du travail, et cet accès au travail passe également par l'éducation. Cette relation provoque une diminution

de la fécondité, puisque le faible taux de natalité est le résultat de l'augmentation de la participation des femmes dans la force de travail.

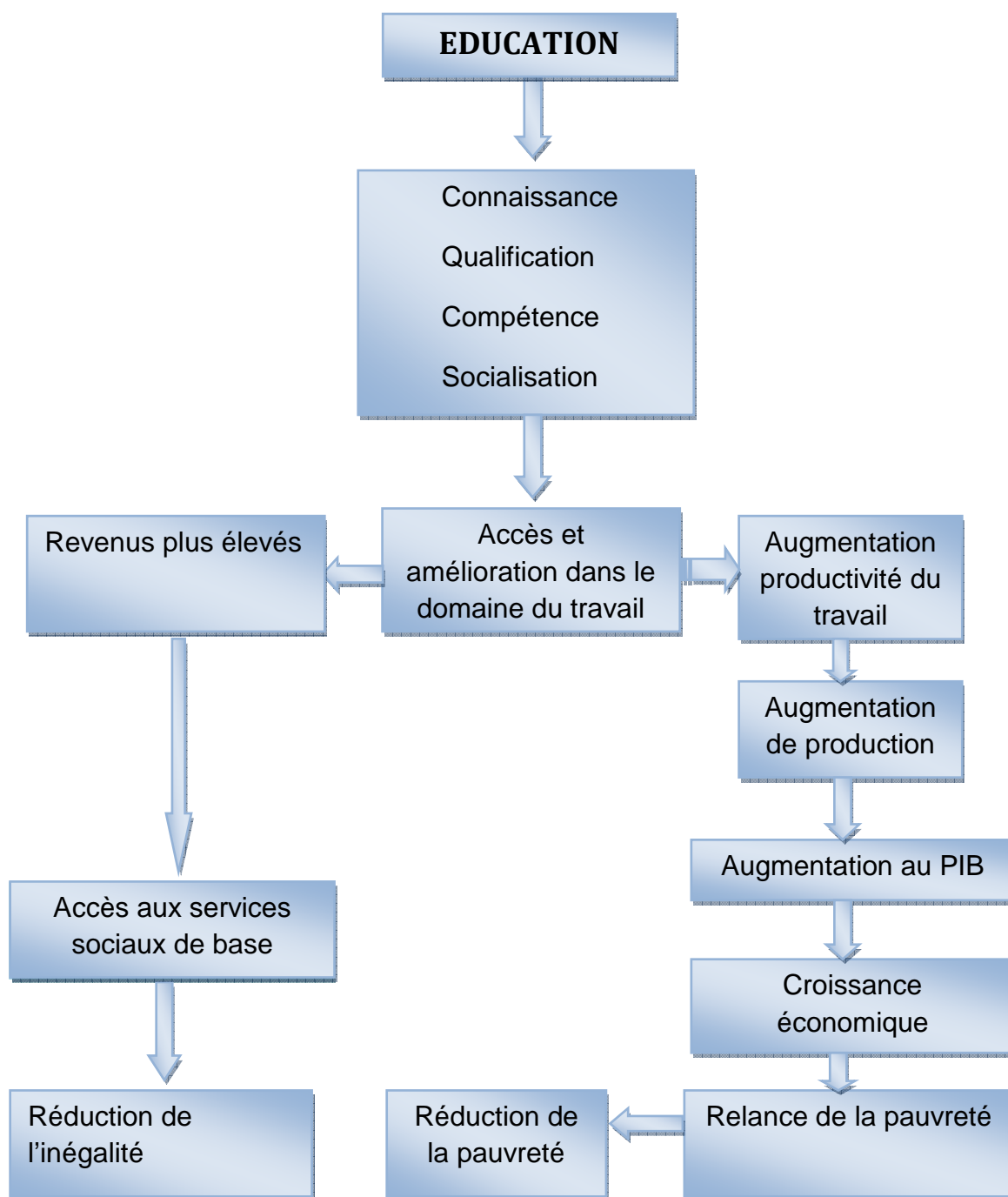
Au sein du foyer familial, l'éducation affecte la régulation de la fécondité à travers la communication entre mari et femme dans leur décision d'avoir un enfant. De plus, l'éducation facilite l'acquisition et l'utilisation des informations, en ce qui concerne les contraceptifs et le planning familial.

Elle modifie donc le comportement et l'attitude des couples à mieux contrôler la fécondité. De plus, les mères instruites font appel, le plus souvent, au planning familial et aux méthodes contraceptives pour gérer le nombre de leurs enfants. Il est de plus en plus prouvé que la pauvreté touche d'avantage les ménages ayant un nombre d'enfant très élevé. Avoir moins d'enfants constitue un pas en avant en faveur de la lutte contre la pauvreté. L'éducation de la femme paraît être la meilleure solution pour contrôler le nombre de natalité.

A partir de tous les effets de l'éducation sur la fécondité, on peut donc dire que l'élévation du niveau d'éducation des femmes a plus de chances de réduire la fécondité que l'élévation de celui des hommes.

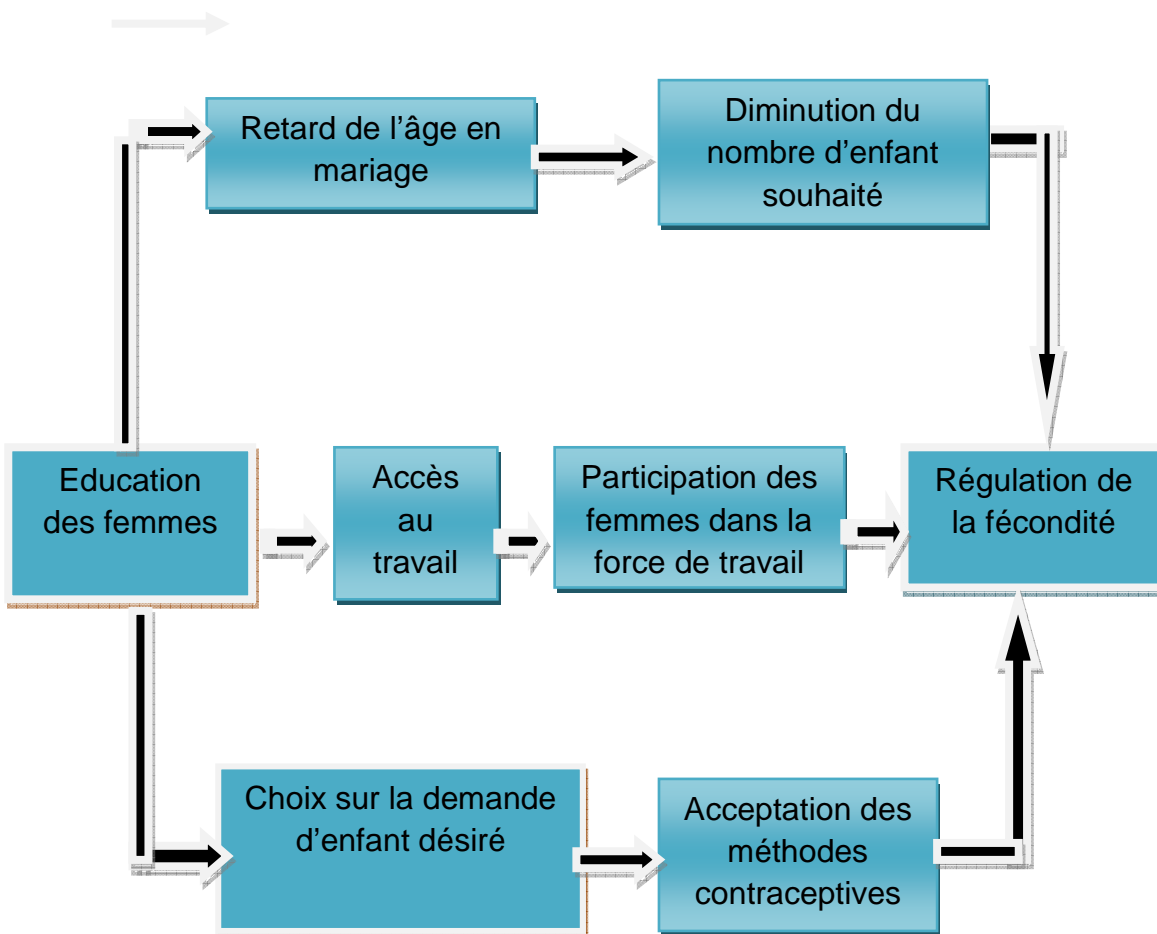
Tous ces différents impacts de l'éducation sur les domaines économiques et sociaux, ainsi que sur la fécondité sont schématisés de la façon suivante :

**Schéma n°1 : Impacts de l'éducation sur les domaines économiques et sociaux**



Source : INSTAT Antsiranana, année 2009

## Schéma n°2 : Effets de l'éducation sur la fécondité



Source : Bureau du Service de Santé du District (SSD) d'Ambanja, année 2009

Pour Madagascar, l'éducation, en général, est parmi les premiers facteurs essentiels dans la lutte contre la pauvreté. L'enseignement malgache se trouve encore dans une situation assez délicate. Depuis une décennie, tous les enfants malgaches d'âges scolaires ne fréquentent pas tous l'école.

Après avoir étudié l'importance et les impacts de l'éducation sur les domaines socio-économiques, nous allons aborder, dans le chapitre suivant, les problèmes généraux de l'inefficacité du système éducatif dans la CISCO d'Ambanja.

## **CHAPITRE II : LES PROBLEMES AFFECTANT L'ENSEIGNEMENT GENERAL DANS LA CISCO D'AMBANJA**

L'étude effectuée dans le chapitre III de la première partie, nous montre la faiblesse de l'enseignement général dans la CISCO d'Ambanja. Cette situation est due à plusieurs facteurs qui influent sur le niveau d'enseignement des élèves. L'objectif de ce chapitre est donc d'identifier les différents problèmes touchant le secteur éducatif dans le district d'Ambanja.

### **Section I : Problèmes au sein des établissements**

Les problèmes rencontrés au sein des établissements sont de diverses formes :

#### **I-1- Problèmes d'infrastructures**

Bien que le gouvernement malgache ait essayé de renforcer le système éducatif, en mettant en place des Lycée dans chaque district, des CEG dans chaque commune et des EPP dans presque tous les quartiers et les communes rurales dans le district d'Ambanja, les problèmes d'infrastructures scolaires persistent toujours. Malgré les réhabilitations faites au niveau de chaque EPP et CEG du district d'Ambanja, les infrastructures existantes actuelles sont encore loin de pouvoir satisfaire les demandes des parents. Le nombre d'école existant reste encore insuffisant, par rapport à l'évolution de l'effectif des élèves, et c'est la raison pour laquelle les chefs d'établissements sont obligés de refuser beaucoup d'élèves. Cette situation est la cause de la prolifération des établissements privés dans ce district.

L'insuffisance de bâtiments scolaires entraîne le sureffectif des élèves dans les salles de classe et aussi la réduction de la durée de l'enseignement. Comme on a pu constater dans le tableau n°25, certaines ZAP souffrent de la pénurie de salles de classe pour les EPP, car au lieu d'être équipées d'au moins cinq salles de classe, certaines ne sont qu'au nombre de trois (3) ou quatre(4). Cette situation crée également des problèmes pédagogiques, car ces établissements sont obligés d'adopter un système de classe multigrade qui comprend deux ou plusieurs années d'études différentes. Dans certaines classes, au lieu d'avoir des cours complet tout au long de la journée. Ils sont obligés de les réduire à une demi-journée seulement. Normalement, les écoles primaires publiques devraient dispenser un enseignement à temps plein (entre 6 à 8 heures



par jour). La place où se trouvent les établissements scolaires affecte aussi le niveau d'enseignement des élèves. Certains établissements sont situés à côté des marchés, dans des lieux où il y a beaucoup de bruits qui perturbent et diminuent la concentration des élèves, aussi bien que des enseignants.

L'insuffisance d'infrastructure scolaire, la pénurie de salles de classe constituent donc des obstacles à la réalisation des objectifs d'accès à l'école, car on suppose que même s'il y a des enseignants bien qualifiés pour l'apprentissage, on ne peut produire de bons résultats, sans avoir des locaux et mobiliers (tables bancs, table et chaise de maître, tableaux noirs) spécialement conçus pour l'enseignement.

## **I-2- Manque de matériels didactiques**

Le problème d'insuffisance de manuels didactiques pour les élèves et pour les enseignants influe sur la qualité de l'enseignement. Même si la majorité des budgets alloués à la CISCO, aux EPP, aux CEG et aux Lycées ont été utilisés dans l'achat de matériels et de mobiliers de bureau, les établissements scolaires dans le district d'Ambanja souffrent encore de l'insuffisance de matériels éducatifs. Les bibliothèques ne sont pas toujours équipées de livres au programme ; ils ne répondent donc pas aux besoins des élèves et ne sont pas des lieux de documentation efficaces pour tous. De la même manière, le laboratoire souffre de manque de matériels utiles pour effectuer des expériences.

En se référant aux années 90, on peut dire que des améliorations ont été faites, actuellement, au niveau des matériels éducatifs, car chaque année, les élèves primaires des établissements publics et privés ; sont dotés de KITS et de manuels scolaires. Il en est de même des enseignants, mais le problème se pose au niveau de la gestion de ces matériels. Toutefois, on constate aussi une insuffisance de guide pédagogique pour les maîtres, or ces manuels pédagogiques servent à orienter et à améliorer la qualité des enseignements offerts.

Les guides pédagogiques des enseignants sont considérés comme des matériels pédagogiques qui favorisent la réussite scolaire. En effet, toutes ces insuffisances qualitatives de matériels didactiques ont des effets négatifs sur la performance des élèves et influent sur la réussite de ces derniers.

### **I-3- Insuffisance des enseignants**

La circonscription scolaire(CISCO) d'Ambanja est confrontée au problème lié à la disponibilité d'enseignant. L'accroissement rapide des effectifs des élèves n'a été guère accompagné par un accroissement du nombre d'enseignant. Cette situation se justifie par le chiffre élevé du ratio élève par maître, surtout dans les établissements primaires publics. Bien que des recrutements et des augmentations aient été faits sur ce point, on peut dire qu'il est encore considéré moindre par rapport aux nombres des enfants scolarisés dans le district d'Ambanja. L'existence de classes multigrades, met aussi en évidence cette situation, car en plus de l'insuffisance des salles de classe, l'insuffisance des enseignants oblige certains établissements primaires publics à engager un enseignant qui assure des cours dans plusieurs classes.

La répartition et l'affectation des enseignants entre les différents établissements méritent donc une attention plus particulière, puisque cela constitue un élément clé dans la gestion du système et dans la production des services éducatifs.

### **I-4- Faiblesse de la qualité académique des enseignants**

Pour éduquer les élèves, il faut un niveau d'éducation et de formation suffisant pour former les élèves à différents apprentissages. C'est sur ce point que se pose la majorité des problèmes en matière d'enseignement. En effet, on assiste fréquemment aux phénomènes suivants :

- l'insuffisante qualification des enseignants ;
- l'insuffisant niveau de formation des enseignants ;
- le faible niveau de motivation des enseignants.

Le faible niveau de compétence de certains enseignants ou plus précisément leurs difficultés pédagogiques, se répercutent sur les résultats des examens et du niveau des élèves. La méthode d'apprentissage, c'est-à-dire la capacité de transmettre aux élèves un savoir et des compétences, le savoir-faire des enseignants est souvent l'objet de critiques. La plupart des enseignants recrutés n'ont pas le niveau d'éducation et de formation nécessaire pour maîtriser les programmes scolaires qu'ils sont censés appliquer. Leur connaissance

pédagogique est parfois obsolète, et ce manque de qualification influe sur la qualité de l'enseignement dispensé.

L'insuffisance académique ou pédagogique des enseignants, en rapport avec leur niveau de qualification et de formation, influe sur les stratégies pédagogiques appliquées. Normalement, elles devraient varier en fonction du niveau. Des stratégies et des méthodes d'apprentissage adaptées aux petites classes ne peuvent plus être appliquées aux élèves plus âgés. Cette approche n'est pas bien maîtrisée quand le niveau académique et pédagogique des enseignants est très bas. De plus, leur conception en matière de méthodes pédagogiques se résume à écrire au tableau et à dicter un cours, sans véritablement dialoguer, échanger avec les élèves, pour transmettre un savoir.

La qualité de l'enseignement ne dépend pas seulement des enseignants, elle dépend aussi des chefs des établissements. La plupart du temps, l'appui pédagogique que reçoivent ces chefs d'établissement est très faible. Ils n'arrivent pas à assurer normalement leur rôle de direction et d'encadrement pédagogique, et l'absence d'incitation, de formation ne les poussent pas à assurer convenablement leurs tâches. L'insuffisance, voir même l'inexistence de contrôle et de suivi pédagogique de la part des chefs d'établissements sont parmi les causes de la négligence des enseignants dans l'accomplissement de leurs tâches. L'absence de discipline et d'organisation est un facteur de relâchement au niveau des établissements, et est une entrave à l'amélioration du niveau de l'éducation.

Parallèlement, on constate un certain manque de discipline et de contrôle des élèves par les enseignants, plus particulièrement dans les établissements publics. Ce relâchement constitue un facteur de plus qui pèse sur la motivation des étudiants.

Une éducation de qualité dépend aussi, en grande partie, des motivations des enseignants. Des faiblesses de leur part, des négligences et un manque d'assiduité et de conscience professionnelle auront des répercussions sur les élèves et leur niveau d'assiduité et de motivation.

Le ministère a tenté d'offrir aux enseignants des motivations financières, un logement dans l'enceinte des EPP, des CEG et des Lycée, mais jusqu'à maintenant, ce système n'a pas été entièrement couronné de succès, car l'administration rencontre des difficultés pour superviser les enseignants. On constate aussi que le faible niveau de salaire des enseignants ne leur permet pas

d'assurer le minimum vital. Dans la majorité des cas, un enseignant tient plusieurs classes, mais sa rémunération ne correspond, ni à ce qu'il mérite, ni au niveau de revenu nécessaire, dans un contexte marqué par la hausse du coût de la vie. Cette situation les oblige à compléter leurs revenus, en se livrant à d'autres activités, au détriment de leur métier d'enseignant et de la qualité de l'enseignement dispensé.

## **Section II- Problèmes au niveau des élèves et des parents**

En général, ces problèmes sont souvent liés au comportement des élèves et de leurs parents.

### **II-1- Problèmes touchant les élèves**

#### **II-1-1- L'absentéisme et le retard**

L'absentéisme et le retard sont les deux principaux problèmes que l'on constate chez les élèves. Les causes de l'absentéisme et du retard sont très nombreuses ; mais en général, elles sont dues à :

- l'éloignement de l'établissement ;
- l'exécution des tâches quotidiennes au sein du foyer familial ;
- au manque de motivation de la part de l'élève.

Comme le district d'Ambanja n'est doté que d'un seul(1) Lycée, les problèmes d'éloignement de ces établissements secondaires se posent pour les élèves qui habitent dans des endroits les plus éloignés. La distance parcourue par les élèves entre le domicile et l'école qu'ils fréquentent influe sur leur éducation. En effet, elle peut engendrer des retards, et parfois des cas d'absentéisme.

Certaines routes qui relient les communes rurales sont impraticables surtout pendant la saison des pluies et empêchent les élèves à aller en classe. Le taux de retard et d'absence n'est pas négligeable. C'est un problème récurrent au Lycée, particulièrement pour certains qui vivent dans les endroits éloignés, ou pour ceux qui vivent dans les communes périphériques. Ces élèves vivent seuls ou avec des frères ou des sœurs, et sont obligés d'aller s'approvisionner chez leurs parents, à chaque fin de semaine. Cette situation crée aussi des cas de retard et d'absence très fréquents. Dans certaines familles, les élèves sont obligés d'aider leurs parents dans leurs tâches quotidiennes, avant d'aller à l'école. Ne maîtrisant pas le temps de trajet pour se rendre à l'école, ces élèves seront ainsi

victimes de retards, presque quotidiens. La fatigue physique et intellectuelle de l'enfant influe donc sur sa volonté de suivre assidûment le cours.

En outre, on constate aussi que certains élèves se laissent dominer par la négligence de la ponctualité, surtout pour les élèves des EPP et des CEG. En parcourant le chemin vers l'école, ils s'adonnent d'abord à d'autres choses et traînent en cour de route avec leurs camarades. Cette négligence serait la cause de retard fréquent et incontrôlé de la part des élèves.

### **II-1-2- Le redoublement et l'abandon**

Dans la plupart des cas, le redoublement et l'abandon de classe sont provoqués par trois facteurs :

- l'absence et le retard incontrôlé ;
- la possibilité financière des parents ;
- le problème de sexualité.

L'absence fréquente et les retards incontrôlés évoqués précédemment perturbent le processus d'apprentissage, car l'élève n'arrive plus à suivre normalement les programmes et les cours dispensés à l'école ; cela a des conséquences sur l'acquisition des connaissances et les résultats aux examens. Ce problème d'absentéisme provoque ainsi un redoublement de la part des élèves, un genre de situation qui décourage et pousse les élèves à quitter tôt l'école.

Dans certains établissements, les règles qui n'autorisent pas les élèves à tripler ou quadrupler leur classe, et la limite d'âge exigée pour l'accès à certaines classes sont parmi les causes d'abandon.

Les cas les plus fréquents que l'on trouve actuellement c'est l'abandon de classe dû à la faiblesse des ressources financières des parents. Certains élèves quittent les CEG et les Lycée à cause de l'impossibilité de leurs parents à assurer les frais de scolarité de leurs enfants. Les élèves quittent prématurément l'école pour aller se marier, afin de n'être plus à la charge de leurs parents. Pour d'autres élèves, une fois arrivée à la maison, ils doivent aider leurs parents et n'auront pas de temps disponible pour réviser leurs leçons et faire leurs devoirs. Cette situation est plus fréquente, surtout pour les élèves dans les endroits où les parents vivent en partie des revenus tirés de l'agriculture. Vivant seuls, où avec des frères et des sœurs, ou même avec des parents, beaucoup d'élèves, surtout les filles sont

victimes de mauvaises fréquentations, de grossesses précoces et finissent par redoubler successivement leurs classes, pour aboutir enfin à abandonner les études.

La multiplication des dancings clubs dans le district, le tourisme sexuel et une mentalité trop orientée vers les loisirs ou vers des activités salariales très précoces, entraînent des redoublements et l'abandon de classe de la plupart des élèves.

Trop attirés par les biens de luxes, les jeunes d'Ambanja s'adonnent précocement à des activités rémunératrices, en dehors des heures de classe, cela nuit à leurs capacités intellectuelles, car les élèves ne pourront plus se concentrer entièrement sur les études. Le temps d'apprendre et de réviser leurs leçons est très réduit, c'est une des causes des mauvais résultats aux examens, de redoublement, et finalement d'abandon de l'école.

En plus de ces trois principaux problèmes, on peut aussi noter la mauvaise qualité de l'enseignement qui est dispensé aux élèves dans les établissements scolaires. La faiblesse et l'inefficacité de l'enseignement favorisent l'échec scolaire (redoublement,...). Un échec qui constitue un manque à gagner, tant pour les élèves, leurs parents que pour l'Etat qui a investi dans leur formation, sans qu'il n'y ait des retombées positives.

Ces échecs sont une source de dépenses, en rapport à la fois à l'augmentation des effectifs que représente un fort taux de redoublement (besoin en installation et équipements pédagogiques), sans pour autant être compensé par une meilleure qualification de la population. Le boom actuel de l'effectif des élèves, ajouté à une forte augmentation du taux de redoublement, engendre des dépenses supplémentaires pour l'accueil de ces élèves.

Enfin, on peut aussi noter une augmentation des dépenses des parents, car un redoublement de la part d'un élève revient à un double paiement des frais de scolarisation pour une même classe. Les dépenses en fournitures, les frais scolaires augmentent et se répètent, chaque fois qu'un élève échoue en classe. Le redoublement est donc synonyme de gaspillage et de dépenses supplémentaires ; ce favorise l'abandon.

Le redoublement incontrôlé allonge la durée des études pour les élèves et constitue une perte de temps pour son avenir. Redoublement et abandon ont chacun une incidence au niveau des élèves, des parents et de l'Etat. Quitter très

tôt l'école constitue un handicap en termes d'absence de qualification professionnelle, de risque de chômage et de pauvreté, faute d'accès à un emploi, ou à une activité rémunératrice.

Dans le milieu rural, l'enfant pense qu'étudier est inutile car beaucoup de diplômés sont au chômage et retournent à la campagne. A cet effet, beaucoup d'enfants abandonnent tôt l'école et préfèrent travailler aux champs comme leurs parents.

### **II 1 3- Les facteurs d'âge**

Le système scolaire dans la ville d'Ambanja est construit de telle sorte qu'à chaque niveau ou classe, à EFI, EFII comme à ES, correspond un âge dit normal. Dans les classes, tout élève ayant une année, deux années, voire trois années et plus que l'âge normal se trouve en retard scolaire. Mais cela ne veut pas dire automatiquement qu'il est en échec scolaire. « En fait, ce n'est pas le retard scolaire lui-même qui est directement signe d'échec, c'est ce qu'il sous entend : le ou les redoublements de classe ».

On constate qu'un nombre assez important d'élèves ont largement dépassé l'âge officiel d'admission à l'école : presque la moitié des élèves ont 8 ans, parfois 9 ans, lors de leur admission en classe primaire. Sans redoubler, les élèves termineront le cycle primaire à l'âge de 10 ans et le CEG à l'âge de 14 ans, et enfin du lycée l'âge de 17 ans. En effet, la cause tardive de l'entrée des élèves à l'école provient de leurs parents ; ils n'envoyant pas à leurs enfants à l'école, car ils savent que les enfants à l'âge de 6 ans semblent petits.

Pour l'enseignement primaire public dans le district d'Ambanja, l'âge des élèves varient effectivement de 6 à 15 ans. Ce retard au point de vu âge constitue un handicap non négligeable, pouvant influencer la performance des élèves. Normalement, si aucun redoublement n'a été mentionné dans leurs études, les élèves à l'âge de 15 ans termineront les fins du cycle dans les collèges (CEG). Cela implique que la faculté d'un être humain diminue quand l'âge avance. Un élève dont l'âge est supérieur à la moyenne de la classe capte moins que les autres, et n'arrive pas à s'adapter à l'école.

En plus, les élèves à l'âge de puberté sont très sensibles et ont tendance à abandonner leurs études pour des raisons multiples et personnelles.

## **II-2- Problèmes touchant les parents**

### **II-2-1- Manque d'encadrement**

L'absence d'encadrement de la part des parents est l'un des problèmes touchant le secteur éducatif. L'environnement familial est donc un des facteurs importants de la réussite ou de l'échec scolaire. Pour que la personnalité de l'élève s'épanouisse et se développe harmonieusement, il devrait être entouré d'une famille qui s'occupe de lui, tant au niveau éducatif, sanitaire et effectif ; une famille où il trouve bonheur, amour, compréhension et équilibre. Malgré l'importance de l'encadrement dans le domaine éducatif de l'enfant, beaucoup de parents n'arrivent pas à suivre et contrôler la scolarité de leurs enfants. Trop pris par leurs emplois ou activités salariales, les parents n'ont presque pas le temps ou s'abstiennent même de participer d'une manière effective à l'encadrement des études de leurs enfants. La plupart du temps, ils se contentent de financer leurs frais de scolarisation et de donner aux enfants les moyens pour vivre, sans se soucier de leur réussite scolaire. L'éducation scolaire reste alors pour eux une affaire uniquement de l'établissement.

En général, chaque élève doit se munir d'un carnet de correspondance, pour transmettre des messages entre les enseignants, le chef de l'établissement et les parents. Chaque semaine, ce carnet doit être contrôlé par les parents, mais ne disposant pas de temps libre ou négligeant cette méthode de communication, les élèves seront alors victimes d'un mauvais contrôle qui pourrait nuire à leur éducation. Cette négligence est perceptible lors des réunions des parents d'élèves, car souvent, ils ne sont pas très nombreux à assister aux réunions organisées par les chefs d'établissements, or c'est un des moyens efficaces pour savoir la situation et le comportement de leurs enfants au sein de l'établissement, leurs points forts, ainsi que leurs points faibles.

### **II-2-2- Le niveau d'instruction et la mentalité des parents**

L'éducation dépend de certaines caractéristiques familiales, tels que leur niveau d'instruction et leur mentalité. Les parents bien instruits prennent soin de leurs enfants. Ils se soucient beaucoup plus de l'éducation de leurs enfants et les encouragent à poursuivre leurs études, le plus loin possible. Ils les aident à faire des exercices et arrivent à les encadrer convenablement. Le niveau d'instruction



des parents entre donc en jeu dans la réussite de leurs enfants, mais il est désolant de dire que bon nombre de parents d'élèves dans le district d'Ambanja n'ont reçu qu'un minimum de scolarisation et n'ont même pas achevé le premier cycle d'études. Cette faiblesse de niveau d'instruction, constitue un obstacle pour le suivi et le contrôle de leurs enfants, car ils n'arrivent pas à assumer pleinement toutes leurs responsabilités vis-à-vis de l'encadrement de ces derniers. Ayant subi les effets de la malgachisation, certains parents n'arrivent pas à aider leurs enfants pour la compréhension et l'exploitation des leçons ou des cours qui sont actuellement donnés en langue française.

Ce bas niveau d'instruction se transmet ainsi à leurs enfants et c'est la raison pour laquelle la majorité des enfants ayant suivi des études plus longues sont issus de familles riches et bien instruites.

En ce qui concerne la mentalité des parents, certains pensent que l'école enseigne des choses sans liens directs avec la réalité quotidienne. Il n'est pas nécessaire pour eux de scolariser leurs enfants, en continuant leurs études jusqu'au CEG et au Lycée. L'essentiel, c'est seulement de savoir lire, écrire et compter ; une fois atteint cet objectif, cela est suffisant comme bagage pour entrer dans la vie active. L'éducation est aussi considérée comme incompatible avec le revenu qu'un enfant travailleur rapporte à la maison. Elle n'est pas considérée comme un investissement productif. Ils pensent alors que ce serait mieux de rapporter de l'argent pour la famille, pour s'en sortir un peu de la misère, que d'être bloqué dans une table banc, tout au long des années. Certes, certains pensent aussi qu'il n'est pas trop nécessaire pour les filles de poursuivre des études à des niveaux plus élevés, car lorsqu'elles vont se marier, elles seront à la charge de leurs époux et trouveront toujours les moyens nécessaires pour survivre.

Toutefois, bon nombre de parents pensent que l'obtention de diplômes n'est pas une condition nécessaire pour l'accès à un emploi rémunérateur. Vu le nombre de chômeurs diplômés, les parents ne sont plus motivés à investir davantage dans l'éducation de leurs enfants. L'augmentation du « taux de sous qualification » (occupé un emploi sous qualifié par rapport à la formation reçue) ou le phénomène de déclassement permet aux parents de conclure que l'éducation n'est pas le moyen efficace pour s'assurer un bon revenu et un avenir meilleur. Ce

genre de mentalité constitue aussi un frein au développement et à l'épanouissement des enfants, au niveau de l'éducation.

### **II-2-3- Au niveau du financement**

En ce qui concerne le financement des enfants par leurs parents, la hausse du niveau de vie, et partant, le faible revenu est le problème qui les affecte pour la scolarisation de leurs enfants. Certains parents ne peuvent plus financer leurs enfants et les obligent à quitter tôt l'école.

### **Section III- Problèmes économiques**

Comme Madagascar fait parti des pays en voie de développement, la pauvreté, les problèmes économiques et financiers touchent aussi bien les ménages que l'Etat. Ce genre de problème est un des obstacles pour le développement de l'éducation. Ainsi, il est à noter que le coût budgétaire de l'éducation, au regard de la productivité des enseignants se traduit par des rapports significativement négatifs. Bien sûr, les enseignants ont tendance à réclamer l'amélioration de leurs traitements sans aucun rapport avec le taux d'inflation existant dans le pays, afin de ne pas tomber dans l'extrême pauvreté.

#### **III-1- Faiblesse du pouvoir d'achat des ménages**

Le soutien que peuvent apporter les parents aux études de leurs enfants dépend de leurs moyens financiers. Le coût trop élevé de la vie actuelle et la faiblesse des revenus des ménages constituent un des graves problèmes qui affectent la scolarisation des enfants. Le niveau de vie de la grande majorité des familles à revenu très modeste ne cesse de se dégrader. Les parents manquent donc énormément de ressources financières pour investir dans l'éducation de leurs enfants.

Actuellement, l'Etat a essayé de se fixer comme objectif un enseignement gratuit dans les établissements publics, mais les dépenses en fournitures scolaires (uniformes, cahiers, stylos,...), les frais qui devront être payés tous les ans, les cotisations des parents d'élèves restent toujours à la charge des parents. Ces dépenses augmentent chaque année, à cause de la hausse du coût de la vie, et par conséquent, les parents n'arrivent plus à financer le coût de la scolarisation, ce qui oblige les enfants à quitter l'école très tôt.

Ces charges scolaires tendent aussi à augmenter pour chaque niveau d'études, car si pour le primaire, un enfant doit dépenser Ar 25700(128500Fmg)<sup>1</sup> par an, en 2008 , pour le niveau secondaire premier cycle (CEG), le chiffre est doublé et atteint Ar 51400 (257000Fmg) par an , et enfin Ar 60000 (300000Fmg) pour le niveau secondaire second cycle (Lycée). En supposant un cycle d'étude sans redoublement, pour finir le premier cycle (EFI), les parents devraient dépenser aux environs d'Ar 128500 (642500Fmg) pour les 5 années d'études, et Ar 205600 (1028000Fmg) pour terminer les 4 années d'études en EFII, et Ar 180000 (900000Fmg) pour les 3 dernières années au ES. Ces dépenses deviennent insupportables pour les parents qui ont plusieurs enfants, car en moyenne, un ménage a quatre(4) enfants. Elles deviennent encore plus lourdes pour les enfants qui ne sont pas accueillis dans les établissements privés. Les frais de scolarisation seront alors payés tous les mois et varient de Ar 15000 (75000Fmg), jusqu'à Ar 30000(150000Fmg), selon le niveau d'étude et la qualité de l'établissement. En plus de l'écolage, les frais d'inscription et les dépenses en fournitures, au début de chaque année scolaire, alourdissent les dépenses effectuées pour chaque enfant.

Par rapport au pouvoir d'achat des ménages, les coûts semblent extrêmement élevés cette situation décourage certains parents et les oblige à retirer prématurément leurs enfants du système scolaire, en cas de redoublement répété de la part de l'enfant.

### **III-2- Faiblesse du budget de l'Etat**

Le financement de l'Etat en matière d'éducation porte sur trois éléments :

- ❖ la part du PIB et du budget public consacré à l'éducation ;
- ❖ la part des budgets de l'éducation alloués à l'enseignement primaire et secondaire ;
- ❖ les orientations des dépenses dans les sous secteurs de l'éducation.

Des estimations faites au niveau mondial montrent qu'il faut au moins 7,1 milliards de dollars par an<sup>2</sup> , jusqu'en 2015, pour que tous les pays à faible revenu

---

<sup>1</sup> D'après nos propres enquêtes sur le Bureau de la comptabilité du CISCO Ambanja, Novembre 2009.

<sup>2</sup> [www.fistrckinitiative.org](http://www.fistrckinitiative.org)

parviennent à réaliser l'objectif de l'enseignement primaire universel<sup>1</sup>. Malgré la priorité accordée à l'éducation de base dans les OMD, le constat est celui d'une faible mobilisation de la communauté internationale sur cet objectif.

A Madagascar, il apparaît que l'éducation ne reçoit qu'un faible part du budget national. Les dépenses d'éducation ne représentent que 3,57%<sup>2</sup> du PIB malgache en 2004, et 3,26% en 2005, ce qui est encore très faible par rapport aux autres pays à faible revenu, dont le budget représente plus de 4% de leur PIB.

Cette faiblesse du budget consacré à l'éducation se répercute sur les budgets destinés à chaque CISCO, et les études faites dans le chapitre III de la première partie nous ont permis de constater que les budgets destinés aux EPP, aux CEG, au Lycée et à la CISCO d'Ambanja varient, tantôt à la baisse, tantôt à la hausse, ces trois dernières années.

Bien que des efforts aient été réalisés dans l'entretien et la réparation des bâtiments, ce qui représente une part importante du financement de l'Etat, le budget n'arrive pas à satisfaire tous les besoins en matière d'éducation, nécessaire pour assurer un enseignement pour tous et de qualité.

De plus, on remarque que l'orientation et l'affectation des budgets allouées par l'Etat aux établissements posent des problèmes. Il semblerait que ce budget n'est pas toujours affecté aux dépenses prioritaires en matière d'enseignement. On constate, d'autre part, une mauvaise gestion de la part des autorités concernées, ce qui ne favorise par la réalisation des objectifs en matière d'amélioration de l'enseignement.

On constate aussi qu'une part très importante des ressources est affectée à l'administration des écoles et aux fonctionnements scolaires (premier et second cycle) ; les budgets destinés au financement des activités d'enseignement est très faible, ce qui accentue le problème d'équité en matière de distribution de crédits.

Après avoir relevé les différents facteurs qui constituent les obstacles à l'efficacité du système éducatif, nous nous proposons, dans le troisième et dernier chapitre, d'apporter nos propres recommandations et propositions, en vue d'améliorer le système éducatif, pour parvenir à l'éducation primaire universelle et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement en général.

---

<sup>1</sup> L'UNESCO estime que les besoins entre 2005 et 2015 pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle dans les 79 pays les plus pauvres, sont de 7,1 milliards de dollars par an, alors que l'aide internationale a atteint seulement 1,7 milliards de dollars en 2003.

<sup>2</sup> Gouvernement. Plan d'action d'éducation pour tous 2003, Deuxième réunion des « AMIS DE MADAGASCAR », Paris le 22 Octobre 2003.

## CHAPITRE III : LES MESURE DE REDRESSEMENT

Les efforts entrepris par le gouvernement pour mettre en place une « éducation pour tous » et une « éducation de qualité » n'ont pas encore été couronnés de succès. La possibilité de fréquenter l'école et d'avoir une meilleure qualité d'enseignement n'est pas encore effective pour tous les enfants en âge d'être scolarisés. Face à cette situation, nous nous proposons de formuler diverses stratégies et propositions d'amélioration à court et à moyen terme pour l'efficacité du système éducatif national.

### Section I : Renforcement de la lutte contre l'analphabétisme

L'analphabète est défini comme : « une personne incapable de lire et écrire, comprenant un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne »<sup>1</sup>

« Toute personne qui est incapable d'exercer toutes les activités pour lesquelles l'alphabétisation est nécessaire dans l'intérêt du bon fonctionnement de son groupe et celui de sa communauté, de continuer à lire, écrire et calculer en vue de son propre développement et de celui de sa communauté »<sup>2</sup>

Lutter contre l'analphabétisme devrait figurer parmi les priorités du gouvernement, surtout pour un pays en voie de développement comme le notre. Cette lutte ne s'oriente pas seulement sur la nécessité de donner un minimum d'éducation à tous les enfants, mais devrait aussi consister à motiver la population à faire mieux comprendre l'importance de l'éducation. Pour ce faire, il serait indispensable de fixer certaines règles et objectifs précis.

L'analphabétisme est justement un fléau qui freine le développement humain et économique. Il constitue un grand obstacle pour le développement, car non seulement il provoque l'inégalité des citoyens, mais empêche également la population de participer de façon efficace au processus de développement et d'en tirer profit.

Un économiste, UZAWA, stipule également l'importance de l'éducation dans l'optique de développement économique. Il a dit que « le capital n'est que le savoir ». La dynamisation du secteur éducatif est donc, une œuvre indissociable

---

<sup>1</sup> Cours de l'économie de l'éducation, année 2007.

des opérations de développement économique. L'éducation est – elle en soi cruciale et devrait impérativement être prise en considération pour toute action menée, sinon le succès serait loin d'être perceptible. Certes, si le plus grand nombre de la population s'enlissent dans l'analphabétisme, le défi pour le développement de l'économie de l'éducation sera difficile à surmonter.

Il est aussi nécessaire d'éradiquer l'analphabétisme chez les adultes dans le district par des formations en dehors de l'école. Alors, pour pouvoir concrétiser tous ces programmes, les autorités de la région doivent mener une sensibilisation permanente pour l'éducation, non seulement des élèves et des enseignants, mais aussi pour la société toute entière (parents, pouvoirs publics, entreprise, . . . .

### **I-1- Assurer les droits et obligations des élèves**

Les droits et obligations des élèves concernent plus particulièrement les enfants d'âge scolaire, qui devraient avoir le droit d'accéder à l'enseignement primaire. L'objectif d'un enseignement gratuit constitue déjà un des éléments essentiels pour réussir « l'éducation pour tous », mais jusqu'à maintenant, on constate encore qu'un nombre important d'enfants malgaches sont privés de l'accès à l'enseignement primaire, qui devrait être obligatoire pour tous à partir de l'âge de six (6) ans, de manière à mieux lutter contre l'analphabétisme. L'enseignement primaire devrait en même temps être considéré comme un droit fondamental dont devrait pouvoir bénéficier tous les enfants. Pour ce faire, l'Etat doit à la fois :

- assurer les conditions d'accès à l'enseignement en garantissant la gratuité de l'enseignement ;
- rendre le cycle primaire obligatoire, afin de pouvoir s'assurer que tous les enfants auront achevé le cycle d'enseignement fondamental. Pour cela, il faut s'assurer que tous les enfants soient obligés d'entrer à l'école dès l'âge de 6 ans et que tous les parents respectent cette obligation édictée par l'Etat.

En matière de droits et obligations d'enseignement scolaire, cette stratégie devrait être accompagnée par des lois et d'une réglementation précise et applicable à l'ensemble de la population malgache. A ce titre, le gouvernement doit pouvoir collaborer avec les autorités compétentes, notamment les chefs de quartiers, pour le recensement des enfants d'âges scolaires qui ont déjà accès à l'enseignement, et le recensement des enfants qui devraient entrer dans le cycle

d'enseignement. Des contrôles devraient être renforcés dans chaque quartier, afin d'aboutir à l'objectif fixé.

Les droits et obligations des élèves doivent concerner le respect des règles établies, tant au niveau des enseignants et des chefs d'établissement. Il faut alors appliquer les sanctions prévues dans les règlements intérieurs des établissements, à tous les élèves qui s'absentent régulièrement, afin qu'ils se sentent obligés de suivre leurs cours. Ce régime doit être aussi soumis à des règlements interdisant tous les actes qui peuvent être sources de déperdition scolaire. Seul le chef d'établissement peut donner des sanctions sévères ou prononcer l'exclusion d'un élève (exclusion temporaire ou définitive), avec avis des enseignants, en cas d'une faute très grave de la part des élèves. Le respect de ces règles pourrait ainsi aboutir à assurer pleinement l'obligation d'accès et d'achèvement du premier cycle fondamental.

### **I-2- Améliorer l'instruction des jeunes filles et sensibiliser sur l'utilité publique de l'éducation**

Le secrétaire général de l'ONU Kofi A. Annan a affirmé que : « instruire une fille revient à instruire une famille entière. Et ce qui vaut pour les familles vaut également pour les communautés, et au bout du compte, pour des pays entiers. D'innombrables études nous ont appris que l'éducation des filles est le meilleur outil de développement qui soit. Aucune autre stratégie ne donne d'aussi bons résultats, lorsqu'il s'agit d'augmenter la productivité économique, de réduire la mortalité infantile et matérielle, d'améliorer la nutrition et de promouvoir la santé »<sup>1</sup> Il est alors très important, pour un pays, de prendre en considération tout ce qui concerne la femme pour favoriser un développement rapide et durable.

La sensibilisation est une des stratégies importantes pour lutter contre l'analphabétisme. Les parents doivent être conscientisés sur l'importance de l'éducation de leurs enfants. Mieux un individu est instruit, plus il augmente ses chances de pouvoir améliorer sa situation économique et sociale, de jouer un rôle dans la société, pour l'avenir de son pays. Les parents qui ont un niveau d'éducation est nécessaire dans la vie moderne. Face à cette situation, un dispositif de sensibilisation devrait être mis en place pour informer les parents sur les effets positifs de l'éducation sur le plan humain, social, économique, ainsi que

---

<sup>1</sup> UNICEF : les parents, santé, éducation. Année 2004

sur l'avenir de leur famille, de la région et d'un pays. Ces campagnes de sensibilisation peuvent être lancées sous forme de conférence, de débat, des réunions au niveau de chaque quartier, et surtout là où on constate un faible taux de scolarisation des élèves. La réalisation de ces campagnes de sensibilisation pourrait être effectuée grâce à l'utilisation de tous les moyens efficaces pour transmettre ce message, aussi rapide que possible (par médias, affichage,...). D'autant plus, qu'elles doivent concerner tous les acteurs du système éducatif : les chefs ZAP, les chefs d'établissement, les enseignants et aussi les chefs quartiers. Les parents d'élèves et les élèves peuvent également participer à la sensibilisation, pour mieux convaincre la population cible de l'importance de l'éducation.

Toutefois, durant cette campagne, il serait important de prendre des exemples concrets, reliant l'éducation à la vie quotidienne, de façon à ce que la méthode utilisée soit accessible pour tous et convaincante. Conscient de l'importance de l'éducation, les parents seront alors plus soucieux d'investir davantage dans l'éducation de leurs enfants. Le taux d'analphabète serait ainsi réduit, et dès leur enfance, les enfants pourront bénéficier d'un minimum de scolarisation, pour enfin aboutir à une alphabétisation durable. La poursuite des études et l'achèvement du cycle primaire augmentent les chances qu'un enfant soit alphabétisé pour la vie. Elle atteint 70% pour ceux qui terminent le cycle secondaire<sup>1</sup>.

### **I-3- Organiser des formations pour les analphabètes et créer des centres de formations professionnelles**

L'analphabétisme est considéré comme un obstacle majeur au développement socio-économique d'un pays. La politique nationale d'alphabétisation et d'éducation des adultes devrait être renforcée au niveau national et régional pour limiter le taux d'analphabète. Cette politique devrait tenir compte de tous les systèmes ou stratégies d'apprentissage qui seront offertes à

---

<sup>1</sup>Mathieu BROSSARD, Kokou AMELIVONOU, développer l'éducation secondaire en Afrique. Enjeux, contraintes et marges de manœuvre. Atelier Régional sur l'éducation secondaire, du 21-24 Novembre 2005 Addis Abeba, Ethiopie.



toute la population analphabète. Il faut alors organiser des formations et des enseignements, avec comme objectifs d'assurer à cette population la capacité de :

- lire, écrire, compter convenablement ;
- s'intégrer dans le développement socio-économique de la région.

L'enseignement offert devrait donc débiter au niveau de l'apprentissage des lettres, pour pouvoir lire et écrire. Ensuite, il serait utile de leur apprendre à compter pour pouvoir effectuer les différentes opérations. Suite à ces diverses stratégies d'apprentissage, des séances de formations, toujours dans le domaine de l'éducation, pourraient être développées pour assurer l'efficacité de leurs actions et contribuer à la lutte contre la pauvreté. Ces formations permettent à l'individu de prendre sa part de responsabilité dans sa vie personnelle et professionnelle, ainsi qu'en matière de préservation de son environnement de travail, de son milieu naturel et à la vie de la communauté à laquelle il appartient.

Des matériels pédagogiques doivent être mis au point et mis à la disposition de tous les acteurs concernés par ce type d'éducation (l'instituteur, les apprenants) pour accomplir la formation avec succès. L'analphabétisme ne pourra être vaincu que s'il fait l'objet d'une lutte intensive de la part de tous les responsables du quartier, de la commune, de la région et du pays tout entier.

Parvenir à réduire le taux d'analphabétisme revient à contribuer à la réduction de la pauvreté, car une population bien instruite aura plus de chance d'améliorer ses conditions socio-économiques, qu'une population majoritairement analphabète. L'alphabétisation des adultes leur permet d'améliorer leurs conditions économiques et sociales et aussi de mieux encadrer et éduquer leurs enfants.

L'objectif ici n'est plus basé sur l'intégration ou l'inscription de ces analphabètes dans le système éducatif, mais de leur donner un minimum de connaissance, d'instruction qui leur permettront d'évoluer intellectuellement, d'améliorer leurs activités professionnelles. Le gouvernement ou la commune devrait créer différents centres de formations comme la couture, la mécanique, la cuisine, la pâtisserie et d'autres, avec une participation à la portée de tout le monde, afin d'éviter le vagabondage des jeunes qui abandonnent leurs études. Ainsi, la présence d'un centre d'information ou de conseil est indispensable aux jeunes, afin qu'ils puissent programmer, d'avance, par ordre de priorité, leurs besoins.

## **Section II : L'amélioration des infrastructures scolaires et la qualité des enseignants**

### **II-1- Amélioration des infrastructures scolaires**

#### **II-1-1- Augmenter le nombre de salle de classe**

L'insuffisance du nombre de salle de classe mérite une attention plus particulière de la part de l'Etat. Vue l'effectif croissant du nombre d'élèves, la mise en place de façon progressive d'un cycle d'éducation fondamentale de 9 ans, et d'un cycle d'éducation secondaire de 3 ans exige une augmentation graduelle des capacités d'accueil au niveau des établissements scolaires. La construction de nouvelles salles de classe dans les différents établissements publics (EPP, CEG, Lycée) d'Ambanja s'avère indispensable pour que les élèves puissent trouver leur place dans l'enseignement général. L'insuffisance du nombre de CEG et Lycée dans ce district ; doit être prise en compte par les autorités. La construction ou la création de nouveaux CEG et Lycée dans d'autres quartiers (communes) pourrait remédier aux problèmes de la pénurie de salles, ainsi qu'à la question du développement des élèves. L'augmentation des infrastructures scolaires est une des conditions d'amélioration de l'enseignement, car elle réduit les sureffectifs d'élèves par salle de classe et évite l'enseignement multigrade, et l'enseignement à temps partiels. D'autre part, elle facilite le travail des enseignants et améliore la concentration des élèves. La construction de bâtiments scolaires ne pourra être réalisée, sans un accroissement des budgets consacrés à l'éducation. Pour cela, l'Etat et les organismes publics et privés et les partenaires de Madagascar doivent collaborer pour l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes ;

#### **II-1-2- Améliorer l'équipement des structures éducatives**

L'augmentation du nombre de salles de classe évoquée précédemment doit être accompagnée de dotation en matériels et mobiliers de bureau pour les établissements scolaires, tels que les tables bancs, les tables de maîtres, les tableaux, ainsi que tous les équipements pédagogiques utiles et nécessaires à l'enseignement (livres et manuels scolaires, informatique,...). Les matériels et équipements pédagogiques sont nécessaires, tant pour les enseignants que pour les élèves. Ils favorisent donc la réussite scolaire, et c'est pour cette raison qu'ils devraient être considérés comme indispensables pour une éducation de qualité.

Il serait alors indispensable :

- d'augmenter le nombre de livres dans les bibliothèques ;
- d'acquérir des livres qui répondent au besoin des élèves et des enseignants, c'est-à-dire des livres liés au programme d'enseignement ;
- de limiter les pertes de livres et des autres matériels scolaires dans les écoles ;
- d'équiper chaque établissement de matériels pédagogiques utiles à l'amélioration de l'enseignement (guides pédagogiques pour les enseignants) ;
- d'équiper les laboratoires de matériels utiles aux différentes expériences en physique ;
- d'équiper les établissements en informatique et de leur fournir un accès à l'internet.

En plus de ces différentes propositions, l'Etat doit renforcer le système de contrôle, d'information et de communication au niveau des établissements. La mise en place d'un programme d'enseignement assisté par ordinateur peut être efficace, mais les coûts actuels pourraient être un obstacle à sa réalisation. Néanmoins, chaque établissement devrait avoir des ordinateurs pour les enseignants ainsi que pour les élèves, car la maîtrise de l'outil informatique permet d'élargir la capacité intellectuelle d'un élève. Dans les établissements primaires ou secondaires, il serait important d'avoir une salle équipée de matériels informatiques et des moyens de communication plus efficaces comme l'internet, pour élargir la connaissance et faciliter les recherches documentaires des enseignants et des élèves. Chaque élève doit avoir accès à un cours d'informatique gratuit. Les travaux des enseignants comme ceux des chefs d'établissements devraient pouvoir utiliser comme support l'ordinateur, afin d'être plus fiable. L'informatique et internet pourraient constituer un moyen de communication interne à l'éducation nationale, permettant une mise en réseau des différents établissements entre eux au niveau de chaque CISCO et avec l'administration centrale.

Chaque CISCO et tous les chefs ZAP devraient être équipés de locaux, de matériels utiles pour fonctionner et effectuer le suivi des écoles. La mise en place d'un système d'information efficace serait nécessaire pour qu'ils puissent réaliser convenablement leur fonction.

### **II-1-3- Améliorer l'environnement scolaire**

Un bon environnement scolaire peut avoir une influence positive sur le taux de fréquentation et de réussite. Les facteurs socioculturels, économiques et géographiques ont une étroite liaison avec la qualité de l'enseignement. Nombreux sont les facteurs qui influent sur l'enseignement offert dans les différents établissements publics et privés. En plus de la construction, de la réhabilitation des salles et de l'amélioration de l'équipement pédagogique, un environnement propre, plus sain, propice à l'apprentissage est indispensable. Les établissements scolaires devraient donc assurer le respect de la préservation de leur environnement, par exemple : le désherbage de la cour, la propreté des toilettes, des salles de classe. Il faut alors offrir aux élèves et aux enseignants un environnement scolaire très attrayant pour améliorer les conditions d'apprentissage et mieux retenir les élèves.

### **II-2- Améliorer la qualité de l'enseignement**

L'amélioration de la qualité de l'enseignement revient aux chefs d'établissements et aux enseignants. Des mesures directes influant sur la stratégie d'enseignement, telles que l'augmentation du nombre des enseignants, les formations, le renforcement de la discipline et la motivation des enseignants doivent être prises en compte pour atteindre cet objectif.

#### **II-2-1- Augmenter l'effectif des enseignants**

Face aux problèmes de l'insuffisance du nombre d'enseignants, le MEN devrait prendre en charge le recrutement de nouveaux enseignants pour assurer une meilleure qualité de l'éducation et éviter le sureffectif de ratio élèves par enseignant. Pour que chaque établissement et chaque région bénéficient de cette augmentation, il faut que les enseignants soient repartis, en tenant compte du nombre d'enfants en âge d'être scolarisé et des évolutions à venir, en matière de démographie scolaire.

Un des moyens efficaces pour pouvoir répondre aux besoins en personnel enseignant serait de former des jeunes femmes et des jeunes hommes aux compétences utiles et nécessaires en la matière. L'Etat pourrait, à cet effet, créer une école destinée à former les jeunes instituteurs, de manière à pouvoir satisfaire les écoles en personnel qualifié. La disponibilité de ces jeunes à entrer

dans ce genre de métier faciliterait le recrutement d'enseignants permanents. L'Etat pourrait aussi prioriser le recrutement d'enseignants vacataires, surtout pour les CEG et Lycée. Pour cela, les responsables du CISCO devraient collaborer avec des partenaires financiers et les autorités locales, ainsi qu'avec les parents d'élèves, afin d'assurer le paiement des enseignants vacataires.

L'organisation de l'affectation des enseignants et leur juste répartition en fonction de la démographie scolaire apparaissent aussi comme prioritaires. En effet, on remarque que certains districts ou régions bénéficient d'un grand nombre d'enseignants, alors que d'autres régions souffrent d'une insuffisance d'effectif. L'Etat et les responsables en matière d'éducation devraient alors prendre en charge l'affectation d'un certain nombre d'enseignant de manière à combler les insuffisances constatées dans certaines régions.

#### **II-2-2- Assurer la formation des enseignants et des chefs d'établissement**

Les responsables de la CISCO et de la DIRESEB doivent organiser des formations pour les enseignants et les chefs d'établissement. Pour ne pas perturber l'enseignement, des formations pourraient se dérouler pendant les vacances.

L'amélioration de la qualité de l'éducation dépend de la qualité de l'enseignement offert par les enseignants et les chefs d'établissement. Des enseignants bien formés, compétents dans leurs disciplines et bon pédagogues sont les principaux facteurs d'un enseignement de qualité. Pour y parvenir, il faut renforcer la compétence des enseignants, à travers des formations pédagogiques et thématiques, qui sont un devoir pour les nouveaux enseignants ; des stages pratiques sous la supervision d'un enseignant chevronné les aideraient à maîtriser les techniques d'enseignement et les prépareraient à faire face à des situations imprévues en classe. La formation offerte peut être une formation initiale et continue, mais l'objectif devrait être basé sur le développement des compétences professionnelles de l'enseignant. Toutes les structures de formation devraient être mobilisées et être en état de répondre aux besoins des établissements. La formation dispensée aux enseignants devrait introduire les méthodes pédagogiques axées sur l'élève en amélioration l'apprentissage, afin qu'ils

puissent s'adapter aux niveaux du contenu des programmes dictés par les décisions gouvernementales.

La formation devrait tenir compte des critères internationaux pour évaluer l'acquisition des compétences et des connaissances, et déterminer les méthodes objectives et efficaces d'évaluation de l'acquisition des connaissances par les enfants, et de détection des lacunes et difficultés rencontrées. Il faudrait aussi tenir compte du niveau de qualification de chaque enseignant ; pour pouvoir évaluer leur niveau de manière organisée, il faut tenir compte du renforcement des compétences en fonction du niveau de qualification acquis, l'objectif étant de s'engager dans un processus d'assurance de qualité, en vue d'améliorer le niveau général de l'enseignement et de l'apprentissage. En effet, c'est le niveau d'éducation et de qualification de chaque enseignant qui détermine la qualité de l'enseignement dispensé. Un enseignant ayant un niveau de formation universitaire arrive à aider les élèves à progresser beaucoup plus vite que celui qui a atteint un niveau d'étude inférieur. La plupart des enseignants, notamment ceux dont le niveau d'éducation est faible n'ont pas l'habitude d'utiliser des livres scolaires et ne maîtrisent pas l'utilisation du matériel informatique au niveau de l'enseignement. Des formations pédagogiques et un soutien pour l'utilisation des manuels et des nouvelles technologies devraient être développés, afin de renforcer leur savoir-faire et leurs compétences.

Comme les enseignants, les chefs d'établissement qui sont les premiers responsables au niveau des écoles devraient bénéficier de formations adéquates. Pour débiter, la formation des conseillers pédagogiques, des chefs CISCO et des chefs ZAP devrait être lancée au niveau de chaque région. Une fois que ces responsables seront formés, ils devraient à leurs tours pouvoir transmettre et dispenser une formation plus spécifique à tous les directeurs d'école, pour que ces derniers remplissent au mieux leurs rôles. Ils devraient de responsabiliser les chefs d'établissement et de les orienter convenablement, afin qu'ils prennent en main la direction pédagogique de leurs écoles. Des ateliers de réflexion pourraient être organisés pour dégager les besoins des établissements et identifier les priorités et stratégies d'amélioration du système éducatif dans chaque circonscription scolaire. Chaque année, les responsables de la DREN et de la CISCO pourraient organiser ce genre de formation tant pour les chefs

d'établissement que pour les enseignants, afin qu'ils puissent approfondir leurs connaissances, de manière à renforcer le dispositif d'apprentissage.

### **II-2-3- Renforcer la discipline et le système d'encadrement**

L'amélioration de l'encadrement des élèves et le renforcement de la discipline au sein des établissements doivent figurer parmi les activités prioritaires, pour un enseignement de qualité. La discipline doit agir du côté des élèves et des enseignants.

Pour lutter contre l'absentéisme, l'abandon et le retard incontrôlé de la part des élèves, des règles doivent être fixées, comportant :

- des sanctions pour plus de deux retards pendant la semaine ;
- des sanctions pour des absences répétées, sans justification de la part des parents
- des sanctions plus lourdes en cas de non-respect des règles fixées par les enseignants ou par l'établissement ;
- des sanctions également pour les élèves qui n'apprennent pas d'habitude leurs leçons et ne finissent pas leurs devoirs à la maison.

Toutefois, les sanctions ne doivent pas conduire à l'exclusion de l'élève que dans le cas de fautes lourdes et intolérables commises par l'élève. Elles doivent surtout faire prendre conscience à l'élève de l'importance des études.

De la même manière, les enseignants doivent être encadré, afin de lutter contre leur retard et leur manque d'assiduité. Les chefs d'établissements devraient donc renforcer la discipline et les règles à respecter, et instituer des sanctions pour ceux qui commettent des fautes professionnelles.

A part les questions de discipline, l'amélioration du système d'encadrement constitue aussi l'un des moyens efficaces pour réduire le taux de redoublement. L'encadrement implique les enseignants et les parents. Pour que les enseignants puissent donner le meilleur d'eux même, en matière d'enseignement, il faut d'abord qu'ils possèdent tous les moyens nécessaires aux contrôles et suivis de leurs enfants. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, les enseignants doivent être en mesure de vérifier, en permanence, le niveau des élèves. Le moyen le plus efficace serait d'organiser, en plus des examens, des tests, tous les mois, pour identifier les points faibles de chaque élève, et d'évaluer les résultats, de façon à ce qu'ils puissent comprendre les erreurs qu'ils ont commises.

Enfin, il faudrait aussi que les enseignants arrivent à présenter le contenu du programme pédagogique, de façon ordonné et rationnel, en adaptant le rythme de l'enseignement au niveau et aux capacités d'apprentissage des élèves. Pour cela, il faut que les enseignants soient capables de discuter couramment avec les élèves, pour mieux comprendre leur situation et les difficultés de chaque élève. Toujours dans le cadre du renforcement du système d'encadrement, un contact entre les parents et les enseignants devrait être organisé à travers des réunions, tous les deux mois, par exemple, afin de permettre un meilleur suivi de leurs enfants. Au moins chaque semaine, les parents devraient pouvoir vérifier toutes les leçons et tous les devoirs à la maison de leurs enfants, et si possible, les aider en leur donnant des explications, et en faisant des corrections.

Le contrôle et l'encadrement effectués par les parents ont des effets sur le niveau d'apprentissage de l'enfant, et pourrait apporter plus d'efficacité à l'enseignement.

#### **II-2-4- Stimuler la motivation des enseignants**

La volonté d'enseigner est une des qualités essentielles d'un bon enseignement. Pour susciter cette volonté au niveau des enseignants, il faut prendre en considération deux points essentiels que sont :

- leurs salaires ;
- leurs conditions de travail.

Le salaire a un effet important sur la motivation des enseignants. La plupart du temps, l'augmentation de salaire est accordée en fonction des diplômes et de l'ancienneté des enseignants. Il est important de tenir compte de leurs performances et de leurs aptitudes pour les inciter à travailler avec enthousiasme. Le salaire devrait aussi être en fonction du nombre d'heures de travail pour éviter le non proportionnalité entre l'enseignement offert et les salaires reçus. Lorsque le niveau de salaire est très faible, les enseignants ont tendance à compléter leur revenu en se livrant à d'autres activités rémunérées. C'est la raison pour laquelle l'augmentation des salaires des enseignants doit figurer parmi les priorités du gouvernement, pour les motiver dans leur travail. De plus, la gestion des salaires des enseignants doit être confiée aux collectivités décentralisées pour faciliter leur paiement. Il faut aussi éviter le paiement tardif qui est un des problèmes majeurs



touchant les enseignants, au cours de l'année scolaire, et leur offrir des possibilités d'avancement.

Il serait aussi important de mettre en place un système qui puisse motiver beaucoup plus les enseignants, comme un système de plan de carrières, les indemnités incitatives, les primes. L'aménagement des salaires doit figurer dans le plan de carrière, pour inciter les enseignants à mieux travailler. Les indemnités, les primes de travail doivent être offertes pour ceux qui les méritent de manière à stimuler leurs motivations. Ces genres de récompense constituent un moyen efficace pour créer une saine émulation au niveau des enseignants, et favoriser l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé.

La révision et l'augmentation du salaire des enseignants ont pour objectif de leur permettre de faire face à leurs besoins quotidiens et de prendre soin de leurs familles, de les empêcher d'exercer d'autres activités nuisibles à leur mission d'enseignant.

Le renforcement de la motivation des enseignants doit également tenir compte de leurs conditions de travail et des avantages non salariaux. L'un des moyens efficaces pour offrir de meilleures conditions de travail serait de mettre à leur disposition les matériels pédagogiques nécessaires.

Par ailleurs, en termes de conditions de vie, il serait important d'attribuer des logements à ceux qui viennent des régions éloignées de leur zone d'affectation, ainsi qu'à ceux qui habitent loin de l'établissement où ils sont affectés.

Enfin, des récompenses sous formes de lettres de félicitation, de cadeaux en nature, ou sous forme de distinctions honorifiques devraient pouvoir être offertes aux meilleurs enseignants, en vue de les inciter à s'engager avec plus de motivation dans leur métier.

Par ailleurs, il serait souhaitable de régulariser le statut de tous les enseignants afin qu'ils se sentent en sécurité dans le travail.

La réalisation de tout ce qui a été préconisé pourrait améliorer la qualité de l'enseignement offert et contribuer à améliorer le taux de réussite des élèves et le niveau général des connaissances acquises.

## **II-2-5- Planification de l'éducation**

La planification de l'éducation est nécessaire pour améliorer le système éducatif. Elle consiste à déterminer les besoins réels en enseignants par établissement, les besoins en salles de classe et en places assises. Pour cela, la mise en place d'une carte scolaire serait importante, afin de mieux répartir les besoins estimés pour la nouvelle rentrée scolaire. L'élaboration de cette carte nécessite donc une collecte de données effectuée à partir d'enquêtes auprès de chaque établissement. La maîtrise de la statistique est alors indispensable, car une fois les données recueillies, elles seront analysées pour pouvoir évaluer les besoins et faire ensuite des projections pour l'année scolaire suivante. Il serait donc important de bien gérer les fonds destinés à la réalisation de ce programme, et de bien maîtriser et contrôler l'exécution de ce programme d'évaluation des besoins, pour avoir un plan d'action efficient et pertinent.

L'élaboration de la carte scolaire, à court terme, doit se faire pendant les vacances ou dans les deux premiers mois de la rentrée. Une carte scolaire à moyen et à long terme qui retrace la situation socio-économique et la situation générale de l'enseignement dans la CISCO d'Ambanja devrait être élaborée, pour que le gouvernement et les responsables des secteurs éducatifs comprennent mieux les problèmes existants, afin de prendre les décisions visant à améliorer le système éducatif.

En plus de la carte scolaire, l'élaboration d'un arbre d'objectifs est une des méthodes utiles pour planifier le dispositif éducatif à suivre, et les activités à réaliser, pour atteindre les objectifs fixés en matière d'amélioration de l'efficacité du système éducatif.

### **Section III : Stimuler la motivation des élèves, des parents et renforcer le financement de l'État**

#### **III-1- Stimuler la motivation des élèves et des parents**

La motivation des élèves a pour objet de réduire le taux de redoublement et d'abandon au cours des cycles d'enseignement général. Encourager les enfants à aller à l'école est fonction des conditions locales qui pourront avoir des effets sur la motivation de l'élève. Dans la plupart des cas, les élèves vont à l'école par obligation. Il est nécessaire de les sensibiliser sur l'importance de

l'école, car mieux ils comprendront l'utilité de l'éducation, plus ils se fixeront des objectifs de réussite scolaire et seront soucieux de suivre le cycle scolaire jusqu'à son terme. La motivation des élèves est un des moyens efficaces pour augmenter le taux de réussite dans les établissements. Pour cela, l'Etat doit proposer des primes (ou un système de bourses) de mérite pour les meilleurs élèves, en leur offrant des fournitures scolaires qui susciteront l'émulation, les inciteront à travailler davantage et pourraient aussi constituer un moyen pour aider les élèves méritants, dont les parents ont de très faibles ressources.

Pour les élèves qui habitent loin des établissements, la création de cantines scolaires est importante pour réduire la fatigue des élèves dans le trajet qu'ils doivent faire tous les jours, entre le lieu de domicile et l'établissement. La création d'activités socio-éducatives dans les établissements scolaires est essentielle. Des voyages d'études, des colonies de vacances offrent aux élèves la possibilité d'élargir leurs connaissances dans d'autres secteurs. L'animation des établissements peut aussi être organisée à travers des activités sportives, en organisant des matchs interclasses et inter écoles. Pour cela, chaque établissement devrait être doté de matériels sportifs et d'un terrain de jeu, ou d'une salle de jeu, pour des sports qui se pratiquent uniquement en salle. La création de centres de loisirs attire beaucoup les élèves. Ils les empêchent de s'adonner à des activités illicites, comme le vol, la drogue, les mauvaises fréquentations. Les établissements scolaires doivent alors organiser des activités à but lucratif ou non, telles que kermesses, pièces de théâtre, projections de film, opérations soupe ou gâteaux. Ces genres d'activités si elles sont lucratives, permettent de constituer une caisse scolaire qui sera utile pour financer les besoins en matériels, ou financer les voyages d'études et colonies de vacances. De plus, elles suscitent aussi la participation des élèves et les aide à prendre des responsabilités en dehors du système éducatif.

Les programmes alimentaires à l'école, les mesures pour améliorer la sécurité des élèves devraient être mises en œuvre pour donner aux enfants l'envie d'aller à l'école. L'un des moyens pour motiver les élèves consiste à leur offrir un environnement scolaire plus attrayant et des matériels didactiques utiles à l'apprentissage. La distribution de Kits scolaires effectué par l'Etat durant ces dernières années place les élèves sur un même pied d'égalité, car chacun bénéficie du même matériel.

Les parents tiennent aussi un rôle important dans l'incitation de leurs enfants à suivre l'enseignement. Ayant pris conscience que ces enfants se développent du point de vue intellectuel, et que l'éducation est indispensable pour leur réussite ultérieure, ils seront motivés pour envoyer leurs enfants à l'école et ne les encourageront pas à quitter trop tôt l'école.

Face aux difficultés financières que rencontrent la plupart des familles malgaches, il est important de les aider dans le financement des frais scolaires, en offrant un enseignement gratuit, et en allégeant les coûts de la scolarisation et les cotisations des parents. Le renforcement de la distribution de kits scolaire serait indispensable, chaque année, de manière à réduire le montant consacré à l'achat de fournitures scolaires. Pour ceux qui ont plus de deux enfants dans un même établissement, la réduction des frais scolaires doit être envisagée, pour réduire les charges des parents, et pour qu'ils aient plus de motivation à retenir leurs enfants aussi longtemps que possible dans les établissements. Des mesures plus directes doivent être prises au niveau de la communication entre les parents et enseignants pour qu'ils puissent assurer l'encadrement et le contrôle de ces enfants, au sein du foyer familial.

Les caractéristiques familiales favorisent aussi l'aptitude des enfants à apprendre. Le milieu social de l'enfant, l'état sanitaire de l'élève, le comportement des parents ont des effets sur le niveau d'instruction des élèves. Il serait alors important, pour les parents, de s'intéresser et d'offrir aux enfants de meilleures conditions de vie, de se soucier plus souvent de leur santé qui a un effet direct sur leur capacité à suivre l'enseignement dispensé. Il faut aussi bien comprendre les besoins de ces enfants pour assurer un dialogue très ouvert entre les parents et les enfants. L'acquisition de connaissances est donc fonction des antécédents, du contexte familial et des moyens humains et matériels dont dispose l'école.

### **III-2- Renforcer le financement de l'Etat**

En ce qui concerne le renforcement du financement de l'Etat et des collectivités décentralisées, toutes les améliorations citées dans ce chapitre nécessitent une augmentation subséquente des financements à mobiliser. A ce titre, les recommandations suivantes devraient être mises en œuvre, en vue d'améliorer le secteur éducatif :

- Augmenter les ressources nationales consacrées à l'enseignement primaire et secondaire. Pour cela, donner la priorité au secteur éducatif, de façon à ce qu'il bénéficie d'une enveloppe budgétaire suffisamment importante pour assurer la qualité de l'enseignement et atteindre l'objectif fixé.
- Encourager la réaffectation des ressources disponibles à des moyens pédagogiques destinés à améliorer l'enseignement général.
- Rechercher auprès des partenaires internationaux de Madagascar (coopération bilatérale, multilatérale et décentralisée) des financements en faveur du dispositif éducatif.
- Fournir et apporter une aide active aux programmes de développement de l'enseignement et mobiliser les ressources locales et communautaires.
- S'investir davantage dans tout ce qui relève du secteur éducatif en abandonnant les moyens et procédures sans rapport direct avec le processus d'apprentissage. Et à ce titre, réorienter les dépenses vers les activités d'enseignement.
- Mettre en place des opérations de prêts, en vue d'apporter des aides financières pour les établissements et la CISCO.
- Elaborer un plan d'action accompagné d'un budget d'investissement et de fonctionnement pour faciliter la réalisation des activités relevant du domaine de l'éducation.
- Elaborer des règles et des normes régissant le financement des établissements scolaires.
- Mettre en place un système de contrôle plus efficace, avec transparence des dépenses.
- Restructurer l'administration en donnant aux dirigeants les compétences et les moyens, en rapport avec les missions qui leur sont déléguées. Il faut donc que la structure établie au niveau de l'administration soit bien organisée, pour de telle sorte à assurer le développement et le bon fonctionnement des activités relevant du secteur éducatif.
- Assurer des services intermédiaires d'inspection et de supervision au niveau des écoles et dans l'exécution des dépenses.

- Respecter l'équité dans l'affectation des budgets aux différents niveaux de l'éducation et aux différentes régions, en fonctions des priorités.
- Mettre en place des lignes budgétaires, afin de pouvoir faire face aux imprévus et aux urgences.
- Gérer le budget à bon escient, de manière à ce qu'il puisse contribuer exactement à l'amélioration du système éducatif.
- Renforcer le nombre du personnel administratif et enseignant, et renforcer le système d'information, en vue d'améliorer les compétences en matière de gestion. Ce système est nécessaire pour définir les grandes orientations en matière d'éducation, et utile pour mettre en œuvre tous les dispositifs nécessaires pour le suivie et le contrôle de l'utilisation des budgets.

En plus des efforts que doit fournir l'Etat dans le financement de l'enseignement, il est aussi important de solliciter une aide de la part des collectivités décentralisées, des communautés et des différents partenaires, afin de mener à bien les activités programmées.

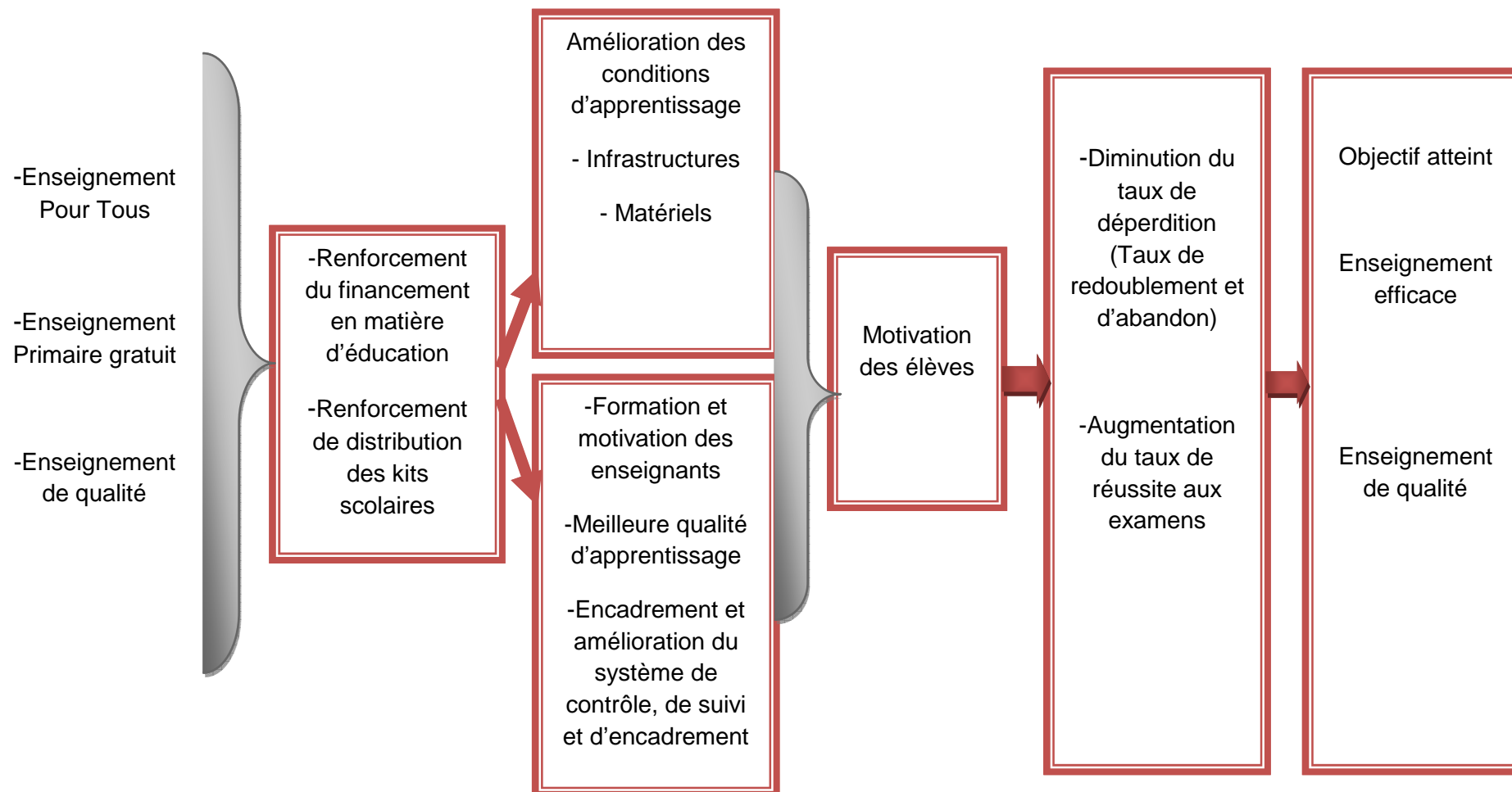
Le gouvernement devra donc concrétiser les partenariats avec les organismes des secteurs privés et de la société civile pour renforcer le financement destiné à l'amélioration du service éducatif, et surtout avec la relance du PNDD (Programme National de la Déconcentration et de la Décentralisation) à travers les subventions.

### Schéma n°3 : Récapitulatif des différents objectifs et stratégies d'amélioration de l'enseignement

#### Objectif à atteindre

#### Mesures à prendre

#### Résultat



## CONCLUSION

Situé dans la partie nord de Madagascar, le district d'Ambanja est composé de 23 communes qui sont repartis dans huit (8) Zones Administratives et Pédagogiques (ZAP). Le diagnostic du milieu humain nous montre que la population sambiranaise s'accroît très rapidement et atteint un effectif de 172 776 en février 2008, dont 134 182 vivent dans les communes rurales et le reste dans la commune urbaine. Cette population est majoritairement jeune et à dominance féminine. Elle est donc constituée d'une grande proportion d'enfants d'âge scolaire. Le district d'Ambanja est doté d'une importante potentialité naturelle et industrielle. Les activités économiques de la population sont ainsi basées sur l'exploitation de ces différentes potentialités existantes, mais dans la majorité des cas, ils s'orientent vers les secteurs primaires c'est-à-dire vers l'agriculture.

L'analyse de l'enseignement dans le district d'Ambanja nous montre qu'il bénéficie d'un nombre élevé d'établissements scolaires publics et privés. De plus, en matière de financement de l'enseignement général, la CISCO d'Ambanja figure parmi celles qui ont reçu une somme non négligeable pour la réhabilitation des infrastructures et pour la réalisation des activités tendant à améliorer la qualité de l'éducation.

L'importance de l'éducation en matière de développement nous montre que chaque niveau d'enseignement apporte, par rapport au niveau précédent, des chances supplémentaires, à la fois une alphabétisation durable des individus et des comportements sociaux plus favorables pour le développement humain (la limitation de la fécondité, une meilleure fréquentation scolaire des enfants, utilisation accrue de l'assistance médicale). Malgré cela, le rendement interne de l'éducation n'est pas encore satisfaisant, car le taux de redoublement est encore très élevé. Les résultats aux examens ne sont pas toujours à la hausse, on assiste encore à une forte proportion de taux d'abandon. Cette situation explique l'inefficacité du système éducatif dans la CISCO d'Ambanja, dont les principaux problèmes sont souvent observés au niveau de l'insuffisance des infrastructures scolaires, des équipements et matériels didactiques, et du nombre d'enseignants. La qualification des enseignants, ainsi que la mauvaise qualité de l'enseignement, voir même l'insuffisance d'encadrement, remettent ainsi en cause l'efficacité du système. Il convient aussi de noter la négligence, l'absentéisme fréquent de la part des élèves et



le mauvais encadrement des parents. Le problème de l'éducation est lié aux difficultés financières que connaissent les parents, face aux couts élevés de la scolarisation et à la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages.

Face à ces différentes situations, des mesures politiques sérieuses doivent être prises pour pallier à ces problèmes qui constituent un obstacle majeur au développement. Pour cela, l'Etat doit renforcer l'objectif qui consiste à atteindre une éducation pour tous et un taux d'achèvement de 100% en 2015, à partir de l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire. Aussi, des mesures visant à adopter l'enseignement comme un droit et une obligation pour tous les enfants d'âge scolaire doivent être prises.

Toutefois, ces différentes actions nécessitent un investissement important, donc un engagement de l'Etat en matière de financement. De la même, manières elles demandent aussi un système de partenariat entre l'Etat et toutes les entités concernées par l'éducation, et une bonne gestion dans ce secteur.

Si chaque individu est bien formé, on assistera au renforcement de la capacité de production, et chacun pourra alors exploiter les ressources disponibles, dans le respect de la nature et d'autrui ; la région fera donc un grand pas en avant dans le développement du pays, tout en mettant sur les rails de la prospérité les exclus de la société.

# BIBLIOGRAPHIE

## I OUVRAGES

- ❖ BROSSARD Mathieu, AMELIVONOU Kokou, développer l'éducation secondaire en Afrique. Enjeux, contraintes et marges de manœuvre. Atelier Régional sur l'éducation secondaire, du 21-24 Novembre 2005 Addis Abeba, Ethiopie.292 pages
- ❖ CAPUL Jean Yves, GARNIER Olivier, Dictionnaire d'économie et de science sociale Hatier, 1996, p45.452pages
- ❖ DEUBEL Philippe, MONTOUSSE Marc, et al, Dictionnaire des sciences économiques et sociales, Rosny 2002, p118, p127, p132, p336, 538 pages
- ❖ DURKHEIM Emile « Education et Socialisme » Paris 1922.718 pages
- ❖ SILEM Ahmed, ALBERTINI Jean Marie, et al, Lexique économie 5ème Edition. DALLOZ Paris 1995, p198. 649 pages
- ❖ SIMON, le nouveau management lors de communication, organisation et la gestion Administrative de l'Education, Edition Economica, Année 1989, 180 pages

## II-DOCUMENTS ARTICLES ET PERIODIQUES

- ❖ BER, Perspectives de l'enseignement à Madagascar, bibliothèque nationale Antananarive. 254 pages
- ❖ Le système éducatif Malgache, performance et aspect d'amélioration pour la politique éducative, Année 1999, 200 pages.217 pages
- ❖ UNESCO estime que les besoins entre 2005 et 2015 pour atteindre l'objectif de l'éducation primaire universelle dans les 79 pays les plus pauvres, sont de 7,1 milliards de dollars en 2003.253 pages

## III-COURS THEORIQUES

- ❖ HORACE Gatien, Cours de croissance et fluctuation, Université de Toamasina 2006
- ❖ MODONGY Roland, Cours d'économie de développement, année 2006.

## IV-MEMOIRE DE MAITRISE

- ❖ IMBOULE Horacia Iphygenie « Evolution de l'enseignement et ses impacts sur l'économie de Sainte-Marie de 1985 jusqu'en 2002 », année 2004.107 pages
- ❖ MAHAVITA Jean Arijoro « Recherche sur l'efficacité du système éducatif (cas de Toamasina), année 2006.112 pages

❖ MAROBARIA Angelin « Analyse et perspectives d'amélioration de l'enseignement primaire (cas de la CISCO d'Ambanja), année 2008.104 pages

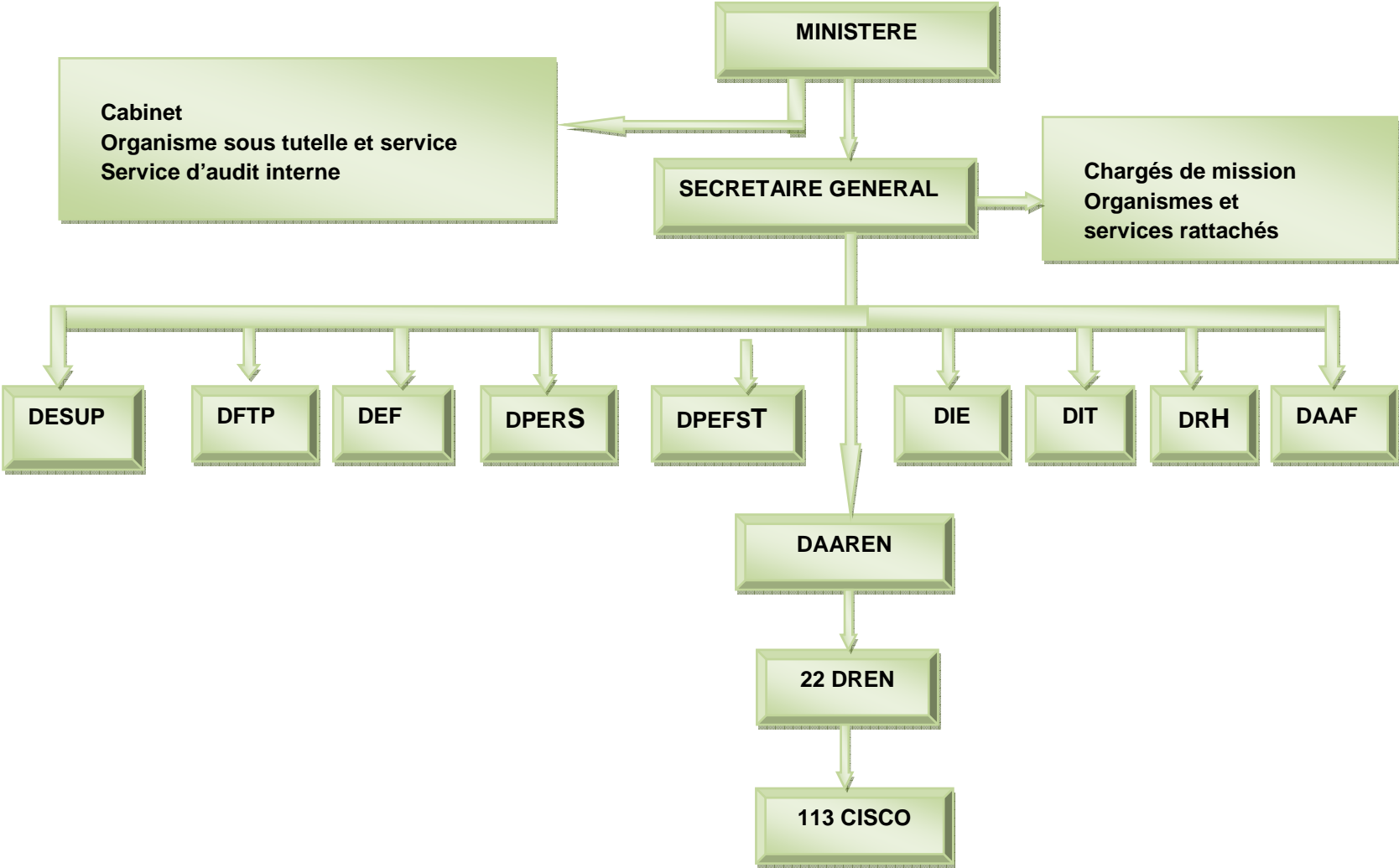
**V-SITES WEB**

- ❖ [Education-wikipedia.htm](http://Education-wikipedia.htm)
- ❖ [Wikipedia.org/wiki/éducation](http://Wikipedia.org/wiki/éducation)
- ❖ [w.w.w.educasol.org](http://w.w.w.educasol.org)
- ❖ [w.w.w.fisttrckinitiative.org](http://w.w.w.fisttrckinitiative.org)
- ❖ [w.w.w.polville13.net/thèmes/contrat/glossaire.htm](http://w.w.w.polville13.net/thèmes/contrat/glossaire.htm)



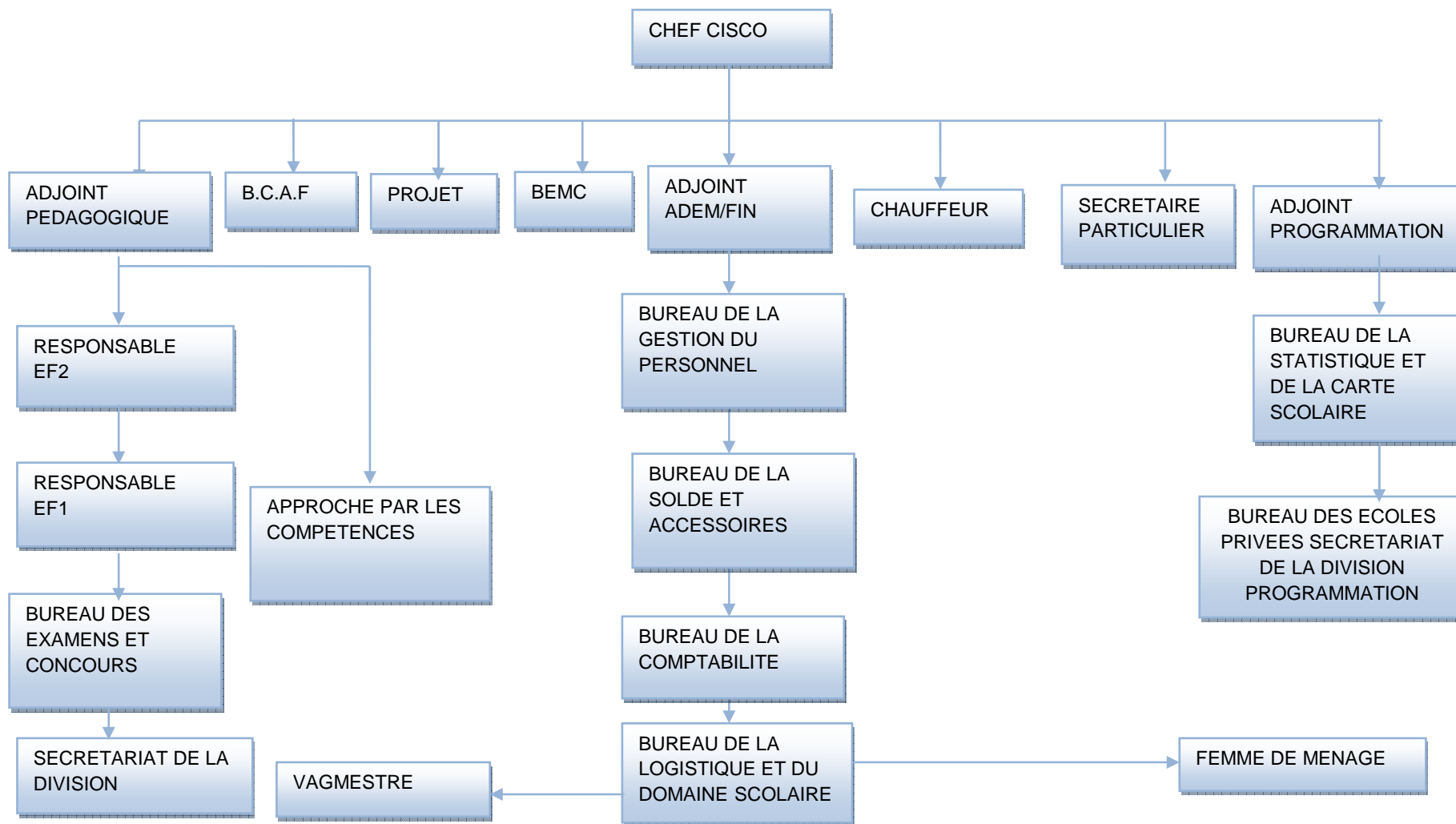
## **ANNEXES**

**ANNEXE-I- ORGANIGRAMME DU MINISRERE DE L'EDUCATION NATIONAL ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE**



Source : DREN DIANA, année 2008

## NNEXE-II- ORGANIGRAMME DE LA CISCO D'AMBANJA



**SOURCE** : Bureau de la CISCO Ambanja, année 2009

**ANNEXE III : Pourcentage des classes multigrades par ZAP dans le district d'Ambanja (2006 – 2007).**

ZAP	% de classes multigrades	% de classes normales
Ambalahonko	56,32	44,68
Ambaliha	59,78	40,22
Ambanja	30,00	70,00
Ambodimanga Ramena	65,05	34,95
Ambohimarina	68,44	31,56
Ambohitrandriana	51,29	48,71
Ambohimena	55,00	45
Ankingameloka	69,82	30,18
Ankatafa	66,30	33,70
Anorontsangana	50,00	50
Antafiambotry	71,42	28,58
Antranokarany	51,38	48,62
Antsakoamanondro	69,00	31,00
Antsatsaka	65,50	34,50
Antsirabe	65,45	34,55
Bemaneviky H/S	50,00	50,00
Bémaneviky Ouest	58,60	41,40
Bénavony	52,55	47,45
Djangoa	66,89	33,11
Maevatanana	59,78	40,22
Maherivaratra	68,69	31,31
Marotolana	70,28	29,72
Marovato	70,20	29,80
<b>MOYENNES GENERALES</b>	<b>60,51</b>	<b>39,59</b>

Source : Bureau de la CISCO d'Ambanja, année 2008.




## ANNEXE IV :

ATTRIBUTIONS PRINCIPALES	RESPONSABILITÉS
<p>Enseignant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Respecter la répartition des programmes officielles ;</li> <li>➔ Préparer les cours et évaluer la réceptivité des élèves</li> <li>➔ Planifier, préparer et corriger les interrogations ; puis repérer les élèves en difficulté et leur apporter une aide</li> <li>➔ Obtenir le soutien des familles pour le suivre des élèves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Contrôler la présence des élèves, identifier les motifs d'absence et remédier</li> <li>➔ Assurer l'entretien de la salle de classe, du mobilier et des auxiliaires pédagogiques (manuel, etc.)</li> </ul>
<p><b>DIRECTEUR D'ECOLE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Assurer la gestion de l'établissement : organisation matérielle et pédagogique ( y compris la sélection des enseignants qui bénéficieront d'une formation continue)</li> <li>➔ Tenir les registres de l'école y compris les fiches de pré inscription</li> </ul> <p><b>Relations avec les parents et les communautés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Sensibilisation des parents d'élèves</li> <li>➔ Organisation des réunions parents, enseignants, FAF, FRAM</li> </ul>	<p><b>Contrôle administratif et pédagogique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Contrôle de la présence des enseignants et du personnel administratif</li> <li>➔ Analyse des résultats des élèves et leur progression scolaire d'une année à l'autre (notes, redoublement, abandon)</li> <li>➔ Suivi pédagogique des enseignants</li> </ul>
<p><b>FRAM</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Coopérer avec le Directeur et le FAF pour inciter les parents à donner à leurs enfants une scolarité complète</li> <li>➔ Collecter les attributions des parents ; établir le budget de ressources et des dépenses et le communiquera un FAF</li> </ul>	<p>Organiser et participer au recrutement des maîtres PRAM</p>
<p><b>FAF</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Gestion de la caisse école et caisse cantine</li> <li>➔ Planifier, organiser les réunions et rédiger les rapports</li> </ul>	<p>Informé le FRAM du Budget du FAF et de son utilisation</p>
<p><b>Chef ZAP</b></p> <p>Administration</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Recenser toutes les écoles de la ZAP</li> <li>➔ Participer à l'organisation de la distribution des kits scolaires</li> <li>➔ Assurer la collecte des données</li> <li>➔ Suivi des dépenses financées sur la caisse école</li> </ul>	<p><b>Appui pédagogique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Organiser et animer les journées pédagogiques</li> <li>➔ Soutien pédagogique au niveau des écoles Supervision</li> <li>➔ Organiser et effectuer la visite des écoles</li> <li>➔ Evaluer les Directeurs d'école</li> <li>➔ Contrôler l'application du système</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Entretien des relations avec les communautés</li> </ul>	<p>du cours</p>
<p><b>CHEF CISCO</b> Administration</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Réaffectation des personnels enseignants</li> <li>➔ Organiser de la formation continue des enseignants, particulièrement dans le contexte des classes multigrades (y compris recueil des besoins)</li> <li>➔ Assurer le suivi de la collecte des données et la saisie.</li> <li>➔ Distribuer les kits scolaires, les manuels et les autres fournitures</li> <li>➔ Organiser et évaluer le travail des Chefs ZAP</li> <li>➔ Mise en place des règles pour les détails de routes (salaires)</li> <li>➔ Distribution et suivi des caisses écoles et caisse cantine (BCAF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Gestion de recrutement des maîtres FRAM</li> <li>➔ Appui pédagogique</li> <li>➔ Encadrement pédagogique au niveau des écoles</li> </ul> <p><b>Relation avec les communautés</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Appui de la CISCO à la sensibilisation des communes (recensement, état civil, PCD, etc)</li> </ul> <p><b>Supervision</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Evaluer les résultats et les fonctionnements du système (taux d'accès, de redoublement, d'abandon, de survie, évolution vers les classes multigrades à temps plein...)</li> </ul>
<p><b>MEN</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Réduire les disparités dans les dotations enseignants</li> <li>➔ Affectation des nouveaux enseignants</li> <li>➔ Evaluer les possibilités de redéploiement des enseignants</li> <li>➔ Définir les politiques de recrutement et de rémunération des maîtres FRAM et fixer le statut futur de ces personnels</li> <li>➔ Reconsidérer le système de primes aux enseignants pour le rendre plus effectif</li> <li>➔ Formation initiale et continue des enseignants</li> <li>➔ Etablir, et mettre en œuvre le plan de formation initiale et continue des enseignants conformément aux besoins identifiés précédemment, et compte tenu des contraintes financières et des capacités d'accueils des centres de formation.</li> </ul>	<p><b>Suivi et évaluation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Collecte, traitement et diffusion des données à usages des décideurs (Ministère, DIRESEB, CISCO, ZAP)</li> <li>➔ Effectuer les évaluations périodiques du système d'enseignement, les diffuser et réajuster les politiques éducatives</li> <li>➔ Evaluation des Chefs CISCO</li> </ul> <p><b>Communication</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Définir une politique de communication</li> <li>➔ Rédiger et diffuser les circulaires de rentrée</li> </ul>
<p><b>HAUTE INSTANCE DE CONTROLE</b> Evaluer annuellement les performances du système et établir des recommandations</p>	

## ANNEXE V

Procédure d'affectation des nouveaux enseignants		
<p><b><u>MEN</u></b></p> <p>Projet d'allocation des nouveaux enseignants à partir de critères nationaux visant à réduire les disparités entre les écoles</p> <p><b>Produits :</b></p> <p style="padding-left: 40px;"><b>a)</b> Détermination de la répartition des enseignants par région et CISCO,</p> <p style="padding-left: 40px;"><b>b)</b> Etablir la liste des affectations par école.</p>		<p><b><u>CISCO</u></b></p> <p>Valider les affectations proposées par le MEN, et ajuster si besoin les propositions du MEN</p>
<p>Etudie les modifications éventuelles de chaque CISCO et établir la liste définitive des nouvelles affectations.</p>		<p>Renvoi au MEN ses propositions d'affectation, et les éléments qui justifient les modifications éventuellement apportées.</p>
<p>Communique aux CISCO les décisions finales.</p>		<p>Met en œuvre les décisions finales.</p>

## ANNEXE VI : Evolution du budget du MENRS

Rubriques	2001	2002	2003	2004	2005
<b>SOLDE</b>	<b>92 464</b>	<b>120 829</b>	<b>147 198</b>	<b>159 802</b>	<b>173 516</b>
ESEB	79 480	102736	127973	138196	153 717
FPT	4367	5464	5600	6965	7 906
ENSUP	7306	10771	11758	14641	9798
Recherche scientifique	1311	1858	1867		2094
<b>FONCTIONNEMENT</b>	<b>46158</b>	<b>37593</b>	<b>40685</b>	<b>83819</b>	<b>98648</b>
ESEB	30023	21527	26560	50714	64583
FPT	1812	1905	1775	4887	6338
ENSUP	12922	12885	11116	28278	27728
Recherche scientifique	1401	1276	1234		
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>57214</b>	<b>71637</b>	<b>37526</b>	<b>77846</b>	<b>115105</b>
ESEB	44249	58494	21813	51671	102459
FPT	5107	4259	2325	4026	1168
ENSUP	3059	3064	1978	9663	14423
Recherche scientifique	4799	50820	8757		
Administration			10735	12487	813
<b>TOTAL</b>	<b>195836</b>	<b>230059</b>	<b>225409</b>	<b>311599</b>	<b>391026</b>

Source : Loi des Finances 2001, 2002, 2003, 2004 et 2005.

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### I- LISTE DES TABLEAUX

Tableau I: Les richesses faunistiques de la zone du Sambirano .....	18
Tableau II : Les fleuves qui traversent le district d'Ambanja .....	19
Tableau III: Evolution de l'effectif de la population Sambiranaise.....	20
Tableau IV: Découpage administratif du district d'Ambanja .....	21
Tableau V: Répartition totale de la population par sexe dans le district d'Ambanja.....	21
Tableau VI: Répartition de la population par ethnies.....	23
Tableau VII: Répartition des croyants .....	24
Tableau VIII: La natalité .....	26
Tableau IX: La mortalité.....	27
Tableau X: Tableau de synthèse .....	27
Tableau XI: Principales productions du district d'Ambanja .....	28
Tableau XII: Les différents types d'élevages dans le district d'Ambanja.....	29
Tableau XIII: Les unités industrielles.....	31
Tableau XIV: Capacité d'accueil des hôtels .....	33
Tableau XV: Les pathologies dominantes.....	35
Tableau XVI: Station de radiodiffusion .....	37
Tableau XVII: Répartition de la population selon le niveau d'instruction, par milieu et par genre à Madagascar. (Unité en %) .....	44
Tableau XVIII: Evolution du budget destiné à l'enseignement général dans le district d'Ambanja .....	46
Tableau XIX: Evolution du budget alloué à la CISCO, EPP, CEG et Lycée .....	46
Tableau XX: Part de crédit alloué à l'EPP et au Lycée (année 2005-2006).....	47
Tableau XXI: Répartition de l'utilisation du crédit (année 2006 et 2007) .....	48
Tableau XXII: Liste des matières par volume horaire en EF I.....	50
Tableau XXIII: Liste des matières par volume horaire en EF II.....	51
Tableau XXIV: Liste des matières par volume horaire en ES .....	52
Tableau XXV: Nombre d'établissements existants selon leur niveau : .....	54
Tableau XXVI: Répartition des établissements dans le district d'Ambanja .....	55
Tableau XXVII: Evolution du nombre des salles de classe dans le secteur public.....	56
Tableau XXVIII: Etat des salles de classe dans le secteur public en 2007-2008.....	57
Tableau XXIX: Evolution du nombre des enseignants dans la CISCO d'Ambanja .....	60
Tableau XXX: Evolution des enseignants pour chaque niveau .....	60
Tableau XXXI: Répartition des enseignants du secteur public, selon leur diplôme .....	61
Tableau XXXII: Répartition des enseignants par tranche d'âge en 2008-2009.....	62

Tableau XXXIII: Evolution du ratio élèves par maitre durant les trois années scolaires.....	63
Tableau XXXIV: Ratio élèves par salle, année scolaire 2008-2009.....	63
Tableau XXXV: Effectifs total des élèves du secteur public et privé .....	64
Tableau XXXVI: L'évolution de l'effectif total des élèves .....	64
Tableau XXXVII: Répartition géographique de l'effectif des élèves par ZAP .....	65
Tableau XXXVIII: Effectif total des élèves par sexe dans la CISCO d'Ambanja .....	66
Tableau XXXIX : Taux brut de scolarisation.....	67
Tableau XL : Taux net de scolarisation .....	67
Tableau XLI: Tableau de synthèse du taux de scolarisation en 2008 / 2009 .....	67
Tableau XLII: Taux de réussite aux examens de 2005/2006 à 2007/2008 .....	68
Tableau XLIII: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja en 2007-2008 (en %).....	69
Tableau XLIV: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja du CEG en 2007/2008 en %.....	70
Tableau XLV: Taux de flux dans la CISCO d'Ambanja du LYCEE en 2007/2008.....	71
Tableau XLVI: Indicateurs de développement humain pour le district d'Ambanja .....	79

## **II- LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique n°1 : Histogramme du découpage administratif par tranche d'âge.....	21
Graphique n°2 : Diagramme en secteur de la répartition de la population par sexe .....	22
Graphique n°3 : Diagramme en secteur la répartition par ethnies .....	23
Graphique n°4 : Histogramme du taux de réussite aux examens.....	68

## **III- LISTE DES SCHÉMAS**

Schéma n°1 : Impacts de l'éducation sur les domaines économiques et sociaux.....	86
Schéma n°2 : Effets de l'éducation sur la fécondité .....	87
Schéma n°3 : Récapitulatif des différents objectifs et stratégies d'amélioration de l'enseignement.....	119

## **IV- LISTE DE FIGURE**

Figure n°1 : Vue du Sambirano.....	19
------------------------------------	----

## TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	3
REMERCIEMENTS.....	5
LISTE DES ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	6
GLOSSAIRE.....	8
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE :PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU DISTRICT D'AMBANJA ET SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT.....	11
CHAPITRE I : LE DISTRICT D'AMBANJA ET SES POTENTIALITES.....	13
Section I : Description et situation géographique du district.....	13
I-1 : Localisation.....	13
I-2 : Cartographie .....	14
I-2-Histoire de la ville d'Ambanja .....	16
I-3-Géographie de la zone .....	16
I-3-1-Relief.....	16
I-3-1-1-Massif de Tsaratanana .....	16
I-3-1-2 : Massif de Manongarivo.....	17
I-3-2 : Climat.....	17
I- 4 : Ressources naturelles .....	17
I-4-1 : Biodiversité.....	17
I-4-1-1 : La faune.....	17
I-4-1-2-La flore .....	18
I-4-2 Hydrologie .....	18
Section II : Situation démographique .....	20
II-1 : Evolution de la population.....	20
II-2 : Répartition spatiale de la population.....	20
III-3-Différentes ethnies.....	22
II-4- Activités culturelles .....	23
II-4-1- La religion .....	23
II-4-2- Les us et les coutumes .....	24
II-5- Le ménage .....	25
II-6- Croissance démographique.....	25
II-6-1-La natalité : .....	25
II-6-2- la mortalité .....	26

Section III : Activités économiques et services sociaux .....	28
III-1- Activités économiques.....	28
III-1-1 : Le secteur primaire.....	28
III-1-1-1 : L'agriculture .....	28
III-1-1-2 :L'élevage .....	29
III.1.1.3 : La pêche.....	29
III.1.2 : Secteur secondaire.....	30
III.1.2.1 : L'artisanat.....	30
III-1-2-2 : L'industrie .....	30
III-1-3 : Le secteur tertiaire .....	31
III-1-3-1 : Le commerce .....	31
III-1-3-2 : Le transport.....	31
III-1-3-3 : Le tourisme .....	32
III-2: Les services sociaux.....	33
III-2-1: Les services sanitaires .....	34
III-2-1-1 : Les pathologies dominantes .....	34
III-2-2 Les services de sécurité.....	36
III-2-3 : Jeunesse et sport et les infrastructures de communication.....	36
CHAPITRE II : ASPECT GENERAL DE L'ENSEIGNEMENT.....	38
Section I : Politique générale de l'enseignement et sa situation .....	38
I-1- Politique générale de l'enseignement.....	38
I-1-1- Objectif général de l'enseignement.....	38
I-1-2- Programme et développement de l'éducation et moyens de réalisation ...	40
I-1-2-1 : La gouvernance, la Transparence, et l'imputabilité.....	41
I-1-2-2 : Les vues du Gouvernement malgache pour le développement du système d'Education et de Formation à Madagascar.....	42
I-1-2-3 : Programme scolaire.....	43
I-2 : Situation de l'enseignement.....	43
I-2-1 : Le niveau d'instruction.....	43
I-2-2 : L'alphabétisation .....	45
Section II : Budget général alloué à l'enseignement .....	45
II-1- Evolution du budget pour L'enseignement général à Ambanja .....	45
II.2- Evolution et répartition du budget général .....	46
II-3- Fonctionnement et utilisation du crédit .....	47

Section III : Les différents types de l'enseignement général .....	49
III-1- L'enseignement ou l'éducation fondamentale .....	49
III-1-1- Education fondamentale du premier cycle (EFI) .....	49
III-1-2- L'éducation fondamentale du second cycle (EFII) .....	50
III-2- L'enseignement secondaire (ES).....	52
CHAPITRE III : ANALYSE DE LA SITUATION GLOBALE DE L'ENSEIGNEMENT	
DANS LE DISTRICT D'AMBANJA .....	54
Section I : Infrastructures scolaires .....	54
I-1: Nombre d'établissements existants à Ambanja .....	54
I-2 : Analyse du nombre de salles de classe dans le secteur public .....	55
I-2-1 : Evolution du nombre des salles de classe dans le secteur public.....	55
I-2-2 : Etat des salles de classe dans le secteur public en 2008-2009 .....	57
I-3 : Autres infrastructures.....	58
I-3-1 : Les salles pour les enseignants .....	58
I-3-2 : Les bibliothèques .....	58
I-3-3- : Les salles de laboratoire .....	59
I-3-4 : Les toilettes et les points d'eau .....	59
Section II : Qualité du service éducatif .....	59
II-1- Evolution de l'effectif des enseignants dans le CISCO.....	59
II-2- Qualification des enseignants.....	61
II-3- Niveau d'encadrement des élèves.....	62
Section III : Effectif des élèves et accès au système éducatif .....	64
III-1- Effectif des élèves .....	64
III-1-1 : Evolution du nombre des élèves dans les établissements publics et	
privés.....	64
III-1-2 : Répartition des élèves par ZAP.....	65
III-2 - Accès au système éducatif .....	66
III-2-1 : Le taux de scolarisation.....	66
III-2-2 : Taux de réussite aux examens .....	68
III-2-3 : Taux de flux.....	69
DEUXIÈME PARTIE :ÉDUCATION : OBSTACLES ET PERSPECTIVES	
D'AMÉLIORATION.....	72
CHAPITRE I : L'EDUCATION FACE AU DEVELOPPEMENT COMMUNAL .....	74
Section I : Notions générales de l'éducation et développement.....	74



I-1- Définition de l'éducation .....	74
I-2- Education, clé du développement .....	75
Section II : Les indicateurs de développement.....	77
II-1 : Les indicateurs de niveau de vie .....	77
II-2 : Les indicateurs proposés par le PNUD.....	78
Section III- Les impacts et rôles socio-économique de l'éducation .....	80
III-1- Effets et rôles de l'éducation sur le développement d'une région.....	80
III-2- Effets et rôles de l'éducation dans le domaine socioculturel .....	82
III-3- Effets de l'éducation dans le domaine sanitaire .....	83
<b>CHAPITRE II : LES PROBLEMES AFFECTANT L'ENSEIGNEMENT GENERAL</b>	
<b>DANS LA CISCO D'AMBANJA .....</b>	<b>88</b>
Section I : Problèmes au sein des établissements.....	88
I-1- Problèmes d'infrastructures.....	88
I-2- Manque de matériels didactiques .....	89
I-3- Insuffisance des enseignants .....	90
I-4- Faiblesse de la qualité académique des enseignants .....	90
Section II- Problèmes au niveau des élèves et des parents.....	92
II-1- Problèmes touchant les élèves.....	92
II-1-1- L'absentéisme et le retard.....	92
II-1-2- Le redoublement et l'abandon.....	93
II 1 3- Les facteurs d'âge .....	95
II-2- Problèmes touchant les parents .....	96
II-2-1- Manque d'encadrement .....	96
II-2-2- Le niveau d'instruction et la mentalité des parents .....	96
II-2-3- Au niveau du financement.....	98
Section III- Problèmes économiques.....	98
III-1- Faiblesse du pouvoir d'achat des ménages .....	98
III-2- Faiblesse du budget de l'Etat .....	99
<b>CHAPITRE III : LES MESURE DE REDRESSEMENT .....</b>	<b>101</b>
Section I : Renforcement de la lutte contre l'analphabétisme .....	101
I-1- Assurer les droits et obligations des élèves.....	102
I-2- Améliorer l'instruction des jeunes filles et sensibiliser sur l'utilité publique de l'éducation.....	103

I-3- Organiser des formations pour les analphabètes et créer des centres de formations professionnelles .....	104
Section II : L'amélioration des infrastructures scolaires et la qualité des enseignants.....	106
II-1- Amélioration des infrastructures scolaires .....	106
II-1-1- Augmenter le nombre de salle de classe .....	106
II-1-2- Améliorer l'équipement des structures éducatives.....	106
II-1-3- Améliorer l'environnement scolaire .....	108
II-2- Améliorer la qualité de l'enseignement.....	108
II-2-1- Augmenter l'effectif des enseignants .....	108
II-2-2- Assurer la formation des enseignants et des chefs d'établissement.....	109
II-2-3- Renforcer la discipline et le système d'encadrement.....	111
II-2-4- Stimuler la motivation des enseignants.....	112
II-2-5- Planification de l'éducation.....	114
Section III : Stimuler la motivation des élèves, des parents et renforcer le financement de l'État.....	114
III-1- Stimuler la motivation des élèves et des parents.....	114
III-2- Renforcer le financement de l'Etat.....	116
CONCLUSION .....	120
BIBLIOGRAPHIE.....	122
ANNEXES .....	124
LISTE DES ILLUSTRATIONS.....	132